

Přílohy

Vysvětlivky ke vpisům do textových záznamů projevů

- části z audiovizuálního záznamu projevu, které nebyly v textovém záznamu, jsou vepsány ve fr. uvozovkách (« ») VERZÁLKAMI¹; ostatní části v uvozovkách byly takto označeny již v původním textovém záznamu
- v jednoduchých závorkách jsou uvedeny části, které byly zaznamenány v textové formě, ale nebyly vysloveny v rámci samotného projevu (včetně interpunkce, upravené dle aktuálního znění projevu)
- u delších částí označených *kurzívou* nebyl porovnán audiovizuální a textový záznam, jelikož audio záznam není k dispozici, či je nerozeznatelný (např. přes vstup moderátora vysílání); toto kurzivní označení se netýká jednotlivých slov, která byla kurzívou už v původním textovém záznamu
- části psané **tučně**, či označené barevně, tak byly znázorněné v původním převzatém psaném záznamu; stejně je tomu i pro řazení do odstavců, upraveno bylo pouze řádkování (vzhledem k rozdílnému formátování v původních zdrojích bylo zachováno zarovnání doleva)
- znakem $\leftarrow \rightarrow$ jsou označeny ty části, kde byla slova v projevu vyřčena v opačném pořadí, než jak jsou v textu zaznamenána (jedná se povětšinou o záměnu u pořadí podst. jm. a adjektiva atp.)
- části, které nebyly uvedeny v psaném záznamu projevu a zároveň nebyly z audiovizuálního záznamu identifikovatelné, jsou vepsány ve fr. uvozovkách třemi tečkami (« ... »)

¹ Tímto způsobem jsou ve výjimečných případech – má-li to význam pro vymezení projevu – zachovány i vlastní poznámky k průběhu projevu, viz zejména *Příloha I*.

Seznam příloh

Příloha I → M-1K-2015

Příloha II → JM-1K-2007

Příloha III → M-KT-2011

Příloha IV → JM-KT-2011

Příloha V → M-EP-2014

Příloha VI → JM-EP-2008

Příloha VII → M-UDT-2008

Příloha VIII → JM-UDT-2008

Příloha I

Mes chers compatriotes,
Françaises et Français de métropole,
Françaises et Français de nos magnifiques territoires d'outre-mer,
Français et françaises installés de par le monde,
Mes chers amis,

J'ai souhaité cette année en défilant avec eux et en les invitant sur cette tribune mettre à l'honneur nos 62 conseillers départementaux, élus grâce à l'incroyable dynamique qui porte notre mouvement « CETTE INCROYABLE DYNAMIQUE » (et) qui lui a permis d'obtenir un résultat historique dans le cadre d'élection locale : 25, 87 % des suffrages et même 26, 51 % dans les 1912 cantons où nous étions représentés.

Permettez-moi, à travers eux, de saluer en votre nom toutes celles et ceux, candidats valeureux qui ont fièrement porté les couleurs du FN et du RBM au cours de la campagne départementale, en partenariat avec nos amis du SIEL.

Ces nouveaux élus rejoignent nos conseillers régionaux, - VSTUPUJE PROTEST NAHÝCH AKTIVISTEK NA BALKÓNĚ - « DISAIS-JE » - nos parlementaires nationaux, nos maires, nos 2 sénateurs élus brillamment en septembre, conseillers municipaux et nos 23 députés européens élus eux le 25 mai dernier grâce, là encore, à un score historique faisant du FN « NE VOUS EN DÉPLAISE » le 1er parti de France – AKTIVISTKY – aux élections nationales et aux élections locales.

Notre mouvement « COMME JE LE DISAIS » s'enracine, s'implante à des niveaux « QUI SONT » inégalés « ET QUI SOUSCITENT BIEN POUR LIRE DE CERTAIN (?) »

Ces élus sont les vôtres, peuple de France.

Ils portent vos aspirations, défendent vos intérêts et ceux supérieurs de notre patrie.

Ils seront suivis de bien d'autres élus, d'autres victoires nous attendent, de grandes et belles victoires, évidemment en premier lieu lors des élections régionales de décembre prochain.

La seule véritable opposition au système UMPS a pris son envol et rien ne pourra l'arrêter car notre combat est noble, notre cause est juste et donc notre victoire est inéluctable.

Chers amis, en ce 1er mai, nous fêtons la France éternelle et le Travail. Deux notions menacées d'extinction par nos pseudos élites qui se sont jurées de les détruire pour réaliser leurs funestes projets.

La France n'est éternelle que par la transmission et la glorification de son histoire.

Elle n'est éternelle que par le labeur des hommes et des femmes qui ont décidé de partager un destin commun, dans le respect de ses valeurs et de son identité, pour poursuivre l'œuvre millénaire de leurs ancêtres. L'âme de la France réside en chacun de nous.

Elle nous a été transmise par nos parents et grands-parents, par nos professeurs au sein de l'Ecole républicaine, par les pages des encyclopédies et les pierres de nos monuments.

Mais aussi par la féerie de nos paysages et la force spirituelle de nos églises aujourd'hui la cible des attentats islamistes.

Mais cette transmission n'a été possible que par le courage et le sacrifice de ceux qui, au cours des âges, se sont levés pour défendre et préserver notre Nation.

L'Histoire de France permet de transmettre les principes supérieurs de notre peuple, les traditions, les exemples de ses héros qui ont inspiré et fait rêver des générations entières de petits français.

Aimer la France, c'est aimer son histoire.

C'est en accepter les paradoxes et les permanences.

C'est marcher dans les pas de ses grands hommes, c'est vibrer au récit de ses victoires et endurer l'amer souvenir de ses heures difficiles (ou sombres).

C'est se sentir l'héritier d'un grand peuple, un citoyen unique au monde dont la voix singulière se fait entendre dans le concert des nations.

Nos élites amnésiques ont oublié notre histoire comme elles ont oublié le peuple français.

Elles ne veulent plus de cet héritage et n'ont de cesse de le souiller, de l'affadir et de le démembrer.

N'ayant aucune prise sur le présent, faute de vouloir construire l'avenir, nos piètres dirigeants récupèrent l'histoire pour l'instrumentaliser et transformer leur politique en propagande

mémorielle antipatriotique. La funeste réforme de Mme Najat Vallaud-Belkacem en est un symbole effrayant.

La caste politique n'assume plus notre grandeur qui fait de l'ombre à sa médiocrité.

L'Union européenne, elle, agite ses marionnettes et encourage ces renoncements pour briser les identités et les fiertés nationales.

Non contente d'effacer les nations et les frontières des manuels de géographie, la technocratie bruxelloise entend progressivement les faire disparaître des livres d'histoire. Fini l'avant ou l'après Jésus Christ comme repère universel de la course du temps, nous aurons désormais l'avant ou l'après Maastricht, date symbole du nouvel ordre continental instauré par l'Eurodictature.

Pour ces destructeurs de mémoire, l'Histoire de France, jugée trop glorieuse, est à repenser, à redéfinir, à réécrire.

Cette repentance institutionnalisée ne date pas d'hier et gangrène régulièrement le débat public.

Quand l'Education nationale retire Clovis, Louis XIV et Napoléon des programmes scolaires, le projet est clair.

De la loi Taubira de 2001 au lamentable voyage mémoriel à Sétif de la semaine dernière, tout est fait pour réécrire notre passé avec une plume coupable et mensongère.

N'en déplaise aux manipulateurs qui nous dirigent, le Front National célèbre aujourd'hui Jeanne d'Arc et avec elle la France libre, indépendante et souveraine. La repentance aveugle de la caste politique la conduira peut-être un jour à déboulonner sa statue équestre au nom de l'amitié franco-britannique. Avec eux, nous ne sommes à l'abri de rien...

Invoquer Jeanne d'Arc, c'est se souvenir de la plus extraordinaire héroïne de notre roman national.

Si le Front National met à l'honneur la Pucelle d'Orléans chaque année, c'est qu'elle représente tous les principes que nous défendons ardemment.

L'amour de la patrie, l'esprit de résistance, l'indépendance de la France, la soif de liberté, la défense de l'identité et de la sécurité des Français, le rassemblement des forces nationales.

Il n'y a qu'à regarder le monde hostile dans lequel nous évoluons pour noter que ces principes sont toujours d'actualité.

Jeanne d'Arc est apparue quand la France était à genoux.

Aujourd'hui, le peuple de France est confronté au terrorisme islamiste, au chômage de masse, à la pauvreté, à l'immigration massive et incontrôlée, à la gangrène du communautarisme, ...

Livrée à l'étranger par une partie de la haute noblesse, la France sera sauvée par un enfant du peuple. A celui qui n'a rien, la Patrie est son seul bien disait Jaurès.

L'histoire de notre pays nous enseigne que les trahisons viennent d'en haut quand le peuple, lui, ne fait jamais défaut.

Là où des généraux aguerris ont tous échoué, une jeune bergère de 17 ans va accomplir en 5 mois le miracle du redressement national.

Jeanne d'Arc est une icône française car elle symbolise à elle seule, l'esprit de résistance, la foi en son pays et le triomphe de la volonté...

Près de 6 siècles plus tard, ses exploits résonnent encore et son souvenir reste impérissable car il tutoie la légende et le merveilleux.

Commémorer Jeanne d'Arc, ce n'est pas seulement célébrer la victoire sur les Anglais lors de la Guerre de Cent Ans, que des générations d'écoliers apprirent par cœur quand l'histoire de France trônait encore dans les manuels scolaires...

Commémorer Jeanne d'Arc, c'est fêter la Nation, c'est défendre notre communauté nationale. Qu'est ce que la France sans les femmes et les hommes qui décident de s'associer pour la bâtir ensemble ? La Nation est le lien qui nous unit, nous définit, il nous rend plus fort dans un monde hostile.

Se souvenir de Jeanne d'Arc c'est se rappeler qui nous sommes et d'où nous venons. Fiers de notre identité, rassemblés autour de notre drapeau, de nos valeurs et de notre histoire, nous affronterons les défis de demain.

Au Front National, nous aimons Jeanne d'Arc parce que c'est une héroïne qui n'a pas accepté le fatalisme de sa condition. Elle a dépassé le cadre établi de son sexe, de sa modeste naissance, pour mener à bien sa mission.

Nul besoin de grotesque théorie du genre pour se couper les cheveux et revêtir l'habit viril. Elle n'avait pas attendu l'égalitarisme des sexes pour monter à cheval et – POUR -manier l'épée. Elle n'avait pas espéré la parité pour commander aux hommes et prendre la direction d'une armée. Elle n'avait pas attendu la libération de la femme pour donner sa vie à la libération de la France.

Quel exemple pour toutes les femmes de France ! Quel modèle pour toutes les femmes du monde !

A l'instar de Jeanne, nombreuses sont les femmes illustres qui ont marqué le roman national de leur empreinte. Si la France s'est faite à coups d'épée, les femmes, elles aussi, ont pris leur part pour influencer sur la destinée de notre Nation.

Ainsi, Geneviève, sainte patronne de Paris, qui organisa la résistance de la cité – PŘEŘEK + « PARDON » - face aux hordes d'Attila, Clotilde qui permit à la France d'embrasser la foi chrétienne en convainquant son mari Clovis de se faire baptiser.

Ou encore, Jeanne Hachette qui combattit aux côtés de femmes de Beauvais contre les Bourguignons de Charles le Téméraire.

Je n'oublie pas Christine de Pisan, première femme écrivain française à vivre uniquement de sa plume ou Marie de France, auteur de fables, dont s'est largement inspiré Jean de la Fontaine.

La célèbre Olympe de Gouge, première française à demander des droits politiques pour la seconde moitié de l'humanité. « ELLE DISAIT » :

« La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également le droit de monter à la tribune ».

Camille Claudel, Marie Curie, et bien d'autres, la France est un des rares pays du monde où les grandes figures féminines partagent aussi évidemment avec les figures masculines, les pages de notre roman national.

C'est peut être la raison pour laquelle les mots les plus vibrants de notre belle langue sont tous féminins : France, Patrie, Nation, Liberté, Famille...

Une nouvelle fois donc, nous remercions Jeanne de notre liberté et du sacrifice consenti, en rendant hommage à la Sainte, la bergère, la guerrière, la patriote, mais aussi la femme qu'elle n'a pas eu le temps de devenir ayant sacrifié sa vie à l'âge de 19 ans- et une fois n'est pas coutume, en rendant hommage à toutes les femmes célèbres ou anonymes qui ont combattu ou œuvré au fil des siècles pour que la France soit et reste ce grand et beau pays.

L'occasion est trop belle pour ne pas, aujourd'hui, rendre hommage aussi à travers elles à toutes les femmes de France qui, aujourd'hui, se lèvent pour continuer ce combat lumineux de la transmission et de l'amour de la Nation, souvent avec discrétion mais toujours avec détermination.

Fils et filles de France, ne minimisez « JAMAIS » ni votre courage, ni votre influence. Prenez exemple sur la petite bergère qui, portée par sa foi fervente en la France, a accompli des miracles.

Elle n'avait ni naissance, ni fortune, ni moyens mais elle était la France, comme vous l'êtes chacun d'entre vous aujourd'hui.

Dans les moments difficiles que traverse notre pays, confrontés à un système qui nous a pris pour cible, souvent votre résistance est « ET J'OSE LE DIRE » héroïque.

« HÉROÏQUE » Héroïques, ces chômeurs qui, malgré la situation économique, se battent pour retrouver un emploi avec l'énergie du désespoir.

Héroïques, ces artisans, commerçants, patrons de TPE / PME- PMI, qui luttent pour maintenir à flots leurs entreprises contre le rouleau compresseur des normes, des charges, des impôts, de ce RSI captateur, des multiples tracasseries d'une administration qui les traitent trop souvent comme des numéros à l'abattoir économique.

Héroïques, ces retraités qui voient une vie de travail parfois commencée à 14 ans, se terminer par une retraite de misère, une vieillesse de privations.

Héroïques, ces salariés français qui continuent à créer de la richesse et à élever leurs entreprises malgré la concurrence internationale déloyale, malgré la guerre menée par la grande finance à l'économie réelle.

Héroïques, ces familles adeptes du système D pour élever correctement leurs enfants et qui déploient des trésors d'attention pour préserver leurs petits des dangers de notre société : agressions, drogues, violences, déculturation.

Héroïques aussi ces fonctionnaires qui croient encore en l'Etat et qui, du personnel pénitenciers aux guichetiers de nos administrations en passant par les professeurs ou le personnel de santé, sont « CONFRONTÉS » quotidiennement (en butte) à l'agressivité, aux revendications de ceux que le système traite avec complaisance alors que des millions de français ne reçoivent plus le service au public et la solidarité auxquels ils devraient avoir droit.

Héroïques ces militaires sommés de faire toujours plus avec toujours moins, ces travailleurs mis en concurrence injustement avec le monde entier, ces victimes des criminels et des délinquants à qui l'ont ne rend jamais justice.

Héroïques enfin ceux qui n'ont déjà plus rien et à qui la caste politique donne des leçons de morale en les sommant de partager ce qu'ils n'ont pas avec des migrants venus du monde entier attirés par une protection sociale dont les Français sont progressivement privés.

Oui, vous êtes Français, des héros de la vie quotidienne qui gardez calme et courtoisie quand tout vous pousse à la colère, qui continuez à avancer, à vous battre quand tout est fait pour vous démoraliser, qui subissez l'injustice, le mépris, l'abandon de la part même de ceux qui vous doivent protection et affection, nos dirigeants politiques.

Je reconnais bien là le peuple français si solide tout compte fait, si généreux souvent au détriment de lui-même.

Mais la patience ne doit pas devenir (de la) résignation, car malgré les promesses des uns et des autres, rien n'a été fait pour vous depuis des décennies.

Bien au contraire.

Il n'aura échappé à aucun français attaché au devenir de notre pays que les choses s'accélèrent, s'aggravent vite.

Et chaque jour confirme nos analyses.

Nous (avons eu) « AVIONS » raison sur tout, absolument tout.

Oh ! Nous n'en tirons aucune gloire bien sûr mais cela relativise tout de même la violence des attaques dont nous sommes l'objet, ou peut-être cela justifie-t-il la violence de ces attaques ?

Coupables encore et toujours d'avoir eu raison.

Coupables de n'avoir, à la différence de l'UMPS, aucune responsabilité d'aucune sorte dans les malheurs qui frappent notre pays.

« CHERS AMIS », Je ne souhaite pas être dans le commentaire de l'actualité immédiate.

Je me méfie de ce temps court, de ce rythme ultra rapide que l'on inflige à la vie publique, profitant de chaque événement pour chasser le précédent, pour faire de la vie publique un espace plat, sans relief, sans dimension, où tout se vaut, et où tout s'oublie aussi vite qu'il arrive.

Cette recherche du buzz permanent me dégoûte, comme elle dégoûte les Français et je m'en extrais avec délectation et gravité !

Il faut savoir prendre la hauteur nécessaire. Et analyser les événements qui frappent notre pays à la lumière du temps plus long, celui dans lequel s'inscrivent les conséquences des décisions politiques qui sont prises.

C'est mon rôle de chef politique.

Dans tous les domaines, tous sans exception, l'échec est total, l'échec est global, ni les coups de menton, ni les envolées pseudo lyriques, ni l'agitation compulsive, ni les diversions et autres enfumages, ne peuvent plus cacher cette cruelle réalité.

Nos dirigeants sont désemparés, inactifs, incapables.

C'est fini, ils ne peuvent plus rien, ils ne font plus rien.

UMP après PS, PS après UMP, ils semblent n'avoir plus aucune prise sur les choses, ils laissent tout filer et de fait la France est hors contrôle, immigration, dette, déficit, mondialisation sauvage, politique pénale, impôts, école, santé, frontières, indicateurs économiques.

La France est hors contrôle, économiquement, socialement, « REGARDEZ », c'est la bérézina.

Notre pays a été aspiré dans le trou noir de l'austérité sans fin, de la compétition économique déloyale, du laisser-faire, laisser passer imposés par une Union européenne à laquelle vous aviez, il y a 10 ans, dis non !

Le 29 mai prochain, nous célébrerons le 10e anniversaire du rejet franc et massif du fédéralisme européen par les Français.

Le 29 mai 2005, le peuple Français à 55% envoyait un formidable camouflet aux élites parisiennes et bruxelloises en votant NON au traité sur le projet de constitution européenne.

Cela fait donc 10 ans que la volonté du peuple français a été bafouée, 10 ans que son cri de révolte a été étouffé.

Et depuis nous subissons chantages, menaces et ordres venant de cette eurodictature soutenue servilement par les petits télégraphistes de droite et de gauche UMP / PS / Modem / UDI / Verts / Front de gauche, tous reprennent en chœur les injonctions de l'Union européenne et qu'ordonne-t-elle cette Europe ?

Elle ordonne tout d'abord qu'on maintienne coûte que coûte la monnaie unique.

L'euro n'est pas adapté à notre économie, l'euro nous plombe, l'euro détruit des emplois.

Mais qu'à cela ne tienne !

Maintenant ils le savent, et même ils le disent ! Il en aura fallu du temps pour qu'ils admettent l'échec total de l'euro, mais nous y sommes maintenant. « ET QUELLE EST » Leur réponse : l'euro est un échec mais il faut « TOUJOURS CONTINUER A » tout sacrifier à l'euro. Car c'est un veau d'or ! Et les dirigeants européens sont des idolâtres.

L'axiome des européistes n'est plus « une monnaie au service de l'économie », mais « une économie au service de la monnaie ». On marche sur la tête.

Et quand on marche (trop) sur la tête, le cerveau commence à en prendre un coup : alors ils se mettent à divaguer, à prédire le chaos en cas de fin, même parfaitement organisée, de l'euro, à prophétiser les dix plaies d'Egypte. Ils étaient des idolâtres, ils deviennent des illuminés. Et l'Europe, encore et toujours, nous entraîne dans sa folie.

« JE VOUS SIGNALE QUE DANS QUELQUE TEMPS, L'AUTRICHE ORGANISERA UN RÉFÉRENDUM POUR SAVOIR SI LES AUTRICHIENS VEULENT SORTIR DE L'UNION EUROPÉENNE. NOUS NE SOMMES PAS LES SEULES ! »

(L'Europe) « L'UNION EUROPÉENNE », elle ordonne aussi qu'on applique des politiques d'austérité. « ET » dès que le gouvernement présente une feuille de route à Bruxelles, Bruxelles demande de nouvelles coupes budgétaires. Et le gouvernement s'exécute.

« VOUS AVEZ REMARQUÉ » Ce manège recommence chaque année. Et chaque année, les impôts, dans le privé comme dans le public, comme pour nos retraités, continuent d'augmenter, les petites entreprises continuent d'étouffer, le patrimoine de l'Etat, celui des Français acquis génération après génération, continue d'être dilapidé.

Et chaque année, l'objectif affiché des politiques d'austérité n'est pas atteint : chaque année, la dette grossit encore. L'austérité est non seulement inefficace, mais elle est aussi dangereuse.

L'Europe, elle ordonne encore que l'on saccage les services publics, au nom de la sacro-sainte « concurrence libre et non faussée ». Il faut privatiser à tout va.

En réalité, on privatise les profits, mais pas les pertes. Et au bout, ce sont les usagers qui trinquent. Après les autoroutes, après le gaz et l'électricité, après France Télécom, on veut privatiser la SNCF.

On fait croire « D'AILLEURS » que la fameuse concurrence libre et non faussée permettra de faire baisser les prix.

Mais « VOUS L'AUREZ REMARQUÉ » les prix du gaz et de l'électricité ont-ils baissé alors même que l'Etat cédait des parts d'EDF et de GDF, ou plutôt « Engie » pardon, car la loi du marché mondialisé oblige à défranciser tous les noms au profil du globish anglo-saxon ? Non bien sûr, (au contraire !) « LES PRIX ONT AUGMENTÉ »

Quand les fleurons nationaux passent sous capitaux internationaux, Alstom, Lafarge, Alcatel en quelques mois, ce n'est plus l'intérêt du peuple, mais l'intérêt des gros actionnaires, qui est recherché.

Et bientôt, qui sait, on en viendra peut-être à privatiser la santé ? ça a déjà commencé via la destruction de l'hôpital public, puis à privatiser totalement l'éducation, la justice (aussi) au bénéfice de l'arbitrage chère à leur maître américain, et « PEUT-ETRE PRIVATISER » l'armée demain ?

Cela vous semble impensable ? Mais détrompez-vous, cela a même déjà commencé !

La loi Macron, cette loi fourre-tout incompréhensible, « ELLE » cache bien des surprises, comme par exemple ce petit joyau : un amendement prévoit que l'Etat va vendre notre matériel militaire à des sociétés privées, puis qu'il va relouer ce même matériel qu'il a vendu !

« ALORS » Comment expliquer cette absurdité complète ? « ECOUTEZ » C'est simple ! Il fallait tenter de boucher les trous du budget 2015, pour obéir aux ordres de Bruxelles !

Et attendez, ce n'est pas fini ! Ca va même continuer pour le budget 2016 ! C'est encore Monsieur Macron qui vient aujourd'hui nous dire qu'il va falloir couper dans le budget de la santé et de l'enseignement supérieur.

Finis les remboursements des attelles et des fauteuils roulants, ça fait partie de leurs dernières trouvailles, finis les APL pour les classes moyennes qui ont du mal à boucler les fins de mois.

Au ministère de l'économie, on planche déjà sur les moyens futurs de réduire encore un peu plus la solidarité nationale. Tout doit disparaître, car le trou noir de l'Union européenne avale tout.

Et en parallèle, car on le sait l'austérité est une lame à double tranchant, on accable les ménages et les entreprises d'impôts et de taxes. Voyez comme nos indépendants crèvent littéralement du RSI, cette usine à gaz mise en place par Nicolas Sarkozy en 2008, et que nous devons remettre à plat, pour permettre l'émergence d'une protection sociale des indépendants plus juste et surtout beaucoup moins lourde.

On le voit partout : l'Europe ordonne, le gouvernement s'exécute. Et rien ne s'arrange. On peut même dire avec certitude que tout empire.

Les entreprises ferment jour après jour, le chômage augmente mois après mois, la dette grossit année après année. Il faut briser ce cercle vicieux. Et pour cela, il n'y a pas 36 solutions : il faut rompre avec les politiques européennes. Il faut retrouver notre souveraineté monétaire et

budgétaire, pour pouvoir redresser notre balance commerciale, pour pouvoir diminuer la pression fiscale, pour pouvoir redonner des armes à nos entreprises.

La souveraineté c'est donc le pouvoir ! Le pouvoir d'être et le pouvoir de faire (et) « MAIS » aussi le pouvoir de défaire !

Et je crois sincèrement que les Français ont compris, quant au système, il a compris que les Français ont compris.

Alors, parce qu'il se sent plus que jamais menacé, le système se braque, il se raidit, continue dans sa course folle, ne se retourne plus jamais, n'écoute plus personne, ne cherche plus aucune porte de sortie.

Il va plus loin encore dans ce saccage délirant, et dans le même temps, il va plus loin encore dans ces discours de haine, ces discours fous contre le peuple.

Il va plus loin encore dans la division des Français, dans le refus du bon sens du peuple, dans l'oubli de la France !

Sachez-le, le système ne travaille plus qu'à sa survie, au risque de mettre fin à notre pays, de mettre fin à la France.

Ils n'ont que faire de cela. Ils préfèrent jouer leur survie politique. Il n'y a que ça qui compte.

Immigration, communautarisme, fondamentalisme islamiste... là encore, la France (aujourd'hui) est hors contrôle.

Aveuglement et impuissance ont été les seules réponses à la montée en puissance de la menace du fondamentalisme islamiste et le risque s'est réalisé.

Tous les ingrédients étaient là pourtant dans notre pays depuis bien longtemps pour fabriquer la grenade du fondamentalisme islamiste qu'ils ont dégoupillé en lançant leur imbécile campagne militaire en Lybie.

Apprentis sorciers qui ont laissé une immigration massive s'installer en France alors que nous savions qu'il n'était même plus envisageable d'assimiler des immigrés en aussi grand nombre.

Inconscients « EUX » qui, dans le même temps, s'acharnent à inculquer aux enfants de l'immigration la haine de la France, le mépris de ses valeurs et de son histoire. Ils ont nourrit

de manière artificielle un sentiment de revanche et même de vengeance en ressasant inlassablement leur vision déformée de notre passé, les fautes imaginaires de notre pays à leurs yeux forcément indigne, forcément coupable, forcément débiteur.

Pourquoi donc s'étonner aujourd'hui de voir certains, se comporter, alors qu'ils ont été eux ou leurs parents accueillis, comme des créanciers à qui l'on n'aurait pas remboursé une dette fantasmée.

Dirigeants maltraitants, ceux qui ont refusé d'arrêter cette immigration alors même que leur propre peuple se retrouve en butte au chômage, au mal logement, au déficit de soins, à une école à la dérive, à l'aggravation vertigineuse des déficits et de la dette, à l'effondrement de notre système de protection sociale, ou de notre système (pénitentiaire) « PÉNAL ».

Indignes, ceux qui ont imposé la fin du modèle d'assimilation pour lui substituer celui d'intégration et son corolaire naturel, le communautarisme, laissant progressivement s'installer l'idée que les lois de la République étaient optionnelles, négociables, que nos valeurs étaient somme toute discutables.

Qu'en France, on avait pour résumer le droit et même peut être le devoir de vivre autrement que comme des français, avec d'autres codes, d'autres mœurs, d'autres traditions, d'autres lois.

Nos élites ont organisé ou encouragé cela, cédant à toutes les revendications communautarisme, les justifiant, les anticipant même parfois avec zèle pour peu qu'elles leurs permettent quelques gains électoraux le moment venu : menus de substitution, horaires de substitution, programme scolaire de substitution, jours fériés de substitution et demain, loi de substitution, culture de substitution.

Ils ont cherché à discréditer et à réduire au silence ceux qui avaient vu et annoncer la catastrophe.

En traitant d'islamophobes, tous ceux qui avaient le malheur de réclamer le respect de la laïcité mais aussi du bon sens, « QUI AVAIENT LE MALHEUR DE RECLAMER » le respect de nos lois et de notre mode de vie, de nos principes d'unité, de méritocratie, « DE RECLAMER » le respect de notre culture (,) « ET » de notre identité ;

En faisant cela, nos dirigeants n'ont pas seulement laissé faire, ils ont organisé, aidé, soutenu le chaos actuel.

Alors que les choses soient claires.

Nous ne combattons la religion de personne en France.

Nous combattons le fondamentalisme islamiste !

Le dire permet de voir où sont nos ennemis (,) « ET » où sont leurs complices.

Car ceux sont eux qui ont dégoupillé la grenade.

L'État islamique n'a pas surgi de nulle part.

L'État islamique est né en Irak plongé dans l'anarchie (par) « DE » Bush, père et fils.

Nicolas Sarkozy n'a-t-il pas applaudi à ces interventions, ne les a-t-il pas souhaitées ardemment, bruyamment ?

L'État islamique a pris pied en Libye.

Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et leur ami BHL n'ont-ils pas provoqué le chaos dans ce pays, soutenus par le PS de Monsieur Hollande, plaçant au pouvoir les fondamentalistes dont le premier acte fut d'instaurer la charia?

L'État islamique s'est étendu en Syrie.

François Hollande n'a-t-il pas souhaité les aider en bombardant l'armée régulière ou en fermant les yeux sur le Qatar et l'Arabie Saoudite qui les armaient ?

Ils ont ainsi remplacé des régimes autoritaires mais laïques par des fanatiques sanguinaires qui règnent maintenant à leur place ?

« QUANT A MOI » Je préfère en effet le moindre mal au pire absolu.

Aveuglement disais-je. « AVEUGLEMENT, MAIS AUSSI » lâcheté ... et inertie totale.

Comme des lapins pris dans les phares d'une voiture face à l'explosion de la grenade, la classe politique française a été égale à elle-même, alors que le peuple s'unissait pour réaffirmer son refus du fondamentalisme islamiste et son attachement aux valeurs de liberté.

Ils ont dénaturé cet élan national, l'ont détourné de son sens premier et s'en sont servi à leur bénéfice exclusif, ce qu'il faut bien admettre, est ce qu'ils font « D'AILLEURS » le mieux.

La manifestation du 11 janvier s'est transformé en tentative d'exclusions de la 1ere force politique du pays, le Front National.

L'union du 11 janvier est devenue une séance de communion paranormale où un esprit « l'esprit du 11 janvier » exigeait que tout esprit (bien réel celui-là) critique disparaisse, que toute proposition d'action, toute suggestion politique, se taise et que chacun le doigt sur la couture du pantalon, soutienne l'aveuglement, la lâcheté, l'inaction et bien non !

Nous le disons haut et fort, l'UMP et le PS sont incapables de prendre les mesures pour protéger notre pays du fondamentalisme islamiste.

On nous anesthésie depuis des mois de minute de silence, en commémoration, de paroles verbales en propositions ineptes, de numéros verts contre le djihadisme en site internet « stop djihadisme.gouv.fr », de journée de la laïcité, en cellule psychologique pour les combattants revenant du djihad.

Un vrai inventaire de la bêtise ambiante, mais une bêtise criminelle !

Car il faut agir d'urgence, d'urgence ! Et commencer par pointer les responsabilités politiques car nous ne sommes pas dupes de ceux qui « en parlent le plus, qui crient le plus fort, qui sont les plus outranciers, pour masquer leurs actes, leurs responsabilités ».

Qui finance les mosquées au mépris de la loi de 1905 ?

Qui achète la paix sociale en subventionnant les associations communautaristes ?

Peut-être que Christian Estrosi peut répondre à ces questions ?

Qui a supprimé douze mille postes de policiers et de gendarmes ? Nicolas Sarkozy

Qui a désorganisé le renseignement pour le mettre à son service ? Nicolas Sarkozy

Qui a réduit de 56 000 hommes les forces armées en cinq ans ? Nicolas Sarkozy

Nous ne sommes pas dupes non plus des opportunistes qui profitent de la menace islamiste pour faire passer leurs lois liberticides.

C'est évidemment le cas de Monsieur Valls.

La bonne aubaine que cette menace islamiste pour mettre en place la surveillance généralisée de tous les Français, pour écouter leurs conversations, lire leurs mails, sans aucune autorisation préalable d'un juge.

Seul Monsieur Valls décideRA de l'opportunité d'une écoute, de la pose de micros, de la captation de correspondances.

Avouez que ça n'est pas rassurant.

Loi anti démocratique, attentatoire aux libertés individuelles, loi de flicage généralisée et de surcroit tout à fait inutile dans la lutte contre le fondamentalisme islamiste.

Après tout, Merah, Kouachi, Coulibaly, Glam, avaient tous été détectés par les renseignements français comme des activistes radicalisés.

Ce n'est pas tant le renseignement qui échoue que le traitement du renseignement, c'est donc la réponse pénale qui, une fois encore, fait défaut.

Ce sont les ordres politiques qui manquent, c'est le constat qui est défaillant.

L'attentat de Villejuif n'a pas été déjoué par le gouvernement.

L'attentat de Villejuif a avorté parce que le terroriste s'est tiré une balle dans le pied (et ça n'est pas une image).

Une loi contre le terrorisme islamiste doit comprendre des mesures appropriées.

« CE SERAIT EFFECTIVEMENT LA MOINDRE CHOSE. POUR COMBATTRE EFFICACEMENT LE TERRORISME ISLAMISTE, IL FAUT » :

Rétablir des frontières et donc arrêter la libre circulation: la France a le droit de savoir qui est sur son territoire.

Revoir les conditions de l'asile afin d'éviter les risques d'infiltration.

Rendre obligatoire l'utilisation du français pour les prêches.

Expulser tout étranger qui exprime des sympathies pour l'État islamique.

Déchoir de la nationalité française tout binational parti vers (l'État islamique) « LE DJIHAD ».

Juger pour crimes ceux qui en reviennent.

« IL FAUT » Donner des moyens humains et matériels à la police et à la gendarmerie.

Rétablir le renseignement sur le terrain, dans les quartiers, et donner des suites à ces renseignements.

Augmenter le budget de la défense nationale, et non continuer de le réduire !

Faire de l'École de la République le creuset de la citoyenneté par l'exigence et l'effort.

Imposer la tolérance zéro aux revendications communautaristes ou religieuses.

Enseigner le roman national de la France dans sa gloire et sa lumière. Et non la navrante réforme du collège de Najat Valaud Belkacem, qui est à l'éducation ce que BHL est à la philosophie.

Interdire tout financement de structure culturelle ou culturelle de pays étrangers qui soutiennent ou financent le fondamentalisme et donc il faut suspendre la construction de toute nouvelle mosquée en France car il nous faut éclaircir les conditions de leur financement.

Redéfinir totalement nos relations avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, ces financeurs de l'islamisme.

Surveiller l'ingérence de fonds étrangers dans nos banlieues.

Développer les relations avec les pays qui luttent contre le fondamentalisme, la Russie, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte, entre autres.

Et enfin et surtout, « IL FAUT » arrêter l'immigration.

Rappelez-vous en 2012, tous ces bienpensants de l'UMP et du PS qui s'étaient indignés lorsque j'avais eu cette interrogation pleine de bon sens « Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? ». Oui, combien ? !

Hélas, cet avertissement qu'ils n'ont pas voulu entendre, s'est depuis cruellement vérifié.

Il y a quelques jours encore, un présumé terroriste algérien, arrivé en France grâce au regroupement familial pour suivre frauduleusement ses études dans notre pays, a voulu commettre un attentat dans une ou plusieurs églises de Villejuif !

Ce monstre en devenir, qui a très vraisemblablement assassiné de sang froid une jeune femme pleine d'avenir, ce n'est pas la France qui l'a enfanté !

Non, ce sont nos gouvernants de l'UMP et du PS qui lui ont permis de venir et, beaucoup plus grave, qui lui ont permis de rester alors qu'il était fiché et répertorié comme dangereux par nos services de renseignements ! Un scandale qui dans n'importe quel autre pays « DU MONDE » aurait entraîné la démission immédiate du ministre de l'Intérieur.

Si le communautarisme s'aggrave, c'est bien évidemment sous l'effet d'une immigration de masse continue depuis 30 ans.

Il y a d'abord l'immigration légale qui progresse à un rythme fou : 200 000 personnes par an en moyenne, déjà hier sous Nicolas Sarkozy, aujourd'hui (toujours) « ENCORE » sous François Hollande.

Il y a ensuite l'immigration clandestine, qui explose littéralement et dont nous voyons ces derniers temps les conséquences les plus tragiques.

Par milliers, des hommes, des femmes et des enfants meurent chaque année en Méditerranée, poussés par des passeurs et des mafias sans scrupule, et attirés par les faux espoirs d'un eldorado qui n'existe pas, et dont la réalité potentielle s'éloigne de toute façon, à mesure qu'ils sont des centaines de milliers à affluer dans (nos) « NOTRE » pays.

Ces vagues humaines de clandestins ne datent pas d'hier. En 2011 déjà, j'étais allée à Lampedusa pour alerter l'opinion publique sur ce qui m'apparaissait alors comme les prémices d'un grave danger.

Une fois de plus nous avons été tristement visionnaires, mais hélas, aucun de nos lâches dirigeants ne nous a écoutés.

Aujourd'hui, les premiers responsables de ces morts en Méditerranée, ce sont ceux qui ont créé les conditions d'une explosion de l'immigration clandestine entre l'Afrique et l'Europe, ceux qui ont jeté à terre un Etat : l'Etat libyen, et par là déstabilisé une région entière !

Ces responsables ont un nom, les rantanplan de la géopolitique : Nicolas Sarkozy et François Hollande, (qui quoiqu'il dise aujourd'hui a pleinement soutenu son prédécesseur dans la guerre en Libye), cette effroyable faute, soutenue par l'ensemble des responsables politiques français à l'exception notable de vos serviteurs du Front National.

Cette guerre, inspirée à Nicolas Sarkozy par sa muse BHL assoiffée de gloire médiatique, et dont l'issue a porté au pouvoir les islamistes, a eu un résultat : le chaos.

Alors ce n'est évidemment pas de ces gens-là que viendra la réponse au problème de l'immigration massive qui s'abat physiquement sur nos côtes.

Certains pays, non soumis comme le nôtre à l'idéologie mortifère de l'ouverture totale des frontières et de la libre-circulation, ont réussi à endiguer les flots d'immigrants arrivant notamment par la mer.

Parmi ces pays, il y a l'Australie, dont l'exemple doit désormais nous inspirer. Là-bas, plus aucun bateau de clandestins n'est admis à s'amarrer. Tous les navires clandestins sont systématiquement reconduits à leurs ports d'origine.

C'est ce qu'il faut faire ici !

En outre, quiconque arrive illégalement sur le territoire australien n'a pas la moindre chance d'être un jour régularisé ; sa seule perspective : le retour dans son pays d'origine. C'est aussi ce qu'il faut faire ici !

Avec une telle politique dissuasive à l'immigration clandestine, l'Australie a réussi à mettre un terme au drame humain des « cargos de migrants ». Zéro clandestin chez elle, mais aussi (et surtout) zéro mort au large de ses côtes!

Alors mes amis, permettez-moi exceptionnellement quelques mots d'anglais, pour reprendre le message de nos amis Australiens aux clandestins et aux passeurs : NO WAY !

Toutes les études et sondages le disent, les Français ne veulent plus d'immigration supplémentaire - c'est (pourtant) clair.

Mais pendant que les Français disent « no way », nos dirigeants et leurs acolytes de l'Union européenne disent « Welcome ».

Ils se comportent au sens du droit pénal comme de véritables complices des passeurs. Ils leurs apportent aide, assistance et fourniture de moyens.

Ils viennent même de tripler ces moyens.

Or, que l'on vienne en aide à ces pauvres hères entassés par milliers dans des cargos poubelles par des esclavagistes des temps modernes, bien sûr nous soutenons cela.

Mais s'il s'agit, après ces sauvetages effectués, de les ramener sur les rives européennes, alors les passeurs sortent le champagne, et font grossir leurs profits.

Ces mêmes passeurs qui ont, (maintenant) « D'AILLEURS » compris l'effet d'aubaine, puisqu'ils appellent eux-mêmes la marine italienne lorsqu'un « BARQUE » des bateaux qu'ils envoient part de Lybie.

Il faut donc évidemment sauver ces gens mais les ramener à leur port de départ.

(Outre) « ET OUI ! AU DELA DE » la reconduite systématique des navires à leurs ports, il faut rompre avec les droits exorbitants accordés aux clandestins, qui sous prétexte de demandes d'asile sont intégralement pris en charge par l'Etat.

Or le droit d'asile, que nous reconnaissons comme un droit individuel réservé aux victimes d'oppressions politiques, a été depuis « BIEN » longtemps détourné de son sens originel pour devenir une filière à part entière de l'immigration massive.

Son coût pour la collectivité a explosé, et il est devenu une nouvelle porte d'entrée quand on sait qu'à peine 1% des déboutés « DE DROIT D'ASILE » sont finalement expulsés.

Sans compter que l'Union européenne nous concocte des statuts de réfugiés climatiques, « REFUGIES » économiques, « REFUGIES » sanitaires.

Vous comprenez dans ces conditions la consternation qui est la mienne quand j'entends Monsieur Fillon, premier ministre de Sarkozy, en appeler à l'Union européenne !

Comme si cette dernière pouvait représenter la moindre solution alors qu'elle est précisément l'une des causes du problème. L'Union européenne n'est là que pour nous empêcher d'agir. Il faut cesser de croire que notre salut viendra de cette instance dictatoriale faite pour nous asservir.

L'Union européenne pousse à l'immigration massive par idéologie comme par intérêt, au service des puissances d'argent et du grand patronat qui « D'AILLEURS », toujours, (l'ont) « A » réclamée « DE L'IMMIGRATION SUPPLÉMENTAIRE » pour faire pression à la baisse sur les salaires.

D'ailleurs, le sinistre Monsieur Schulz, Président du parlement européen l'a déclaré la semaine dernière « nous avons besoin « A-T-IL DIT » d'un mécanisme légal d'immigration pour les personnes souhaitant s'installer en Europe » mais ils sont des millions !

Quant à « CE » Monsieur Juncker, « LE » Président de la Commission européenne, « AU PASSAGE » le candidat de l'UMP, il a été on ne peut plus clair : « il faut ouvrir les portes pour éviter que les migrants entrent par les fenêtres », « CE » que l'on pourrait résumer par « dans l'incapacité de faire respecter la loi, supprimer donc la loi ».

Et c'est à ceux-là que nous devrions confier notre sécurité ? « MAIS » Une pure folie.

Sous l'effet de cette immigration massive, multiforme, la France se disloque et nos dirigeants successifs n'en ont que faire.

Nicolas Sarkozy lui-même a ainsi finalement considéré que le thème de l'identité nationale qu'il avait soulevé était une erreur : et pour cause, sa politique, comme celle de François Hollande, n'a eu pour seul effet « PRÉCISEMENT » que de (la) détruire « CETTE IDENTITÉ NATIONAL » !

La situation est très grave, mes amis, nous devons la vérité aux Français.

Nous devons donc agir par nous-mêmes, à travers les solutions que je vous ai exposées, en reprenant la maîtrise de nos politiques migratoires, ce qui suppose évidemment de sortir de l'espace Schengen et de renvoyer l'Union européenne plonger dans les abysses, à la place de ces hommes et ces femmes morts en mer, vers qui nos pensées se tournent, et qui ont le droit de vivre chez eux, comme nous chez nous !

CONCLUSION

J'aimerais pouvoir faire un autre constat et parler autrement de la situation du pays. J'aimerais surtout que mon constat et mes solutions soient entendus.

Et si j'ai parlé de la responsabilité de nos dirigeants, je (dois) « CROIS QU'IL FAUT » aussi parler de la nôtre, parce qu'elle est immense aujourd'hui.

Nous n'avons plus de temps à perdre. « NOUS N'AVONS PLUS DE TEMPS A PERDRE »
De temps à perdre à répondre aux agressions du système UMPS. A nous perdre dans de stupides querelles ou de faux débats.

L'heure va être à l'action.

Et nous devons nous y préparer.

Nous progressons. Dans le cœur des Français, où nos idées triomphent. Dans les urnes où nous montons sans cesse. Election après élection.

Et nous avons des ambitions immenses, les Régions demain et, après-demain, la Nation nous attendent.

Alors, à l'aveuglement, à la lâcheté et à l'inertie, se substitueront la lucidité, le courage et l'action.

Ne soyez ni anxieux, ni abattus, soyez juste impatients, les forces qui montent du pays sont puissantes, comme un instinct de survie, je les crois irrésistibles.

Des obstacles se dresseront devant nous encore, la bataille politique sera âpre évidemment, rien ne nous sera épargné, c'est une certitude, ça a déjà commencé. Et je les pense capables des pires extrémités.

Mais nous triompherons de tout cela et, de ces batailles électorales, naîtra une Nation libre, fière, confiante, fraternelle où il fera, à nouveau, bon vivre !

Oui, de ce combat, la France renaitra !

A ceux, enfin, qui sont parfois saisis par le doute ou par la crainte, je rappellerai ces mots de Bernanos : « L'espérance est un risque à courir. »

Vive la République !

Vive le peuple !

Vive la France ! « VIVE LE FRONT NATIONAL ! VIVE LA FRANCE »

Příloha II

Chers Amis, Chers Camarades, Chers Compatriotes,

Depuis sa fondation, le Front National s'est placé sous l'égide de Jeanne d'Arc, le plus grand homme de l'Histoire.

Depuis trente-quatre ans, chaque printemps nous retrouve, unis pieusement dans le souvenir de l'Héroïne et de la Sainte Nationale.

Dans ce domaine, comme en tant d'autres, nous avons fait école.

D'aucuns, comme Chirac qui n'avait jamais eu une pensée pour elle ni un geste – et pour cause !- se sont avisés de nous faire reproche de notre fidélité.

Nicolas Sarkozy lui-même, s'est demandé comment on avait pu abandonner si longtemps, Jeanne d'Arc à un parti extrême. Oh le bon apôtre !

Quelle bonne question ? Comment en effet ?

Il est vrai que toute englué dans le « soixantuitardisme » – à chacun ses néologismes- le système l'avait mise au placard à balais avec la Marseillaise, le drapeau tricolore, l'amour de la patrie, le souvenir des aïeux, bref l'Histoire de France elle-même.

Les temps ont changé et j'ai la faiblesse de croire que nous y sommes pour quelque chose, que ce que Monsieur Badinter dénomme « la lepénisation », comme l'on disait la Chikungunya, une espèce de maladie inconnue, ait contaminé le corps politique français.

Nous verrons bien demain si Royal ou Sarkozy se souviendront de leurs discours et rendront à Jeanne, qui c'est vrai, appartient à tous les Français, en tous les cas à tous ceux qui l'aiment sincèrement et qui sont en adéquation avec son message national, l'hommage qu'elle continue de mériter au-delà des siècles.

A propos de national et de nationalisme, Monsieur Nicolas faisait l'autre jour une bizarre distinction.

Le patriotisme, disait-il, c'est l'amour de la Patrie,

Le nationalisme, c'est la haine des autres.

Mais non, Nicolas,

Comme le patriotisme est l'amour de la Patrie,

Le nationalisme, c'est l'amour de la Nation

Et la Nation, ce ne sont pas les autres, mais nous-mêmes

Il est vrai que pour d'aucun, la Nation, ce n'est qu'un présent et un avenir.

Pour nous aussi, mais c'est aussi et surtout un passé d'où nous venons et sans lequel nous n'aurions pas existé, biologiquement, physiquement, intellectuellement, culturellement, moralement, spirituellement.

Contrairement à ce que prétendent les mondialistes, les êtres humains ne sont pas interchangeables, ni superposables.

Nous sommes des individualités, mais venus de quelque part, qui auraient péri, si, depuis la sortie du ventre de notre mère, nous n'avions été pendant des années et des années l'objet des soins attentifs de notre famille, de notre peuple, de notre pays qui a fait de nous les héritiers d'un immense patrimoine à la constitution duquel nous n'avons d'ailleurs pas participé.

Grâce soit rendue à nos parents, à nos aïeux, à notre patrie. Qui que nous soyons, plus grand capitaine, plus illustre artiste, plus grand savant au plus grand musicien, nous n'apporterons jamais à notre pays le centième, que dis-je, le millième de ce qu'il nous a apporté gratuitement.

Rappelons ici ce que Ernest Renan, qui n'est pas un membre du Front National, je le précise pour les Bac+7 de la LCR, disait au 19ème siècle :

« La Nation, comme l'individu, est l'aboutissement d'un long passé d'efforts, de sacrifices et de dévouements.

« On aime en proportion des sacrifices qu'on a consentis, des maux qu'on a soufferts. On aime la maison qu'on a bâtie et qu'on transmet.

Mes chers camarades, c'est là une vérité d'évidence.

I- Ces phrases lumineuses sont pour nous une véritable balise.

Dans les temps de décadence en effet, ce qui est difficile, ce n'est pas tant de faire son devoir que de le discerner.

Dans le tourbillon cybernétique, le déferlement des images et des sons, des nets et des blogs, la multiplication des influences, la corruption morale et intellectuelle des pseudos élites, le triomphe du matérialisme, l'effacement et l'adultération des dogmes religieux, l'avachissement des caractères, la perte des repères, comment trouver son chemin autrement que par référence aux épreuves passées, aux principes supérieurs, aux traditions de notre peuple, à l'exemple de ses héros.

D'où cette invocation à celle qui fut emblématiquement la plus extraordinaire et la plus illustre d'entre eux : Jeanne d'Arc.

Quand elle arrive à son heure, qui est aussi celle du ciel, le temps est cruel au peuple de France, et « il y a grande pitié au Royaume » : la guerre, la famine, la peste ravagent le pays. Paris, où l'épidémie a tué plus de 100 000 personnes, est déchirée par les fureurs révolutionnaires de Caboche et de Capeluche.

Pour comble de malheur, le roi Charles VI est devenu fou et le restera 30 ans durant. Les grands féodaux se déchirent à belles dents et le pays vient d'être livré à l'étranger, au Roi d'Angleterre Henri V de Lancastre, par l'ignoble Traité (signé à) « DE » Troyes en 1419 par la Reine Isabeau de Bavière.

Le dauphin de France est banni et le Pape Martin V sera le seul à refuser d'être complice (de la) « CETTE » forfaiture.

Quatre ans plus tôt, les Anglais ont débarqué en Normandie et écrasé la chevalerie française à Azincourt.

Tout est perdu ou presque. En 1444,² Henri V meurt. Henri VI, roi d'Angleterre est proclamé roi de France. Jeanne a 10 ans.

A 12 ans, l'enfant établira un mystérieux contact avec ce qu'elle appelle ses voix.

Que lui disent-elles ?

Que disent St-Michel, Ste Catherine, Ste Marguerite à cette petite bergère lorraine ?

Excusez du peu ! « EXCUSEZ DU PEU ! ELLE LUI DISENT » D'aller au secours du roi et de libérer la France. Elle croit (et) ce qui est miraculeux, elle va le faire croire.

² Zde se mluví skutečně přeřekl v popisu roku.

Cinq ans plus tard, Jeanne, qui ne sait ni lire, ni écrire, ni monter à cheval, part pour accomplir le plus prodigieux destin de l'histoire humaine.

Elle a 17 ans (,) « ET » il ne lui reste que 2 ans et 3 mois à vivre. Aussi tout va très vite. Elle rencontre le roi à Chinon, se met à la tête de l'armée, libère Orléans « LUI-MEME », écrase les Anglais à Jargeau et le 18 juin à Patay. Elle fait sacrer le Roi à Reims, le tout en 5 mois.

Deux mois plus tard, (aux portes de) « A » Paris, elle est blessée pour la troisième fois.

Le 23 mai, elle est prise à Compiègne et vendue aux Anglais par les Bourguignons.

Emprisonnée à Rouen, dans une cage de fer, puis ferrée aux pieds et à la taille, elle est gardée par 7 soudards, dans un cachot sordide.

Jugée par un tribunal ecclésiastique « QUE » présidé(e par) l'infâme évêque Pierre Cauchon, elle est condamnée à mort, « EST CONDAMNEE A MORT » et brûlée vive, le 30 mai 1431 sur le bûcher de Rouen. Son dernier souffle est un acte de foi et une prière : Jésus Marie. Elle n'a que 19 ans.

Dès lors, la libération va bon train et un de ses (anciens) compagnons d'armes, le Connétable de Richemont, boute les Anglais hors de France en 1453.

Personnage historique au parcours indiscutable, elle fut toute à la fois Sainte et martyre au plan spirituel, un grand chef de guerre et un grand chef politique au temporel.

Amour du peuple, amour de la Patrie terrestre qu'elle ne sépare jamais de la Patrie céleste, (légitimé,) autorité du roi, indépendance de la France, identité et sécurité des Français, rassemblement des forces nationales, action vigoureuse contre l'ennemi, foi dans l'avenir, tels furent ses principes et ses objectifs.

Près de six siècles plus tard, tels sont les nôtres !

« ET POURTANT, ET POURTANT » Rien ne lui sera épargné en échange de sa gloire immortelle, ni les abandons, ni les trahisons, ni les lâchetés, ni les plus basses insultes (, ni) « ET » les plus ignobles calomnies.

Elle n'échappera même pas à des techniques qu'on pourrait croire de notre temps : la désinformation et la diabolisation. Mais comme nous le démontrons ici à Paris 576 ans plus tard, son souvenir reste impérissable.

Dans moins de 5 ans, en 2012, nous fêterons solennellement le 600ème anniversaire de sa naissance. Que Dieu fasse que nous soyons tous là pour vivre cet évènement extraordinaire !

II- « MAIS » Le 1er mai, c'est aussi la fête du travail et donc des travailleurs.

Pendant des décennies, cette date a été l'anniversaire des luttes souvent sanglantes du monde du travail. Il donnait encore naguère l'occasion, aux organisations révolutionnaires de faire la démonstration de leur capacité d'action et de violence.

Aujourd'hui, intégré à la culture nationale, érigé en fête nationale chômée des travailleurs, il doit être un évènement national.

Il doit permettre une réflexion et déterminer des actions qui tiennent compte du fait que le travail, qui fut chez nous et qui est encore, hélas, dans beaucoup de pays, une contrainte injuste de l'effort des hommes, est et reste le moyen de la liberté individuelle et de la dignité sociale, le moyen aussi de la prospérité et de la solidarité nationale.

Le travail a pu, à cause des excès et des injustices, être considéré comme un fardeau, une obligation dont il fallait s'affranchir, un moyen d'oppression des pauvres et des faibles par les riches et les puissants.

Dans nos temps de chômage massif, on se rend compte que si la productivité et la concurrence ont l'effet bénéfique de réduire les coûts et les prix, elles peuvent aussi aboutir en supprimant les postes de travail, à faire du travailleur sans emploi une charge pour la collectivité publique, une charge financière et fiscale de plus en plus lourde et de plus en plus stérilisante.

Si dans le même temps que diminue le nombre des emplois, on supprime les frontières et leurs justes contrôles, si on laisse entrer sans droits des produits qui ne subissent pas les mêmes charges fiscales ou sociales ou, sans frein, des immigrants de plus en plus nombreux à la recherche d'un emploi ou d'une ou de plusieurs assistances, on va irrésistiblement à la catastrophe.

Les Français, eux, voient leur outil de travail leur échapper par le biais des délocalisations, par le biais des jeux subtils de la haute finance internationale. Ils perdent leur travail, leur niveau de vie, leur dignité.

Quand les fonctionnaires se rendront compte que le statut de la fonction publique, devenu d'ailleurs un carcan écrasant et ruineux, que la préférence nationale, honnie par leurs

syndicats, seront supprimés et qu'ils seront concurrencés par les étrangers plus nombreux, plus jeunes, et moins gourmands, oui, pour eux, le réveil sera terrible.

On commence « ON COMMENCE » à se rendre compte que le coût du chômage est exorbitant, que l'utopie des « 35 heures », « SOIT DISANTE » créatrices d'emploi » (va) « EST EN TRAIN DE REDUIRE » au contraire (réduire) leur nombre, que les embauches de jeunes sous-fonctionnaires auront le même résultat.

Mais, le chômage a aussi un coût moral écrasant, il détruit la cellule familiale et l'éducation de proximité – la plus fondamentale – il jette dans les rues des enfants et des jeunes, illettrés et immoralisés, sans repères, sans espoir, réduits à la survie sociale en bandes marginales et dangereuses.

Il faudra reconstruire le cadre national, la famille et sa vie sociale et éducative par le revenu parental, l'éducation nationale, civique et sociale à l'école.

Il faudra redonner leur place à nos grandes valeurs de civilisation, à commencer par celles que nous fêtons aujourd'hui avec ferveur : la Patrie et le Travail.

Un mot, « UN MOT » encore, sur la patrie. Ces derniers temps, pour des raisons idéologiques et surtout bassement électoralistes, l'Etablissement a beaucoup glosé sur l'esclavage d'il y a deux siècles, se permettant parfois des outrances comme celle de M. Fabius, (qui), il y a quelques années, (a) « QUI AVAIT » cru malin de désigner le Front National à la vindicte de nos concitoyens, en l'accusant, tenez-vous bien, d'être le propagateur moderne des thèmes qui ont nourri l'esclavage !

Et ce, circonstance aggravante, devant un parterre de petits garçons et de petites filles des DOM-TOM. Paranoïa ou mensonge délibéré, on hésite sur l'interprétation clinique ou politicienne !

Mais, outre qu'il est toujours facile de faire du FN un bouc émissaire puisqu'il ne peut jamais se défendre, n'ayant que peu d'accès aux médias, il est sans doute vrai que MM. Fabius et consorts préfèrent ne pas parler de l'esclavage qui a régné féroce dans les goulags de leurs amis communistes pendant près d'un siècle sur des centaines de millions d'hommes.

De même qu'ils préfèrent ne pas parler de l'esclavage moderne, bien réel, lui, qui touche à la fois les Français et les immigrés.

III- Bien sûr, « BIEN SUR », comme vous tous, le 22 avril, j'ai été déçu et peiné.

Déçu, parce que je pensais que l'aggravation évidente de la situation de notre pays allait nous mériter les voix de ceux qui en souffrent chaque jour davantage.

Parce qu'aussi, je sous estimais la puissance de sidération des médias et des lobbies dont pourtant nous avons mesuré le formidable impact au 2e tour « DE L'ELECTIONS » des Présidentielles 2002.

Elle a eu un effet hypnotique et permis à Nicolas Sarkozy de réussir « ELLE A EU UN EFFET HYPNOTIQUE ET PERMIS A NICOLAS SARKOZY DE RÉUSSIR » un numéro d'illusionniste dont ont été victimes trop de citoyens indécrottement naïfs.

Pis encore ou presque, les mêmes procédés ont pu faire prendre dans le feu des sunlights, Monsieur Bayrou qui fut un assez « MONSIEUR BAYROU QUI FUT UN ASSEZ » pâle ministre de l'Education Nationale pendant 4 ans, et le faire passer pour un audacieux réformateur.

« DÉÇU, J'AI ÉTÉ AUSSI » Peiné, non par mon propre échec, habitué que je suis à l'adversité qui nous accable depuis tant d'années, à la cécité et à la surdité des citoyens, mais peiné par la déception de tant de Français et de Françaises qui avaient espéré en vain, par la tristesse de nos militants dévoués parfois jusqu'au bout de leurs forces.

Mais, je voudrais vous dire, « ET JE VOUDRAIS VOUS DIRE » leur dire : Ne désespérez pas. Tant qu'il y a de la vie (de la lucidité, du courage, il y a) « ET » de l'espoir.

C'est, « C'EST » en nous que pourrait se trouver la défaite et je ne l'y vois pas.

C'est plutôt et c'est tant mieux, l'indignation et la rage.

Comme toujours ce sont les plus démunis, les plus modestes qui ont été les plus fidèles.

Ceux qui savent que la Patrie, c'est ce qui reste aux pauvres, quand ils n'ont plus rien et qui savent que c'est nous qui sommes les vrais patriotes, les vrais défenseurs de la Patrie.

Je suis, « JE SUIS » le premier dans les votes ouvriers et j'en suis fier.

Ce 1er mai, « Ce 1er mai » 2007 au moment où la désindustrialisation menace même notre industrie automobile qui emploie « JE LE RAPPELE » plus de 2 millions de travailleurs, je suis fier de leur confiance et je leur dis à eux, mais aussi à tous les français, Tenez bon !

Nous avons subi un revers de circonstance mais nous n'avons pas été battus.

« CEUX QUI, AH BON » C'est nous qui avons raison et tôt ou tard le pays le reconnaîtra et adoptera les solutions du Salut Public que nous proposons inlassablement.

Paradoxalement, le débat présidentiel qui aurait dû éclairer les électeurs sur la vérité d'une situation française très inquiétante l'a, à part notre discours, complètement occulté au bénéfice de fallacieuses promesses d'avenir.

Celles-ci avaient l'avantage d'être virtuelles et de porter plutôt à l'euphorie qu'au réalisme.

Il est vrai que si la vérité est bonne à dire, elle n'est pas toujours et, en l'occurrence, très agréable à entendre.

C'est la force et la chance des candidats du Système, que, profitant de leur (écrasante) « ÉNORME » supériorité dans le domaine médiatique, d'avoir pu, une fois de plus, tromper (les) « UNE MAJORITE D' » électeurs.

Je tiens à remercier tous ceux (3.835.000) qui ont voté pour ma candidature et tous ceux, « JE TIENS A REMERCIER TOUS CEUX QUI » à tous les niveaux, (qui) ont contribué à ce résultat.

Arithmétiquement, il fait apparaître un échec, puisqu'il comptabilise 950.000 voix de moins qu'en 2002.

Mais en 2002, nous avons en face de nous, deux candidats de gauche.

Jospin, le premier ministre socialiste sortant et Chirac, le président « DEUX CANDIDATS DE GAUCHE JOSPIN ET CHIRAC » (de la République sortant), celui, « CELUI, CHIRAC, CELUI » qui avait fait élire Mitterrand « EN 1981 » et qui, disposant d'une majorité parlementaire, l'avait dissoute en 1997, « POUR PERMETTRE » (permettant) ainsi l'arrivée au pouvoir des socialistes.

« CES DEUX CANDIDATS DE GAUCHE REUSSIRENT D'AILLEURS » (Ils réaliseront à eux deux) une performance très médiocre, puisqu'ils « N'OBTINRENT » (n'obtenaient) que 36% des voix, une partie des électeurs de l'UMP ayant déserté le camp de Chirac à notre bénéfice.

En 2007, « C'EST DIFFERENT », il y a eu deux candidats de droite : un UMP, en campagne, lui, depuis 5 ans et plus, qui, laissant à Villepin le passif d'une situation économique et sociale aggravée, se déclarait en rupture et un UDF promu par une campagne qui allait en 2

mois le porter dans les sondages de 6% à 24%, l'installant comme le 3ème homme et l'incluant « AINSI » dans le trio médiatique.

Le système qui défend si mal la France, sait très bien se défendre « LUI-MEME ».

Il réussissait à installer le débat présidentiel entre ses 3 candidats : celui du PS, de l'UDF et « CELUI » de l'UMP. Tous les 3 européistes, tous les 3 immigrationnistes.

Nicolas Sarkozy, surfant sur le triomphe de nos idées, se donnait le profil d'une droite décomplexée, musclée, au moins verbalement, installant, l'espace d'une campagne, le débat sur les mots d'immigration et d'identité nationale, dans le titre d'un ministère évocateur, et dont la Marseillaise et le drapeau tricolore, naguère occultés au profit du drapeau étoilé de l'Europe, illustre les meetings.

Un vocabulaire qu'on aurait pu croire désuet, ailleurs qu'au Front National, fleurissait comme muguet au printemps : Travail, Famille, Patrie, Fierté, tandis que les promesses du vote des immigrés, la fin de la double peine, les régularisations étaient mises sous le boisseau.

La candidate de gauche, elle-même, déguisée en Marianne d'Arc, faisait les doux yeux au parti de l'Ordre, « L'ORDRE JUSTE » jadis honni par les tenants du Progrès, ayant gardé quelques souvenirs bénéfiques « SEMBLE-T-IL » de l'éducation imposée par son soldat de père, qui la portaient à suggérer des encadrements militaires pour la jeunesse dévoyée.

Entre les deux, Monsieur Bayrou faisait la danse du Centre (,) « ET » hésitant comme l'âne de Buridan entre le picotin d'avoine libéral-capitaliste et le seau d'eau de la gauche socialo-démocrate.

On connaît, « ON CONNAIT » la suite de la fable, et François se retrouva gros-jean comme devant, entre le zig et zag. Il est à noter que dans le débat de salon PS-UDF, 2 sujets ont été « TOTALEMENT » esquivés : la Turquie et l'Immigration. « CE SONT DES SUJETS QUI FACHENT »

J'observe d'ailleurs qu'en rupture avec tous les usages, on a accordé à monsieur Bayrou, 3ème de l'élection, une place dans le débat entre les deux finalistes, tandis qu'à moi, on m'a refusé la traditionnelle confrontation télévisée entre finalistes en 2002 !

C'est dire, (l'état des institutions dans notre pays !) « C'EST CHIRAC QUI AVAIT REFUSÉ ... IL AVAIT PEUR ! »

Pour le reste, la peur de voir le succès couronner à gauche le royalisme rose, et à droite le sarkozisme tricolore, poussaient – hélas ! – les électeurs à voter utile comme l'on dit.

Ce vote utile, dévastait les positions de l'extrême gauche révolutionnaire et alter mondialiste dont aucun candidat ne franchissait la barre des 5%.

Madame Buffet qui avait pourtant réuni des assistances massives, 17.000 personnes à Bercy – plafonnait à 1,7%,

Madame Voynet, verte de rage « COMME A L'HABITUDE », s'enlisait elle à 1,5%, tandis que le médiatique candidat larzarco-américain atterrissait lui aussi dans les pâquerettes.

Le supplétif UMP Baron de Villiers, chargé de détourner « CHARGE DE DÉTOURNER » de nous les voix radicales de droite, faisait quant à lui 2,2, la moitié de ce qu'il avait fait en 1995, signant là l'échec d'une ambition démesurée et sans scrupules.

Malgré la disproportion formidable des moyens, malgré notre sous-exposition médiatique, nous étions les seuls à résister, conservant les 4/5ème de nos voix de 2002, avec près de 4 millions de voix, conservant même la première place dans le vote ouvrier, et même progressant en voix en Corse, où nous gagnons 6.000 voix, dans le Pas de Calais où nous en gagnons 5 000 et dans la 12ème circonscription des Bouches du Rhône, avec 600 voix supplémentaires.

C'est dans les villes grandes, « LES VILLES GRANDES » et moyennes et dans les départements bourgeois et cosmopolites, comme Paris et les Hauts de Seine, que nos scores ont été les plus faibles, montrant bien le caractère national, populaire et social du Front National.

Cela dit et qui devrait l'être, car il faudra faire vivre l'espoir raisonné que j'ai dans les élections législatives.

Ceux qui ont voté par tactique et qui pensaient que je ne pouvais pas être élu au 2ème tour, vont logiquement revenir à leur vraie conviction et vouloir se protéger des excès prévisibles de la victoire de l'un ou l'autre candidat.

Nos électeurs fidèles et ceux qui furent volages vont, j'en suis sûr, vouloir donner des députés au Front National.

C'est possible et puisque c'est possible, cela se fera.

D'autant « D'AUTANT » que les candidats de Bayrou « ET LES QUELQUES DÉPUTÉS QUI LUI REJOINDRONS, QUI LUI EN RESTE QUATRE OU CINQ AUJOURD'HUI » vont provoquer des triangulaires et des quadrangulaires dont nous pouvons être les arbitres.

En réalité, notre, « NOTRE » insuccès arithmétique masque une victoire idéologique, évidente puisque tous les candidats ont peu ou prou, Sarkozy avec le culot d'un joueur de bonneteau, basé leur campagne sur les valeurs qu'à contre courant nous défendons depuis des décennies : la Nation, la Patrie, l'Ordre, la Sécurité, le Travail, la Famille, l'avenir de la France et des français, et même « Jeanne d'Arc qu'osait dire l'un d'eux, on a eu tort de laisser au parti extrême ».

Nous disons cela « NOUS DISONN CELA » depuis longtemps dans l'ombre des coulisses où nous sommes à peine tolérés, eux l'ont dit ces dernières semaines sous les projecteurs.

C'est l'écrivain communiste italien GRAMSCI qui a écrit : les victoires idéologiques précèdent les victoires électorales. Donc tôt ou tard, et par nos efforts nous pouvons faire que ce soit plus tôt, nos idées arriveront au pouvoir. Il y va de votre courage, de votre travail, de votre ardeur militante.

Alors pour le 2ème tour, que faire ?

Bien sûr, vous y avez pensé depuis le 22 avril et chacun « ET CHACUN. BIEN SUR, VOUS Y AVEZ PENSÉ DEPUIS LE 22 AVRIL ET CHACUN » pourrait faire selon ses affinités même lointaines ou, au contraire, selon ses craintes.

Je dois dire qu'en ce qui me concerne, je suis sans états d'âme.

Il ne reste en lice que 2 candidats, tous deux représentants officiels des partis et des politiques qui en 30 ans ont amené la France dans l'état déplorable où elle se trouve aujourd'hui, au bord du gouffre politique, économique, social, culturel et moral.

Nous ne devons « DONC » prendre aucune responsabilité dans le choix du 6 mai. Nous devons rester, en revanche, vigilants et engagés à fond dans la campagne législative pour prendre sur eux une légitime revanche, prêts à apporter à notre pays le soutien inconditionnel que lui doivent les patriotes, les vrais !

Il serait illusoire et dangereux de voter pour la candidate socialiste pour se venger du holdup réalisé sur notre programme par Nicolas Sarkozy.

Soutenue par l'extrême gauche révolutionnaire, on sait qu'elle veut, entre autre, régulariser les clandestins.

Mais, « MAIS » il serait aussi insensé d'apporter nos suffrages à un candidat qui continue de nous considérer comme des extrémistes et de refuser de permettre par la proportionnelle à nos millions d'électeurs d'être représentés à l'Assemblée Nationale et qui, comme la gauche, refuse de nous considérer comme des républicains.

Mais « D'AILLEURS » à quelle loge faut-il donc appartenir pour être républicain ?

Dans quelle magouille, « DANS QUELLE MAGOUILLE » et dans quel scandale faut-il avoir trempé pour être sanctifié, à l'instar du milieu des voyous, où il faut, par un mauvais coup faire la preuve qu'on est digne d'être malfrat.

L'amour, « IL EST VRAI », même celui de la Patrie, peut faire des miracles et c'est sur le chemin de Damas que Paul, le persécuteur des chrétiens jeté à bas de son cheval, découvrit la vraie foi et s'y convertit.

Peut-être l'élu du 7 mai sera-t-il digne de celle du 8 mais j'en doute.

Si toutefois, il en était ainsi, les patriotes que nous sommes, face à l'épouvantable désastre, sauront apporter dans le cadre de leur fonction, l'appui nécessaire à toute politique de Salut Public.

En attendant, et pour que notre geste soit efficace et comptabilisé comme tel, j'invite les électeurs qui m'ont fait confiance à n'accorder leur suffrage ni à Madame Royal ni à Monsieur Sarkozy. (et) « JE LES INVITE EXPRESSEMENT » à s'abstenir massivement, se réservant pour le 1er tour des élections législatives les 10 et 17 juin prochains.

IV- Ces élections législatives (, elles) sont essentielles pour la France.

Soumis à un choix entre bonnet rose et rose bonnet au 2ème tour de l'élection présidentielle, notre pays ne peut, hélas, rien espérer de l'UMP et « NI » du PS.

C'est en effet la politique commune à ces deux partis depuis longtemps, la politique de suppression généralisée de nos frontières politiques, migratoires, économiques, sanitaires, et même morales, qui est la cause de tous nos maux, et c'est cette politique que ni madame Royal, ni monsieur Sarkozy ne veulent remettre en cause.

Depuis 30 ans, nous avons cherché à attirer l'attention de nos compatriotes sur les dangers de ce choix, tant il apparaissait, chaque jour, que le cadre national est le plus performant pour protéger notre sécurité, notre identité, notre prospérité, notre solidarité et nos libertés.

A rebours des funestes idéologies qui appellent de leur vœux ou pronostiquent la mort des nations, nous avons affirmé que les Etats-nations qui fondent notre civilisation, étaient des constructions patientes, issues du temps qui passe, forgées dans les guerres, les progrès économiques et les solidarités partagés, et que les remettre en cause porterait un coup fatal aux peuples européens, et plus particulièrement au peuple Français.

Les faits nous ont donné raison.

Les nations de l'Est se sont libérées de la tyrannie communiste, qui, derrière un idéal internationaliste de justice sociale, était une prison des peuples, sanguinaire et barbare.

Jamais l'aspiration nationale n'a été aussi forte qu'au moment de la réunification des deux Allemagne, au moment de la séparation des peuples Yougoslaves ou encore de la République Tchèque et de la Slovaquie.

Jamais l'aspiration à l'indépendance n'a été aussi forte, au sein de tant de peuples dans le monde, qu'aujourd'hui.

Comble du paradoxe, alors même qu'un vent de liberté nationale soufflait sur la planète entière, les institutions européennes se sont lancées dans la construction d'une entité supranationale destinée à fondre les vieilles nations du continent dans un ensemble qui n'a réalisé aucune de ses promesses.

L'Union européenne n'est pas plus forte que les Etats-Nations qui la constituent, puisqu'elle est essentiellement une addition de faiblesses, et que la voix de l'Europe ne pèse ni dans les équilibres géopolitiques mondiaux, ni dans les négociations commerciales internationales.

L'Union européenne s'est accaparé l'essentiel des pouvoirs de décision jadis dévolu aux Etats, sans que la prospérité annoncée soit au rendez-vous. « ET JE VOUDRAIS QUE LES FRANÇAIS SE SOUVIENNENT AUJOURD'HUI QUE 70 A 80 % DES LOIS QUI LES GOUVERNENT NE SONT PLUS VOTÉES A PARIS A L'ASSEMBLÉ NATIONALE, MAIS AU PARLEMENT EUROPÉEN A STRASBOURG ET A BRUXELLES. »

Depuis que l'Europe a supprimé tous les obstacles aux échanges, depuis qu'elle a mis en œuvre la libre circulation des personnes, depuis qu'elle mène la politique monétaire

commune, depuis qu'elle règlemente, à tort, à travers et par la bande, l'économie française est faible, très faible, bien trop faible.

La croissance stagne depuis des années, la France a le record des faillites d'entreprise, et son solde commercial, déficitaire depuis 4 ans, affiche un résultat négatif de 30 milliards d'euros l'année dernière.

Les finances françaises n'ont jamais été aussi dégradées que depuis qu'il y a les fameuses règles budgétaires de Maastricht.

En dépit du Pacte de Stabilité Budgétaire, le déficit de l'Etat atteint 50 milliards d'euros par an. Pas un budget n'a été à l'équilibre depuis 1980, ni depuis la première version de ce fameux Pacte, en 1994. La dette est faramineuse, comme d'ailleurs le niveau des dépenses publiques et des impôts, parmi les plus élevés des grands pays développés.

Enfin, le bilan social de la politique de suppression totale et généralisée des frontières est calamiteux : chute généralisée du niveau de vie, chômage de masse, développement de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, régression en termes de revenu par habitant.

Songez que la France compte en effet :

- 2,5 millions de SMICARDS, « SOIT » 17 % des salariés
- 7 millions de personnes qui vivent avec moins de 700 euros par mois
- 1,2 millions de RMISTES
- 4,8 millions de titulaires de la CMU
- 400.000 chômeurs en fin de droits, titulaires de l'Allocation spécifique de solidarité.

Alors je vous pose la question, mesdames et messieurs. Avions-nous tort de mettre en garde les Français contre les dangers de cette politique-là ?

Avions-nous tort de dire que les promesses de prospérité matérielle et de puissance internationale étaient fallacieuses ?

Avons-nous tort de dire que la France a besoin d'une grande politique de protection nationale, pour assurer sa survie historique, sa prospérité économique, son équilibre social ?

Pour redresser notre pays et le sortir de l'ornière dans laquelle il se trouve, il faut d'abord le placer dans les mêmes conditions de production économique que celles de nos concurrents.

Pas un seul pays au monde n'a adopté une réduction du temps de travail qui oblige (la population) à ne travailler que jusqu'à 60 ans, et 35 heures par semaine.

En moyenne, chaque salarié français travaille désormais 1500 heures par an, à comparer avec le Royaume Uni (1800 heures), encore la Chine (2000 heures) ou l'Inde (2300 heures).

En France, ce n'est pas l'individu qui choisit librement de travailler moins, c'est l'Etat qui le lui impose.

Souvent, les individus et les entreprises souhaiteraient travailler davantage, mais la législation du travail comme la législation fiscale dissuadent employeurs et salariés.

Nous voulons rétablir le libre choix du temps de travail, afin que chacun en décide souverainement dans la semaine comme dans (le) « SON » cycle de vie.

Nous vivons dans une société trop bureaucratique, trop étatisée, dans laquelle l'assistanat a tué toute initiative individuelle.

Il faut donc ramener le taux de prélèvement obligatoire français au niveau de 35% du PIB, en diminuant les impôts sur le travail, IR et IS, pour libérer les énergies et les talents, valoriser le travail, l'effort et le risque. C'est à cette condition et à cette condition seulement que nous sortirons du chômage de masse.

Ce sont en effet les producteurs, les entreprises, les travailleurs indépendants, les artisans, commerçants et professions libérales qui créent les emplois rentables, pas la puissance publique.

La puissance publique a un rôle tout autre: celui de défendre nos frontières, qui balisent l'espace territorial et économique national, bref, l'espace de nos intérêts collectifs.

Des frontières, pour protéger le peuple Français de certaines conséquences dramatiques de la mondialisation démographique, commerciale et financière.

Il faut en effet contrôler qui entre dans notre pays « ET » d'abord pour arrêter le torrent de l'immigration de masse.

Au vu de sa situation financière et sociale, la France n'a plus les moyens d'accueillir de nouveaux arrivants, ni de leur fournir, souvent gratuitement, l'hébergement, les soins, l'école et la protection sociale.

Nous proposons donc, seuls, des mesures simples, qui ont été appliquées avec succès dans certains grands pays tout-à-fait comparables au notre.

La suppression du regroupement familial est indispensable, puisqu'il alimente une immigration de peuplement définitive.

Monsieur Sarkozy ne le propose pas, et comme c'est la cause principale du déferlement, cela suffit à faire de lui un imposteur.

S'agissant de l'arrêt de l'immigration de travail, pourtant indispensable, Sarkozy propose là encore « l'immigration choisie », c'est-à-dire plus d'immigrés.

Nous voulons, nous, nous inspirer de l'exemple suisse.

Depuis la loi de septembre 2006, adoptée par référendum à 68% des votants, un étranger d'origine non-européenne ne peut pas s'installer en Suisse s'il n'est pas recruté pour un poste de travail défini.

De surcroît, ceux qui postulent au travail doivent prouver leur qualification professionnelle, et apporter la preuve qu'aucun travailleur suisse ou européen n'a été trouvé pour ce poste.

Cette disposition est, on peut le dire, l'application de la préférence nationale et européenne en matière d'emploi, l'une des plus anciennes propositions politiques du Front national face au déferlement migratoire.

Enfin, en matière de nationalité française, l'attribution doit reposer avant tout sur la filiation. En ce qui concerne les acquisitions nouvelles de nationalité, il ne doit pas y avoir de procédure automatique ou inconditionnelle.

Acquérir la nationalité d'un pays suppose à la fois une adhésion du cœur et de l'esprit, une manifestation de volonté, et un contrôle par l'Etat de la bonne connaissance de la langue, des lois et des mœurs du pays d'accueil.

Le droit du sang, nous disent Sarkozy et Royal, c'est la « pureté ». Entendez « PAR » le racisme (, bien sûr !)

Non, madame, non monsieur, le droit du sang, c'est simplement le droit de la filiation : est Français l'enfant né de père ou de mère Français « OU DE L'UN DE DEUX ».

Le droit du sang, c'est par exemple la règle au Pays Bas (, par exemple), pays que l'on peut difficilement qualifier de « raciste ».

Vous le voyez « BIEN », chers amis, chers camarades, l'ensemble de ces dispositions vise à rétablir le contrôle (de) « A » l'accès à notre territoire, lequel doit se faire à nos conditions et selon les règles que nous avons fixées « NOUS-MEMES ».

Le rétablissement de certaines frontières est également nécessaire en matière commerciale.

En effet, conformément à nos engagements européens, nous avons supprimé au cours des quarante dernières années l'ensemble des obstacles nationaux aux échanges économiques, parce que nous disait-on, ce serait désormais l'Europe qui nous protégerait, grâce au Tarif extérieur Commun.

Contrairement à ses engagements initiaux, l'Union européenne a presque fait disparaître le Tarif extérieur commun, transformant ainsi le Vieux Continent en (une) vaste zone de libre-échange ouverte à tous les vents d'une concurrence mondiale chaotique et débridée.

L'Europe n'a pas atténué les effets de la mondialisation, elle a, volontairement, délibérément, généralisé et accéléré le processus.

Nos entreprises et nos emplois ont en effet subi de plein fouet le dumping monétaire, social et réglementaire des pays à bas salaires, voire de pays économiquement comparables au nôtre.

En 30 ans, nous avons perdu 2 millions d'emplois industriels, 2 millions d'emplois agricoles et 1 million d'emplois tertiaires, artisanaux et commerciaux.

J'observe que l'Europe est quasiment la seule zone au monde à pratiquer le libre-échange absolu.

Loin d'être "approximatif" ou "suicidaire", loin de nous couper du reste du monde, notre programme économique s'inspire par exemple de l'exemple américain.

Les américains se réservent ainsi la possibilité d'augmenter les droits de douane jusqu'à 100% du prix des produits, lorsqu'ils estiment que ces produits sont fabriqués dans des conditions inéquitables du point de vue du jeu normal de la concurrence internationale, « OU MEME CONSIDERONS SEULEMENT LEUR INTERET DIRECT ».

Cela ne les empêche ni de commercer, ni d'accueillir les étrangers en situation régulière ou les touristes!

C'est bien la preuve que les filtres nécessaires n'empêchent pas les transactions, ni la circulation des personnes, à l'inverse de la présentation caricaturale que l'on fait souvent de la théorie des frontières.

Précisément parce que nous sommes les seuls, aujourd'hui (, même,) à défendre ce programme de bon sens, « VOUS NOTEREZ COMMENT DISCOURS DE 1^{ER} MAI N'EST PAS SEULEMENT UN DISCOURS SENTIMENTAL, OU MORAL. IL EST UN DISCOURS POLITIQUE, IL EST LE PREMIER DISCOURS DE LA CAMPAGNE LEGISLATIVE. »

Précisément parce qu'aucun des grands problèmes que nous avons soulevé « DEPUIS » (, il y a) trente ans (déjà), n'est ni résolu, ni en voie de l'être si l'on en juge par les programmes des partis installés, ces élections se présentent bien pour nous.

D'abord, nombreux sont nos électeurs qui ont voté « POUR » Sarkozy, et qui, constatant déjà la duplicité de son propos, vont rentrer au bercail, « COMME L'ENFANT PRODIGE ! »

Nous avons investi nos candidats, mis en place notre organisation de campagne et de propagande.

Il y aura une campagne par circonscription et une campagne proprement nationale « QUE J'AMENERER PERSONNELLEMENT »: je compte faire 5 (grands) meetings régionaux, à l'appui des candidats et bien sûr être présent sur les médias nationaux.

Ces élections sont fondamentales, puisqu'elles seront le test de notre influence politique dans le pays, puisque « AUSSI » elles conditionnent notre financement, « PUISQUE LE MOUVEMENT REÇOIT EN PROPORTION DES VOIX QU'IL A OBTENUS D'ELECTEURS » (c'est-à-dire nos moyens d'action), et surtout parce qu'elles vont marquer « AUSSI » la force de notre implantation !

Sarko, Royal, Bayrou, halte à l'imposture !

Hardi, chevaliers, l'heure n'est plus aux palabres, ni aux divisions stériles....

Il est temps pour nous de tout mettre en œuvre pour permettre aux Français de choisir entre l'immobilisme UMPS et le Gouvernement de courage national, qu'inéluctablement, nous serons amenés à former.

Moi, Jean-Marie Le Pen, menhir éprouvé par les vents et les marées depuis 50 ans, habitué à naviguer par gros temps, par tous les temps – je suis là, encore et toujours, « COMME VOUS LE VOYAIENT » bon pied, bon œil – « ET » je vous dis, « ET JE VOUS DIS »: « ne désespérez jamais, gardez toujours l'espoir » (toujours) en la France, une, forte, fière de son histoire, éprise de liberté et soucieuse des humbles...

Je vous dis : Espérez en cette France populaire que j'aime, qui m'a aimé et élevé, moi le pupille de la Nation, cette France que je veux encore défendre aujourd'hui, demain, toujours, pour nous, « POUR » nos enfants et en mémoire de nos ancêtres.

En voyant, « EN VOYANT AUJOURD'HUI » nos troupes réunies si nombreuses (en ce jour), nos idées gagner du terrain et la réalité nous donner raison, je sais, je sens que nous sommes à la veille d'une victoire éclatante, et repensant à Jeanne et aux traditions millénaires de lutte de notre peuple, je vous exhorte à la mobilisation et à l'enthousiasme, je vous exhorte à mener avec moi la bataille des législatives, pour la vérité, pour notre idéal, pour l'amour de ceux qui nous ont fait.

Vive le Front National !

Vive la France !

« ET MAINTENANT, ET MAINTENANT, CHERS AMIS, PUISQUE NOUS EN AVONS BEAUCOUP PLUS L'HABITUDE QU'EUX, NOUS ALLONS CHANTER NOTRE HYMNE NATIONALE, LA MARSEILLAISE » !

Příloha III

« CHERS AMIS, TRES CHERS AMIS », Chers amis (ici réunis), chers militantes et militants du Front National avec nous dans tout le pays, chers compatriotes de métropole et d'Outre-Mer,

Je ne peux commencer cette intervention sans vous dire ma fierté de voir le Front National parvenu à mener à bien ce moment particulier de son histoire.

Je tiens particulièrement à remercier Bruno Gollnisch pour son fairplay, « POUR SON FAIRPLAY. JE CROIS QU'IL A COMPRIS QUE NOUS L'AIMIONS. POUR SON FAIRPLAY » tout au long de cette campagne et son comportement exemplaire au seuil de la grande bataille présidentielle.

Nous pouvons ensemble être fiers, mes chers amis, de cette très belle et riche campagne interne, qui a été l'occasion d'un débat (fécond), sur notre projet, sur notre vision stratégique.

La loyauté et la fécondité de(s) « CES » débats ont montré à tous les français la maturité de notre mouvement.

A cette heure, j'ai conscience que l'éminente distinction que vous avez bien voulu m'accorder, constitue une terrible responsabilité que j'accueille avec la plus grande humilité.

Je l'exercerai, soyez en sûrs, avec la seule détermination de servir.

Mesurant le poids de la mission que vous me confiez, je serai honorée et rassurée de vous savoir à mes côtés.

Sur cette route semée d'embûches, nous leur montrerons que les hommes d'action ont pour habitude de faire de l'obstacle un moyen.

Ce vote interne a été « EFFECTIVEMENT » d'une grande utilité.

Dans le combat que nous menons pour la France, il a conféré à la vision stratégique que nous défendons une légitimité directe et désormais incontestable.

(Ce vote) « IL » donnera à notre projet (une) « CETTE » crédibilité renforcée et donc (une) « CETTE » force particulière.

Jamais peut-être, une expression imagée de notre belle langue n'aura été aussi adaptée que celle de « passer le flambeau » ;

ce flambeau, celui, « CELUI » du Front National, si magnifique et si prestigieux à mes yeux de militante, que je reçois, de surcroît, des mains de Jean-Marie Le Pen.

Longtemps, il n'a été qu'une petite flamme, qu'avec quelques compagnons unis par un incroyable courage et un amour immodéré de la France, le Président fondateur a tenu entre ses mains pour lui éviter de s'éteindre.

Dans sa fonction de Président d'honneur, son irremplaçable expérience comme sa sereine autorité et la rectitude de sa pensée seront pour nous, seront pour moi, un appui déterminant.

J'ai été, « J'AI ÉTÉ » pendant 42 ans le témoin privilégié de ce combat.

J'ai vu la droiture, la noblesse d'âme, la persévérance, la vision et parfois la bravoure avec laquelle il a assumé la direction du Front National, toutes qualités qui permettent aujourd'hui, d'affirmer qu'il s'est incontestablement hissé à la hauteur de l'Histoire.

Comme fille, « COMME FILLE » j'ai vu aussi, sous la carapace du chef, les blessures causées par l'injustice du traitement fait à notre mouvement, à nos militants et « SI SOUVENT » (donc) à lui-même.

Nous avons tous une dette à son égard, la mienne est double puisque Président et père, il a largement contribué à faire de moi, non seulement la militante, mais aussi la femme que je suis.

Aujourd'hui je voudrais simplement lui dire merci.

Il y aura bientôt 40 ans, j'avais alors 3 ans, naissait le Front National.

En 1972, nous étions encore en pleine période des « trente glorieuses ».

Nous mesurons désormais à quel point il fallait une sensibilité hors du commun pour percevoir au milieu d'une société prospère et insouciant ce qui préfigurait la France dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Et nous y sommes, nous y sommes aujourd'hui. Près de 40 ans après.

Nous mesurons aujourd'hui à quel point Jean-Marie Le Pen a eu raison, à quel point les hommes et les femmes qui se sont levés depuis pour nous rejoindre formèrent et forment encore la part la plus lucide, la plus désintéressée, la plus courageuse de notre peuple.

(Le peuple français,) Ce peuple dont le nom fut associé partout et toujours dans le monde à l'intelligence et à la liberté. « OUI, OSONS LE DIRE », Le Front National fut le mouvement des éveilleurs.

Oui, le FN est un exemple pour l'ensemble des partis politiques en France.

Il a montré sa maturité démocratique, mais plus encore, au cours de ces années passées, il a montré qu'il était bien un grand parti politique Républicain.

Au Front National, nous nous souvenons de ceci : La déclaration des droits et des devoirs de l'Homme et du citoyen (de 1789) déclare dans son article 2 : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme.

Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression».

« MAIS » Qui mieux que nous a défendu ces principes tout au long de 40 ans d'histoire politique française ?

(Personne en vérité, car ces principes sont au cœur de l'ADN de notre mouvement depuis son origine.)

Qui mieux que le Front National peut aujourd'hui « ET DEMAIN » porter ces principes ?

Oui, je le dis à tous les faiseurs d'opinion, le doute n'est plus permis : Cette élection a été d'une grande utilité et le résultat ne laisse plus aucun doute.

(Dans le combat que nous menons pour la France, il a conféré à la vision politique et stratégique que je défends une légitimité nette et désormais incontestable.

Ce choix, votre choix, donnera à ma candidature et à notre projet une crédibilité renforcée : la force de la clarté.)

Mais plus encore, **chacun sait bien) « LES FRANÇAIS SAVENT » désormais ce que veulent les adhérents du Front National pour la France.**

A nouveau, le monde (entier) a les yeux braqués sur nous et sur la France.

« ET MES CHERS AMIS », les aboiements, nous ne les entendons plus.

Et la censure nous ne la voyons plus.

Et les brimades et la violence ne nous font plus peur.

Car nous sommes dans l'œil du cyclone, au moment précis où le réel rappelle à chaque instant à nos compatriotes que nous avons raison de les alerter, **c'est maintenant, qu'ils savent que nous disons la vérité.**

Ce grand français qu'était Paul-Emile Victor racontait souvent que « ce qui l'inquiétait le plus dans l'espèce humaine, c'est qu'elle pouvait s'adapter à presque tout ».

(L'état de notre pays est catastrophique) « LA SITUATION DE LA FRANCE EST GRAVE », mais dans la continuité de la vie quotidienne, certains français le perdent parfois de vue. « ILS ADAPTENT A TOUT, ET MEME AU PIRE. »

Il nous suffit parfois d'une petite semaine de vacances, d'un moment de détente un week-end dans un endroit qui a gardé son âme, chez nous ou ailleurs, pour qu'en revenant nous soyons saisis devant l'état de notre pays.

Je suis sûre que la plupart d'entre vous avez déjà éprouvé ce sentiment et qu'ici aussi, dans la tribune, parmi ces centaines de journalistes étrangers, beaucoup ont éprouvé en eux-mêmes ce choc : **mais qu'est donc devenue la France ?**

Qui pourra, « QUI POURRA » désormais empêcher les Français de voir la transformation de leurs villes,

l'aveulissement de nos classes dirigeantes, et des super-riches qui vendent notre travail (,
« ET »

notre patrimoine,

l'injustice partout,

l'injustice généralisée et la tyrannie du désordre et de la violence, le saccage de nos paysages
et de notre qualité de vie,

la marchandisation de notre culture,

le règne déchaîné de l'argent,

le renoncement devant les revendications liberticides de minorités qui cherchent à nous
imposer leurs valeurs ?

Qui pourra convaincre encore les Français que tout cela n'est pas vrai ?

**Les manipulateurs, les idéologues, les publicitaires, les censeurs pourront mentir encore
et encore ; ils le feront en pure perte, car le réel, le monde réel, parle pour nous.**

Chers amis, c'est de ce moment que datera l'irrésistible ascension de notre mouvement vers le
pouvoir.

De ce Congrès commencera un effort sans précédent pour transformer le Front National.

Faire de notre parti un (outil) « SOCLE » de construction et de renaissance de notre pays.

**Au travail spectaculaire des éveilleurs doit maintenant, à compter de ce jour, succéder
celui des bâtisseurs.**

Il faut maintenant faire du Front National un outil (, un outil) pour reprendre le pouvoir des
mains de ceux qui ont traîné notre si beau pays jusqu'ici, dans l'état où il se trouve
aujourd'hui.

Un outil pour que nous ayons à nouveau prise sur ce qui a prise sur nous.

Le FN sera naturellement la maison commune des Français, la grande maison des amoureux de la France. **Le Front National que je présiderai sera un parti renouvelé, ouvert et efficace.**

Je me fixe dès à présent pour objectif d'en faire avec vous l'instrument puissant, le plus efficace et le plus performant qui soit dans notre stratégie de conquête du pouvoir.

Voici donc ce que nous voulons et ce que nous dirons aux Français au cœur des échéances politiques des mois à venir : Nous voulons mettre en œuvre une politique basée sur la remise en ordre de l'Etat-Nation par une souveraineté recouvrée,

« SUR » la revitalisation de la démocratie par la participation des citoyens aux affaires qui les concernent,

« SUR » un Etat protecteur et efficace au service de la communauté nationale, garant de la laïcité, de la prospérité et des libertés.

« SUR » "Un Etat luttant partout contre l'injustice engendrée par le règne de l'argent-roi.

Nous organiserons la relocalisation du travail et de l'économie grâce au protectionnisme social et territorial, et ce de manière à empêcher la concurrence déloyale, le démantèlement de nos économies et la destruction de nos emplois.

Pour ce faire, nous engagerons dès notre arrivée au pouvoir un vaste train de réformes destiné à éliminer les privilèges et à mettre sur pied une politique fiscale et sociale efficace et juste.

Nous redonnerons « ENFIN, MES CHERS AMIS » la dignité à nos institutions et remettrons au cœur de la vie collective la passion de la solidarité, de l'équité, de la beauté et des hautes valeurs qui fondent notre civilisation.

Nous irons au pouvoir pour cela et pour rien d'autre car c'est que veulent les Français, j'en suis certaine. C'est ce que nous voulons tous !

(pour cela) « MAIS POUR CELA » Nous devons restaurer la Nation.

La sauver de l'arbitraire, des féodalités et du communautarisme (,) « ET » des technocrates illégitimes.

Nous (voulons) restaurerONS la Nation en l'affranchissant et en y restaurant les droits fondamentaux.

Le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple.

En un mot comme en cent, nous voulons remettre l'Etat entre les mains du peuple.

Si nous voulons la démocratie, si nous voulons que les Français puissent être maîtres de leur destin, c'est bien parce que nous croyons en leur bon sens, en leur lucidité.

La démocratie « A NOUS » ne nous fait pas peur.

Pour reprendre le pouvoir sur nos vies et espérer le déposer un jour entre les mains de nos enfants, le Front National a engagé un combat pour l'indépendance et la souveraineté de la France.

En clair, nous voulons pouvoir décider chez nous de ce qui est bon pour nous.

C'est simple et c'est l'essence même de la démocratie depuis des millénaires, depuis la Grèce-Antique.

L'Europe n'est pas un califat, la France n'est pas un califat, elle ne l'a jamais été, elle ne le sera jamais.

Notre vision « MES CHERS AMIS » de la démocratie n'est pas incantatoire mais pratique.

Nous n'envisageons pas une démocratie comme un agglutinat d'individus déracinés et dissemblables participants à des élections pour élire des candidats interchangeables :

Strauss-Kahn ou Sarko,

l'euro ou l'euro,

l'immigration ou l'immigration,

les délocalisations ou les délocalisations,

le chômage ou « LE » chômage...

Nous voulons restaurer le cadre politique de la **co-mmu-nau-té nationale**.

« LA », La démocratie directe est la meilleure forme de gouvernement surtout parce qu'elle est celle qui permet d'associer les citoyens, les membres (d'une même) « DE LA » communauté « NATIONALE » à la décision, (à la participation en toute souveraineté) et que c'est cette participation qui est garante de la responsabilité civique et du lien collectif.

Restaurer la souveraineté nationale, cela signifie d'abord **sortir du carcan étouffant et destructeur de Bruxelles dans lequel on nous a enfermés malgré nous et qui, « ET QUI » nous prive de toute marge de manœuvre dans des champs entiers de l'action politique** : la monnaie, la législation, la maîtrise de nos frontières, la gestion de l'immigration... Ne nous y trompons pas en effet.

Au rythme où vont les choses, notre politique budgétaire et notre diplomatie seront bientôt complètement soumises à Bruxelles.

L'Europe de Bruxelles s'est construite en niant ou en contournant la volonté des peuples.

L'Europe de Bruxelles a imposé partout les principes destructeurs de l'ultralibéralisme et du libre-échange, au détriment des services publics, de l'emploi, de l'équité sociale et même de notre croissance économique devenue, en vingt ans, la plus faible du monde.

Cette Europe de Bruxelles nous a imposé la suppression d'administrations d'Etat et de services dans tous les domaines de la vie publique :

- le recul des services public comme la Poste,
- la fermeture de tribunaux,
- la fermeture de petits collèges, de maternités, de centres hospitaliers,
- la désorganisation de l'armée, de l'éducation nationale,
- la fermeture de consulats à l'étranger,
- la suppression des directions départementales de l'Etat,
- la diminution des effectifs de police et de gendarmerie dans un pays qui a connu plus de 1.7 millions de vol et près de 500.000 agressions pour la seule année 2009...

L'Etat français s'est mis au service de la bureaucratie de Bruxelles qui dévoie la belle idée d'entente européenne pour y substituer un projet technocratique, totalitaire et nuisible à nos libertés.

La souveraineté « MES CHERS AMIS » n'est pas une vieille lune pour esprit nostalgiques, elle est fondamentale, « LA SOUVERAINETÉ » (elle) est à la nation ce que la liberté est à l'individu.

Notre souveraineté monétaire c'est-à-dire notre capacité de défendre nos emplois, a été sacrifiée à des dogmes,

=> le dogme européiste qui procède d'une démarche supranationale c'est-à-dire fondamentalement antinationale;

=> le dogme de l'euro qui n'est plus un outil monétaire mais un boulet que l'on tente de faire durer pour sauver à tout prix un édifice bruxellois qui ne défiera plus (très) longtemps les lois de l'équilibre;

=> le dogme de l'ultralibéralisme et du laisser-fairisme des bons élèves de la mondialisation alors que la Chine comme les Etats Unis pratiquent un protectionnisme effréné.

Le monstre, « LE MONSTRE » européiste qui se construit à Bruxelles et qui par imposture sémantique se présente comme « l'Europe », n'est rien de moins « DE MOINS » qu'un conglomérat sous protectorat américain, l'antichambre d'un Etat total, global, mondial.

(Aujourd'hui, on nous parle d') « ALORS IL Y A QUELQUES SEMAINES QU'ON NOUS A EXPLIQUÉ QU'IL FALLAIT » abandonner aux mains de technocrates irresponsables notre souveraineté budgétaire.

« MAIS » Si cette éventualité venait à se réaliser, il ne resterait alors qu'à dissoudre le Parlement puisque sa fonction première de la représentation dite « nationale » est de consentir à l'impôt.

Ce nouvel abandon institutionnel marquerait la fin de la France comme Etat. **Ainsi, après avoir rêvé l'économie sans usine, l'euro-mondialisme aurait fini par imposer l'idée de pays sans peuple.**

Que ce soit clair ! Nous n'accepterons jamais ce crime contre la démocratie et ce crime contre la France.

Répétons-le, la clé c'est l'Etat. Il faut retrouver l'Etat en le remettant au service du peuple et pour cela en chasser les coucous qui en ont fait la courroie de transmission des volontés des multinationales et de l'hyper classe mondiale.

Car l'Etat est devenu l'instrument du renoncement, devant l'argent, face à la volonté toujours plus insistante des marchés financiers, des milliardaires qui détricotent notre industrie et jettent des millions d'hommes et de femmes de notre pays dans le chômage, la précarité et la misère.

L'Etat-Nation doit à nouveau s'imposer par une remise en ordre de ses objectifs et de ses méthodes.

(Ce choix de la nation qu'avec vous je porterai exige de nous une grande remise en ordre de l'Etat-Nation.)

Dans un pays où la Nation s'est construite par la volonté de l'Etat, l'une ne va pas sans l'autre.

Etat, Nation, sont du reste des notions qui ne vont pas de soi et il serait mortel de croire que cette merveilleuse construction serait acquise pour l'éternité.

Au final, vous l'avez compris mes chers amis, il n'y a pas en France de démocratie, pas de liberté, pas de justice possibles sans l'Etat.

L'Etat, c'est le premier instrument au service des valeurs que je vous ai rappelées et qui sont au cœur de notre projet politique.

Ma conviction profonde est que la France et le peuple français ont plus que jamais besoin d'un Etat fort !

« AH, AILLEURS, DANS D'AUTRES CONTRÉ »,

(L'Etat et la Nation sont en effet dans notre pays indissociables.)

Ailleurs souvent,) l'Etat est perçu comme un instrument d'action collective parmi d'autres.
« MAIS » C'est la conception anglo-saxonne, celle des pays où les nations sont plus anciennes que les Etats.

Ces pays s'accommodent sans difficultés d'un Etat minimal, à qui l'on demande de ne pas perturber le libre jeu des marchés.

La France, je le pense, ne relève pas de ce modèle.

La Nation française a succédé à l'Etat.

C'est l'Etat, à travers la constitution du domaine royal, puis la République, qui « A » (ont) forgé la Nation.

Le peuple français est le résultat de quinze siècles, au moins, d'un lent et patient travail d'unification : unification territoriale, unification économique, unification politique, unification juridique et institutionnelle, unification linguistique.

Tout au long de nos quinze cent ans d'histoire, nous avons recherché l'unité qui nous singularise, mais cette unité est un joyau qu'il nous faut sans cesse chérir.

Que visaient si ce n'est la construction et la consolidation de l'unité nationale le Baptême de Clovis, l'œuvre des rois unificateurs, Henri IV et son « Paris vaut bien une messe », les bâtisseurs de nos cathédrales, les codes de Bonaparte, les hussards noirs de la troisième république, les résistants de 40 ou les soldats de notre empire ?

Nous sommes les héritiers de cette œuvre millénaire, « NOUS SOMMES LES HÉRITIERS » et nous en bénéficions chaque jour, sans même nous en rendre compte !

Aujourd'hui encore, c'est l'Etat qui assure en grande partie l'unité de notre Nation.

Grâce à ses institutions, son armée, son école, (son) « SES » universitéS, ses entreprises, son patrimoine culturel, sa ruralité (et ses paysans), ses services publics, son système de protection sociale, l'Etat est devenu la colonne vertébrale de la France que nous aimons, de la France que le monde a admiré.

A l'heure où la crise et la mondialisation font rage, quand tout s'effondre, il y a encore l'Etat.
« *A celui qui n'a plus rien, la Patrie est son seul bien* » disait Jaurès en son temps, lui aussi trahi par la gauche du FMI et des beaux quartiers !

Quand il faut réguler, protéger, innover, c'est vers l'Etat que l'on se tourne naturellement, parce que c'est l'Etat qui a la taille suffisante pour agir, la légitimité démocratique indispensable, et qu'il est inscrit dans notre ADN national.

(Je l'affirme,) « C'EST POUR ÇA QUE J'OSE AFFIRMER QUE » l'Etat est une composante essentielle de l'âme de la France.

Malheureusement, « **MALHEUREUSEMENT** » **comme aux pires moments de son histoire, notre Nation est en proie à la dislocation.**

Elle connaît une fracture identitaire et sociale dont même les plus béats finissent par s'épouvanter. Nos valeurs de civilisation, nos traditions comme nos modes de vie ou nos coutumes sont contestés dans de nombreux endroits, dans nos écoles, dans les lieux publics ; dans des quartiers entiers, ils perdent même totalement droit de cité.

Les Français sont victimes de discriminations organisées légalement par l'Etat et sont même l'objet de propos ou de violences racistes dans leur propre pays.

Soumise, « **SOUMISE** » à une repentance névrotique, la Nation est démoralisée; elle sombre dans le pessimisme.

La nationalité est conçue comme une situation administrative qui, dans l'esprit de ses nouveaux titulaires, ne donne que des droits.

Le drapeau tricolore est brûlé publiquement et remplacé par des emblèmes étrangers ;

notre hymne national est sifflé par des voyous qui se comportent comme en pays conquis.

La carte nationale d'identité a pris la forme d'une hideuse carte de crédit que les préfetures se plaisent à délivrer à qui la demande.

Beaucoup de nos compatriotes n'hésitent plus à faire le terrible constat de n'être plus chez eux en France ou d'être contraints de composer avec des modes de vie ou des comportements individuels ou collectifs qui les heurtent.

Certains, plus faibles, silencieusement, se résignent à une dramatique assimilation à l'envers.

La puissance publique se contente d'un rôle d'arbitre, laissant libre court au déni de justice,

à la prolifération des mafias criminelles,

à l'émergence d'arrogantes féodalités politiques ou financières ou à l'établissement de potentats locaux ayant profité à plein des effets pervers d'une décentralisation ratée;

des autorités que l'on qualifie de « hautes » pour palier leur manque de légitimité (comme l'Hadopi), se voient indument confier des missions de justice ;

des associations privées bénéficiaires de prérogatives pénales, comme les associations prétendument « antiracistes », sont appelées à jouer les procureurs, prérogatives illégitimes qu'elles utilisent abusivement pour imposer une censure politique ou exercer un véritable racket sur les justiciables.

Dans ce grand désordre institutionnel, certains magistrats dont le rôle est d'appliquer la loi se croient autorisés à l'interpréter, abusivement « PARFOIS », réveillant ainsi le spectre des parlements de l'Ancien régime et du gouvernement des juges.

(L'Etat contre l'oppression du désordre)

Face à ce délitement de l'Etat, les Français ressentent un double sentiment :

- Un cruel sentiment d'abandon qui s'exprime dans un silence souvent résigné
- Un fantastique sentiment d'injustice qui s'exprime par le slogan du « deux poids deux mesures »

N'en doutons pas ! Nous vivons **l'oppression du désordre** ; Péguy ne disait-il pas que « *seul l'ordre fait la liberté* ».

Et cette liberté est d'autant plus souhaitable qu'elle est indissociablement liée à la dignité.

Parce que c'est la condition première de la justice, nous rebâtirons l'Etat et nous lui redonnerons l'autorité, la neutralité, une conscience nationale et les moyens de fonctionnement et de modernisation dont il a besoin.

Nous devons restaurer les institutions et d'abord la première d'entre elles en rendant sa dignité à la fonction présidentielle.

Nous devons retrouver l'esprit de la Vème république en tournant le dos au **zapping institutionnel du quinquennat** par un mandat de sept ans non renouvelable, un mandat délivré des tentations électoralistes et des raisonnements « courtermistes ». «MAIS », **Pour être respecté, le Président de la République doit être respectable.** (C'est-à-dire) « IL DOIT DONC, IL DOIT DONC » s'attacher à remplir la mission première qui est la sienne : assurer l'indépendance nationale, l'unité de la nation, la capacité de défense du territoire et de commandement souverain de nos armées.

Le Président doit être le Chef de l'Etat et cesser d'être le Chef d'un clan, « CESSER D'ETRE UN » (le) gouverneur d'un protectorat américain, un candidat en campagne ou, même comme on l'a vu, l'agent d'une chanteuse au succès déclinant, « MEME SI C'EST SA FEMME ».

Dans le gouvernement doit s'appliquer **une morale d'Etat** qui fera des gouvernants des exemples d'éthique et de probité.

Au sein de l'appareil d'Etat, **il nous faut retrouver l'ère des grands commis, des hussards de la République et des serviteurs de l'intérêt public ;**

sans se laisser prendre par des logiques d'accaparement oligarchiques ou d'emballlement « fonctionnariste », l'Etat doit obéir à la volonté nationale telle qu'elle s'est exprimée démocratiquement ;

il nous faut réformer les écoles d'administration pour rétablir dans la haute administration l'apprentissage du sens de l'Etat, du patriotisme et de l'intégrité ;

il (faut) « FAUDRAIT COMMENCER PAR » apprendre la Marseillaise aux énarques, « ÇA SERAIT UN BON DÉBUT » ;

les connivences, « LES CONNIVENCES » de caste ou l'esprit mondain comme les projets de pantouflage dans le privé seront bannis parce qu'incompatibles avec le service de la Nation.

Nous édifierons l'Etat irréprochable qui (a) « AVAIT » été promis en 2007.

Nous conduirons « MES CHERS AMIS » nos administrations à s'ouvrir davantage sur le monde du privé en permettant l'embauche de personnes issues de l'entreprise, et notamment

les salariés d'expérience. Nous assurerons l'égalité d'accès par le maintien des concours pour l'accès à la fonction publique.

L'Etat doit « ENFIN » reconquérir (tous) les territoires perdus de la République et réinstaurer sa totale souveraineté sur les zones de non droit.

Il ne faut pas avoir peur de dire qu'il faut s'attaquer non pas à la délinquance (qui est un projet statistique) mais aux délinquants qui sont une méprisante réalité.

« S'ATTAQUER AUX DÉLINQUANTS » Et surtout à la drogue, véritable poison qui détruit le corps social, (à son) « S'ATTAQUER A L' » économie « DE LA DROGUE », (à ses) « S'ATTAQUER AUX » réseaux « DE LA DROGUE », (et à ses) « S'ATTAQUER AUX » promoteurs « DE LA DROGUE ».

« ET OUI, ET OUI, ET OUI », En politique, la faiblesse est autant l'opposé de la vertu que le vice.

Face à cette délinquance qui évolue non pas à l'américaine, comme on le croyait il y a quelques temps, mais à la brésilienne, **nous n'avons plus le droit de ne pas être inflexibles :**

la réponse de l'Etat doit être policière, judiciaire, carcérale, administrative pour les reconduites systématiques à la frontière, et éducative.

Il faut « JE LE CROIS » créer des tribunaux pénaux de proximité présidés par des magistrats issus de la société civile qui jugeront dans les heures qui suivent les méfaits, les affaires les moins graves et les incivilités.

Ainsi sera réellement mise en application la politique de tolérance zéro, sans engorger les tribunaux correctionnels.

L'Etat doit retrouver son rôle régulateur en matière économique et se réappropriier le contrôle de certains secteurs stratégiques comme l'énergie, les transports et si nécessaire, les banques insensibles aux injonctions d'éthique.

Il doit assumer sans complexe un **patriotisme économique et un patriotisme social.**

L'Etat doit tourner le dos au rustinage fiscal, créateur d'une insécurité juridique et d'une opacité des règles.

Le besoin de transparence, d'équité, de simplification et d'efficacité nous amèneront à proposer aux Français **une « VÉRITABLE » révolution fiscale.**

« PARCE QUE » Grâce à l'arme fiscale, nous « POURRONS IMPULSER » impulserons des dynamiques positives en faveur de l'épargne et de l'investissement,

en faveur de la consommation relocalisée et de l'exportation,

en faveur de la valeur travail et de la réindustrialisation,

en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises.

Parallèlement, seront mises en œuvre des dynamiques dissuasives contre la spéculation, la prédation économique ou la dévastation sociale.

Malgré notre manque de goût pour les délires de bobos citadins qui confondent écologie et retour à l'âge paléolithique, le bon sens nous interdit « MES CHERS AMIS » de croire à la viabilité d'une planète dont le seul projet collectif serait de généraliser à 7 milliards d'individus le niveau de consommation et de gaspillage des ressources sur le modèle Etats-Uniens.

Voilà pourquoi nous engagerons **une grande politique de « relocalisation »** des productions, c'est-à-dire concrètement le rapprochement des lieux de production et de consommation afin de renforcer notre autonomie alimentaire et énergétique.

Cette politique de relocalisation profitera aux producteurs locaux et régionaux ; elle privilégiera l'emploi local et aboutira à limiter l'extension toujours incontrôlée des infrastructures de transports, et à une diminution des coûts des marchandises par une fiscalité incitative.

La relocalisation à l'embauche, à la production et à la consommation entrainera la « LA DIMI... » diminution « PARDON » de l'impact des transports et des pollutions qu'ils génèrent, la réduction du nombre des intermédiaires garantira une meilleure traçabilité, gage de sécurité pour les consommateurs.

Cette notion de relocalisation dont nous reparlerons s'appliquera également de manière plus générale aux services publics, aux emplois et (à) « DANS » bien d'autres domaines.

Elle sera une des clés, « JE LE CROIS », d'une véritable politique écologique favorisant le retour à l'emploi, « A » une production alimentaire saine et la défense de la biodiversité.

« MAIS » De manière plus générale, « MES CHERS AMIS » nous devons avoir le courage de dénoncer la logique consumériste.

En effet, à l'image de tous les totalitarismes, le mondialisme nous propose de forger un homme nouveau. L'homme nouveau est ce pauvre type égoïste, en errance permanente, qui n'est uni aux autres que par le partage de pulsions consuméristes.

Non, la consommation ne peut pas être l'alpha et l'oméga de nos existences, transformant les citoyens que nous sommes en simple consommateurs.

Non, nous ne voulons pas d'une société où l'avoir est plus important que l'être, où l'argent « OU L'ARGENT » érigé en absolu est devenu une fin en soi, le critère principal d'appréciation de l'homme.

Une société dont l'horizon se limite à voir nos enfants (se chercher) « DÉFINIR » leur identité et leur fierté au travers des marques commerciales des habits qu'ils portent, plutôt que dans la famille dont ils sont issus où dans le peuple auquel ils appartiennent.

Oui, (il est) « C'EST » une exigence pour nous de garder notre capacité d'indignation quand l'on prétend n'évaluer le bonheur des français qu'à l'aune de leurs projets de consommation.

Oui, « TROIS FOIS OUI », il faut en finir avec le règne de l'argent-roi.

En matière internationale, notre doctrine s'inspire des **principes de solidarité entre les peuples et les nations.**

Elle s'appuie sur le respect de tous les peuples et la prééminence des logiques régionales pour le règlement des conflits.

Notre vision de la politique extérieure exclut les logiques supranationales, condamne l'ingérence et bien sûr rejette par principe l'idée même d'une gouvernance mondiale que nous ne confondons pas avec une diplomatie attentive aux enjeux internationaux.

Nous le voyons,

nous le sentons,

nous sommes au bout d'un système.

Nos adversaires n'ont plus d'idéal à proposer et leurs projets d'avenir ne sont que des constructions marketing laborieuses et éculées.

Le mythe de leur compétence de gestion a fait long feu.

Leur rêve européiste s'est transformé en cauchemar.

Leur euro, qui devait nous apporter le bonheur, « LA PROSPÉRITÉ » a sapé nos économies, détruit notre pouvoir d'achat et nous interdit même de préserver l'emploi français; il est aujourd'hui en phase terminale sous perfusion du FMI et ne se maintient qu'au prix d'une régression sociale sans précédent.

La mondialisation identicide s'est transformée en horreur économique, en tsunami social, en Tchernobyl moral. L'utopie de la mondialisation heureuse a vécu.

(2012 : la grande alternative)

Pourtant, à ce jour, nos pays n'ont pas encore fait le choix de l'alternative et en sont réduits à suivre et commenter le replâtrage d'un système qui s'effondre sous leurs yeux. Pour les Français, le choix de 2012 sera simple, clair, et même binaire :

- Soit le choix de la mondialisation c'est-à-dire de la dérégulation, de l'alignement sur le moins disant social, de la submersion démographique, de la dilution de nos valeurs de civilisation
- Soit le choix de la Nation ;

L'Etat « DONT JE VOUS PARLAIS TOUT A L'HEURE ET QUE NOUS PROPOSERONS AUX FRANÇAIS » se doit d'être, « D'ETRE » protecteur et non oppresseur et (d') agir avec la conscience que l'intérêt national est une loi d'airain.

« IL » (L'Etat) doit être le garant, y compris contre la dérive des partis, de la stricte application des principes républicains et en tout premier lieu de la laïcité.

Dans notre pays qui a été meurtri par des guerres de religions multiséculaires, aucun culte ne doit empiéter sur la sphère publique ; la foi doit rester une affaire strictement privée et son expression ne « DOIT » faire l'objet d'aucune provocation.

(L'Etat doit donc) « IL FAUT » censurer et sanctionner toutes les atteintes à la loi de 1905, s'agissant par exemple de la participation publique directe ou indirecte à la construction de mosquées.

Il doit interdire l'aménagement d'horaires particuliers dans les piscines pour les femmes musulmanes ou l'introduction d'interdits alimentaires religieux dans les cantines scolaires. Personne ne doit être conduit contre son gré ou à son insu à manger hallal.

Au plan des principes « MES CHERS AMIS », parce que cette question est centrale pour la paix publique, je répète que la République n'admettra aucune tentation théocratique. Il appartient aux fidèles de mettre leur pratique religieuse en accord avec la République « FRANÇAISE ».

Quant aux groupes politico-religieux qui croient pouvoir, par des empiètements calculés et des provocations organisées, imposer leur loi, ils doivent apprendre que, notamment depuis Richelieu, **il n'y a pas et il n'y aura pas en France d'Etat dans l'Etat.**

« ET C'EST, C'EST » Parce que les dérives ont été trop nombreuses, « QUE » ces principes doivent être réaffirmés et solennisés.

A l'inspiration du Comte de Clermont Tonnerre nous proclamons : « tout pour les citoyens, rien pour les communautés » : nous ferons inscrire dans la Constitution : « La République ne reconnaît aucune communauté » « ET POUR CAUSE, IL N'Y A QU'UNE SEULE COMMUNAUTÉ, LA COMMUNAUTÉ NATIONAL » !

Enfin, (l'Etat doit) « NOUS DEVONS, NOUS DEVONS » défendre les principes contenus dans notre devise nationale liberté/égalité/fraternité qui ne sont rien d'autre que les principes chrétiens sécularisés.

De même que nous avons ramassé le drapeau tricolore que la classe politique a laissé trainer dans le ruisseau, nous relèverons les valeurs traditionnelles de la République française; les véritables défenseurs de la République, c'est nous !

(Le Front national incarne l'esprit de Résistance)

Le FN « MES CHERS AMIS » n'est pas simplement un parti politique, il incarne aujourd'hui en France l'esprit de Résistance,

Résistance aux féodalités,

Résistance aux injustices,

Résistance aux totalitarismes modernes que sont l'islamisme et le mondialisme.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars seront la première étape de notre marche vers le pouvoir.

Même, « MEME » si, je ne vous le cache pas, la situation est grave, nous savons que l'histoire de notre pays est une lutte incessante entre les forces du déclin et celles du redressement, entre ceux qui se couchent et ceux qui osent dire non, entre les élites autoproclamées qui trahissent et le peuple qui se lève.

Nous, nous sommes le peuple !

Nous savons, « NOUS SAVONS MES CHERS AMIS » que c'est le propre des pouvoirs faibles de composer, de subir, d'accepter, de concéder.

Le génie de notre peuple a toujours fait émerger des Français pour sauver l'honneur et, par leur détermination et leur lucidité, permis à notre pays de retrouver le chemin d'une grande ambition nationale.

D'autres Français avant nous dans l'histoire ont eu à mener le combat que nous menons aujourd'hui et qui est finalement celui de la France éternelle. Comme eux, nous triompherons !

(Mes chers amis,) J'aimerais vous dire en conclusion que nous devons avoir foi en l'avenir de notre pays, et comme « l'on ne transmet que la foi que l'on a », le transmettre à tous nos compatriotes.

Les Français sont un grand peuple qui possède un grand pays.

La France n'est pas petite, elle n'est pas seulement ce pourcent de la population mondiale comme le disait avec dédain Valéry Giscard d'Estaing.

Sa langue, »SA LANGUE », notre langue nationale, rayonne sur les cinq continents, privilège qu'elle partage seule avec l'anglais.

La francophonie doit vibrer à nouveau, sur les terres d'Asie, d'Amérique, d'Europe et d'Afrique.

La France est présente dans les trois océans,

elle possède le deuxième espace maritime du monde, 11 millions de kilomètres carré,

elle possède une richesse inexploitée que constituent nos collectivités d'Outre-Mer, en n'oubliant jamais qu'ils sont des territoires français et qu'ils doivent le rester !

« JE SALUE » Je salue d'ailleurs chaleureusement nos compatriotes d'Outre-Mer qui, de notre point de vue, font partie intégrante de la République française au même titre que n'importe quel territoire de métropole.

« MAIS » Notre territoire justement est exceptionnel ; situé au cœur de l'Europe, il est riche d'une diversité « FANTASTIQUE » (exceptionnelle), que Fernand Braudel a su dépeindre avec « TANT D' » éclat.

Nous sommes en pointe dans nombre de secteurs économiques, le nucléaire, l'aéronautique, l'agroalimentaire, le spatial.

Notre agriculture, malgré ses inégalités et la souffrance des agriculteurs, est devenue puissante, « ET » elle est « JE VOUS LE RAPPELE » la deuxième du monde.

Nos ouvriers, nos ingénieurs, nos chercheurs, nos étudiants font l'admiration du monde entier.

Il y a un génie français qui se perpétue, capable du meilleur quand on sait le mobiliser et le faire vivre.

France, « FRANCE » rime avec beauté et culture.

Nous avons un patrimoine culturel, littéraire, artistique, architectural, religieux, culinaire unique au monde, qui nous permet aussi d'être de loin la première destination touristique de la planète. Ce n'est pas rien.

Nous sommes le pays des idées, « LE PAYS » du débat, nos penseurs et nos philosophes sont enseignés partout.

Admirée dans le monde entier pour ce qu'elle a apporté à l'humanité, la France est écoutée, suivie, soutenue, à condition qu'elle sache parler juste.

Les clés de la réussite, de la prospérité, du rayonnement et de la grandeur françaises sont donc entre nos mains et dans nos cœurs ! **Nous avons toutes les raisons de retrouver la fierté de ce que nous sommes, de cette France éternelle qui fait vibrer l'humanité toute entière depuis des siècles, et dont nous sommes les héritiers !**

Menons dès aujourd'hui ce combat pour la France, soyons chaque jour plus nombreux, plus forts, dans nos villes, dans nos campagnes, (et) « DANS » nos villages.

J'appelle le peuple de France à nous rejoindre, de toutes ses forces, de toute son énergie, de tout son cœur !

A tous les Français, et à vous mes amis, je vous le dis :

Les plus beaux jours sont ceux que nous allons vivre.

Vive le Front National, Vive la République, Vive la France !

Příloha IV

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Chers amis, chers camarades,

C'est la dernière fois que je m'adresse, en qualité de Président, à vous, membres du Front National qui, pour certains, combattez à mes côtés depuis plus de cinquante et, même pour Alain Jamet, soixante ans.

« EN EFFET, LE FN EST PLUS VIEUX QUE VOUS NE LE CROYEZ. CAR EN VERITÉ, SA NAISSANCE EN 1972 A ÉTÉ LE FRUIT D'UNE LONGUE GESTATION. IL EST D'ABOUTISSEMENT A TRAVERS TROIS MOUVEMENT DISSOUS PAR LE GOUVERNEMENT : LE FN DES COMBATTANTS, 1957, DISSOUS EN MAI 1958, LE FN COMBATTANT 1958, DISSOUS AUX BARRICADES D'ALGER 1960 ET LE FN POUR L'ALGÉRIE FRANÇAISE, DISSOUS EN 1961 LORS DU PUTSCH DES GÉNÉRAUX. IL S'EST PROLONGÉ PAR LE COMITÉ POUR L'ÉLECTION A LA PRESIDENCE DU CANDIDAT D'OPPOSITION NATIONALE DONT J'ÉTAIS LE FONDATEUR ET LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL. IL EST LE FRUIT D'UNE VOLONTÉ PERMANENTE DE DOTER UNE ORGANISATION DÉMOCRATIQUE MILITANTE, LE COURANT D'OPINION QUI PRENAIT SA SOURCE DANS LES IDÉAUX DE PATRIE ET DE NATION. ET QUI REFUSAIT LE CHEMIN POLITIQUE ETABLI APRES LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE ET QUI PARTAGEAIT LA REPRÉSENTATION ENTRE LA GAUCHE MARXISTE SOCIALO-COMMUNISTE ET UNE DROITE GAULLISTE, L'UNE EST L'AUTRE COMMUNIANT DANS LE CONFORMISME ET LA PENSÉE UNIQUE. »

C'est à vous que je confie sous la présidence que vous aurez choisie pour me succéder, le destin de notre mouvement, sa pérennité, son unité, sa pugnacité.

Mes chers compagnons, que de chemin parcouru depuis mes débuts dans la vie politique ! J'en ai vu défiler des gouvernements et j'en ai déploré des reniements sans cesse plus dangereux que les précédents et enrobés de bons prétextes prétendument progressistes ! Que de promesses bafouées, qui ont détruit chez le Peuple de France le sens de la parole donnée et la valeur sacrée du serment prêté.

En un demi-siècle, à quelle déchéance a été réduit notre pays ?! Il suffit de dresser un portrait de notre décadence pour constater que les heures les plus sombres de notre histoire, les Politiciens lâches ou médiocres n'ont cessé d'en favoriser la venue pour aujourd'hui et pour notre avenir immédiat.

(L'enseignement)

Lors de mon entrée dans la vie politique, (de) l'école du curé (à) « ET » celle de la République, (on) apprenait aux enfants de France à l'aimer, à la chérir au point de la défendre au prix de sa vie s'il le (faut) « FALLAIT », car les peuples ne méritent que les libertés qu'ils savent défendre!

Il leur était enseigné le civisme, condition indispensable à une vie harmonieuse en société.

Etait exigée une connaissance irréprochable de la langue française, si difficile à maîtriser mais si précise et comportant tant de nuances.

On leur apprenait l'Histoire des rois de France « ET » (,) de la lente et magnifique constitution de notre Patrie en Etat-Nation, le premier Etat-Nation de l'humanité dont les habitants ont de tous temps subi mais résisté, avec plus ou moins de réussite, aux invasions. La France qui, grâce au génie de sa civilisation, a forgé siècles après siècles, un des plus grands, si ce n'est le plus grand joyau de la civilisation helléno-chrétienne avec sa spiritualité unique, ses cathédrales qu'on vient encore visiter du bout du monde et ses monastères magnifiques. On leur apprenait le sens de l'effort qui avait permis à ses habitants unis dans une même communauté de toujours offrir à ses descendants un sort plus enviable.

Mais l'arrivée au pouvoir des adeptes de constructions utopiques, pédagogues marxistes ou matérialistes ultralibéraux, tous partisans de théories qui ont toujours abouti à faire le malheur des peuples, a abattu cette œuvre magnifique!

Les études littéraires sacrifiées à celles des mathématiques devenues le pont aux ânes même des études médicales. Dans ce domaine, « IL » a été établi un numerus clausus qui en limite l'accès mais, cette année, sur 6 600 nouveaux médecins, 3 200 sont étrangers.

« QUANT A LA POLITIQUE... PARDON » Quant à la poésie qui est l'âme de l'intelligence, elle a pratiquement disparu des programmes.

A l'enseignement fédérateur d'une communauté nationale forte, car fière de ce qu'elle est et sachant d'où elle vient, a succédé un enseignement au rabais avec pour conséquence qu'en France un habitant sur six est illettré, que 15 % des lycéens ne savent ni lire ni écrire correctement et que certaines universités ont même du instaurer des cours de français « POUR LEURS ÉTUDIANTS » !

Car dans les effectifs scolaires il faut compter les enfants issus de l'immigration sans cesse grandissante dont les parents ne parlent que peu la langue française et qui pèsent lourdement sur la qualité de l'enseignement apporté à l'ensemble des autres enfants.

L'enseignement de l'Histoire a laissé place à une culpabilisation voulue des petits français. Les pages glorieuses de l'histoire de France sont minimisées. Cette année, pour les collégiens, l'étude de 2 des monarques français les plus illustres, Napoléon et Louis XIV, laisse la place à celle d'empires africains des 16e et 17e siècles.

L'accent est mis sur les aspects peu glorieux de l'Histoire de (notre Patrie) « FRANCE » comme les traites négrières et l'esclavage en occultant le rapt, notamment en Provence ou en Languedoc-Roussillon, d'un million d'Européens soumis à l'esclavage par les Maures. Il en va de même, « IL EN VA DE MEME » pour la Collaboration. (De Gaulle avait compris que la réconciliation nationale se ferait autour du mythe de la Résistance.) Aujourd'hui, pas une semaine ne se passe sans qu'à la télévision, devenue depuis 40 ans le principal organe de propagande de l'idéologie dominante, ne soit diffusée une émission sur cette période où les Français lâches ou vendus, à l'exception de quelques-uns, de préférence communistes ou d'origine étrangère, n'auraient eu, « N'AURAIENT EU » de cesse de faciliter les déportations vers les camps de la mort.

Quant à l'œuvre civilisatrice que fut la colonisation, que nous réalisons encore lors de mon entrée dans la vie politique au milieu des années 50 - construction des infrastructures de transport routier et maritime, des hôpitaux et des dispensaires, des écoles, pour lesquels la France payait des fonctionnaires - elle se résume dans les manuels d'Histoire « D'AUJOURD'HUI » à l'oppression des peuples autochtones et aux guerres de

décolonisation dans lesquelles les soldats français venus protéger les populations civiles sont « DÉCRITS COMME » des tortionnaires et les poseurs de bombes des résistants.

Tout fiercé affichée d'appartenir à la Nation française est apparentée à un rejet des autres nations, à, si j'utilise un terme à la mode, de la « discrimination », voire du racisme ou tout du moins à un chauvinisme belliqueux.

Dans ces conditions, il est évident que non seulement les jeunes gens d'origine immigrée ne souhaitent pas s'intégrer (ni) « MAIS » encore moiNs s'assimiler à une telle Nation mais que même une large part des jeunes français ne revendiquent plus leur filiation!

(La fin de la méritocratie)

La République aussi imparfaite soit-elle puisque création humaine, avait pourtant eu le mérite d'avoir substitué aux privilèges héréditaires de l'Aristocratie les privilèges accordés en vertu du mérite permettant le fonctionnement de l'ascenseur social et l'application d'une certaine justice sociale. Fils (de) « D'UN » patron pêcheur breton, j'en suis un exemple.

A ce principe qui voulait que chacun obtienne en fonction de ses qualités et de ses mérites, s'est substitué :

- la culture de l'excuse pour les délinquants qui ne sont considérés (plus) « DÉSORMAIS QUE COMME PLUTOT » comme des victimes que « COMME » des coupables ;
- le clientélisme pour couvrir de faveurs certaines catégories de population afin d'en obtenir les suffrages ;
- et la reproduction des élites, érigée en système qui permet à ses enfants de fréquenter les meilleurs établissements scolaires et universitaires au détriment de ceux qui l'auraient bien plus mérité mais qui ne disposent pas de relations utiles.

(La ruine de notre modèle économique et budgétaire)

«L'ÉCONOMIE ». L'économie de la France que j'ai connue jeune était prospère, avec une agriculture riche, une industrie puissante à la pointe de la technologie, pouvant rivaliser avec

les industries de n'importe quel autre pays développé, favorisée par un Etat stratège qui a permis la création de bijoux technologiques tels que le Concorde, la fusée Ariane ou le TGV. La politique française des 30 dernières années, pour sa part, a réduit la paysannerie française à néant, les agriculteurs ne représentant plus que 3% des travailleurs de ce pays.

L'industrie quant à elle est décimée, ayant perdu 2 millions de ses effectifs depuis 30 ans, victime d'une concurrence internationale inéquitable et de délocalisations continues puisque la France a livré son économie aux 4 vents du mondialisme ultralibéral faisant lutter ses entreprises avec celles des pays qui bénéficient de couts salariaux « OU SOCIAUX » parfois 30 fois inférieurs aux nôtres.

Quant à l'État au budget sain, il a laissé la place à un État surendetté à hauteur de 1 650 milliards d'euros, soit 50 000 euros par actif. État ruiné comme il ne l'a jamais été en période de paix. Pour la première fois, le remboursement des intérêts de la dette, pas de la dette « ELLE-MEME, MAIS LES INTÉRÊTS DE LA DETTE » (!), est devenu le premier budget de l'Etat, près de 50 milliards d'euros cette année !

L'économie réelle a marqué le pas et laissé l'économie financière décider des choix économiques « ET » stériles (et), destructeurs.

L'Islamisme

La France que j'ai connue lors de mon arrivée en politique, bien que laïque, restait profondément enracinée dans la Chrétienté avec « CES » églises remplies le dimanche et des prêtres dans chaque paroisse prenant eux aussi leur part dans la noble tâche de transmission du flambeau de notre héritage spirituel et historique. Dans ce domaine également les forces de destruction ont agi (à) « AVEC » une vitesse et avec une rapidité fulgurante. Tout comme pour la société civile, la trahison est venue des élites ecclésiastiques n'hésitant pas à s'acoquiner avec les représentants des lobbies philosophiques ou politiques dont l'objectif affiché était pourtant l'anéantissement de la spiritualité chrétienne, tenue pour réactionnaire.

NENÍ V ZÁZNAMU :

Le culte réformé et édulcoré, l'Église soumise au dogme de la tolérance masochiste et concurrencée par la religion de l'hédonisme a vu ses lieux de culte se vider, sa substance

s'affadir et a laissé les Français dans un état de vide spirituel jamais atteint depuis des siècles.

Cette société de consommation à outrance adossée au dogme du libéralisme et à la philosophie du relativisme ne constitue pas l'horizon indépassable du genre humain, elle en est son minable tombeau.

Mais la nature a horreur du vide et le vide spirituel est aujourd'hui peu à peu comblé par un Islam importé principalement par les immigrés venus d'Afrique du Nord et d'Afrique noire.

Les élites qui ont voulu à couper les racines chrétiennes de notre Nation, autrefois fille aînée de l'Eglise, pour créer un homme nouveau sont devenues les premières à prôner le retour de l'interventionnisme public en matière de construction de lieux de culte, foulant aux pieds les principes de laïcité qu'ils affichaient comme sacrés et constitutifs de notre concorde nationale depuis des décennies !

L'Islamisme de plus en plus puissant a engagé contre la République, conduite par des dirigeants aux mains molles, un bras de fer qu'il a toutes les chances d'emporter. Les Islamistes réclament tout bonnement la mise à mort de la laïcité que les autorités publiques ont commencé à saborder par des subventions déguisées en baux emphytéotique à 1 euro, par la subvention de pseudo centres culturels qui cachent (péniblement) « MAL » de véritables mosquées, arborant des minarets symboles d'une religion conquérante. Voulant « VOULANT » à terme imposer la Sharia, loi islamique incompatible avec les valeurs multiséculaires de notre pays, ne serait-ce que concernant la conception archaïque de la femme, les Islamistes occupent des rues en toute impunité afin de forcer les autorités publiques à construire de nouvelles mosquées alors qu'il y en a déjà plus de 2 000 sur notre territoire national. Après avoir fait en sorte de bannir la viande de porc dans de nombreux établissements scolaires, certains Islamistes exigent maintenant que la viande servie dans les services de restauration collective soit abattue en respectant le rituel musulman.

La violence de ce rapport de force fait craindre pour l'immédiat futur de graves troubles ethnico religieux, troubles dont on constate les prémices dans le niveau de l'insécurité émanant de jeunes gens issus du monde musulman qui brandissent leur appartenance

religieuse comme l'étendard de la conquête de notre pays et de la mise à mort de notre civilisation.

La société virile du service militaire et de l'engagement politique de ma jeunesse a fait place à celle de l'affichage des sentiments et de l'émotion des pleureuses médiatiques qui préfèrent crier au dérapage, s'offusquer de la dénonciation d'un scandale plutôt que du scandale lui-même.

Pour ces nouveaux clercs de la bien pensance, ce qui est choquant ce n'est pas l'Islamisme, c'est de (le) dénoncer par une affiche que l'on fait interdire par une justice aux ordres, sur demande du Parquet, hiérarchiquement soumis au Gouvernement.

Ceux qui prétendent nous gouverner sont plus choqués de voir une femme en burka en dessin que dans la rue ; plus choqués de voir l'ombre d'un minaret sur un document de propagande électorale qu'un véritable minaret dans notre paysage urbain européen ; plus choqués, « PLUS CHOQUÉS » de voir une carte de France peinte aux couleurs du drapeau algérien que d'en voir des milliers arborées sur des T-shirts par de jeunes gens, d'origine étrangère, revendiquant leur haine de la France, alors « ALORS » que l'on ne cesse de nous répéter à longueur de débat sur l'immigration qu'ils sont « Français comme nous », tandis que certains d'entre eux n'hésitent même plus à brûler sur la voie publique notre drapeau national! Ils sont plus choqués que l'on dénonce, en appelant un chat : un chat, et une occupation : une occupation, celle de nos rues, de nos espaces publics par des Islamistes prosélytes.

Mais (il est vrai) « IL FAUT RAPPELER » que 40 ans après de Gaulle qui définissait les Français comme « avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne », Chirac, alors président de la République « LE PLUS MAUVAIS DE NOTRE HISTOIRE », avait quant à lui déclaré que « Les racines de l'Europe sont autant musulmanes que chrétiennes » en refusant que toute référence aux origines chrétiennes de l'Europe soit présente dans le projet de constitution européenne comme c'est aussi le cas « AUJOURD'HUI » dans le calendrier imposé cette année aux lycéens par l'Europe et dans lequel seules les fêtes chrétiennes sont supprimées.

40 (ans) « ANNÉES » de lâcheté et de haine de la Nation ont ainsi suffi à transformer une France chrétienne et laïque en une France incroyante en voie d'islamisation.

Le désespoir jusqu'au milieu des années 70, les Français pouvaient jouir des richesses de leur pays dans une société au progrès matériel et social constant, avec un chômage minime et une progression régulière du niveau de vie, mais aussi, cela peut étonner les jeunes générations, la fin de la généralisation de l'électricité, du téléphone et de l'eau potable à l'ensemble de la France.

Aujourd'hui, le chômage massif touche un quart de la jeune génération, sacrifiée par des décennies de démagogie. Le niveau (de vie) des classes moyennes, particulièrement depuis l'arrivée de l'euro, ne cesse de régresser, Français modestes acculés par les impôts et taxes diverses que Sarkozy ne cesse d'augmenter ou de créer – 22 depuis son arrivée à la présidence de la République, et ne pouvant bénéficier des aides sociales accordées aux plus pauvres qu'eux.

Pour la première fois dans l'Histoire contemporaine de la France, les Jeunes ne peuvent espérer avoir un destin plus agréable, plus souriant que celui de leurs parents.

L'insécurité

La société des années 50 et 60 était sûre, le niveau d'insécurité n'avait jamais été aussi bas, conséquence d'une excellente éducation et d'une justice sévère. Aujourd'hui, ce sont plus de 8 millions de crimes et délits qui sont commis tous les ans, conséquence de la défaillance du système répressif tout entier, et d'une immigration sans cesse accrue et « GÉNÉRALEMENT » inassimilable. La peine de mort abolie, les travaux forcés abolis, la prison à vie abolie, les crimes les plus ignobles ne sont pas punis à la hauteur de ce qu'une justice digne de ce nom exigerait.

(L'échelle des peines abaissée, les prisons surchargées, les services de maintien de l'ordre en sous effectifs et mal équipés, à qui l'on donne des consignes de faiblesse, des juges aussi peu nombreux qu'au XIXe siècle dont le refus de la sanction fait trop souvent office de principe, et notre société s'effondre sous le poids de l'insécurité !)

Quant à la délinquance en col blanc, la corruption, elle s'est généralisée à tous les niveaux du pouvoir politique. L'état de décrépitude de la moralité publique est tel que les Français ne s'en révoltent même plus! Les révélations sur les causes probables de l'attentat de Karachi qui a causé la mort de 11 Français et qui semble mettre en cause les plus hautes autorités de l'Etat ; les affaires Bettencourt, qui ont défrayé la chronique pendant plusieurs mois mais n'ont abouti qu'au départ d'un ministre qui aussitôt réintégré son poste de député est très évocateur de la résignation de nos compatriotes face à une classe politique qu'ils savent corrompue dans son immense majorité. Les affaires révélées (que) ne sont que quelques gouttes dans un océan de trafics et de magouilles.

(Les manipulations contre le Front National)

La seule force de résistance à cet effondrement a été incarnée depuis plus de 30 ans par le Front National. Et c'est pour cette raison, « ET C'EST POUR CETTE RAISON » que rien ne nous a été épargné, nous avons été les cibles de toutes les provocations, de toutes les manipulations !

Alors qu'en 1984 le Front National entamait une ascension politique extraordinaire, 2 mois avant les élections européennes, de prétendues révélations sur des tortures auxquelles j'aurais personnellement participé en Algérie font la une de la presse. Le 4 mai 2002, la veille du 2^e tour de l'élection présidentielle, après 2 semaines de calomnies dans un climat de guerre civile, ces pseudos révélations « SONT » (étaient) republiées.

En 1986, 9 jours avant les élections législatives, un militant socialiste est tué par un étrange commando qualifié d' « extrémiste de droite ».

En mai 1990, a eu lieu « ALORS » la plus ignoble des manipulations. Au cimetière de Carpentras, le cadavre d'un homme de confession juive a été déterré. Ce crime odieux a été immédiatement mis à notre compte « PAR LES AUTORITÉS ». Tous les politiciens et même le chef de l'Etat d'alors, peut-être pour faire oublier à la postérité qu'il avait été décoré de la Francisque par le Maréchal Pétain en personne, se sont rejoints dans une manifestation où les appels au meurtre à mon endroit et à l'endroit des militants du Front National n'ont soulevé aucune protestation.

Cet évènement a fourni « AUSSI » le prétexte au communiste Gayssot pour faire adopter au Parlement une loi liberticide réduisant plus encore la liberté de parole dans notre pays.

« CE N'EST PAS TOUT ! » En février [1995](#), à [Marseille](#), lors de la campagne électorale de la présidentielle et des [municipales](#), un de nos militants agressé lors d'un collage, (et) se sachant en danger tue accidentellement un Comorien. Notre militant est mort en prison et la presse s'est déchainée pendant des mois sur lui et sur la haine « QU'AURAIT VÉHICULÉ » (que véhiculeraient) nos idées.

« TOUJOURS » En 1995, 4 jours avant le premier tour de l'élection présidentielle : un Maghrébin est jeté dans le port du Havre par des [jeunes](#) néo nazis. Le crime nous est immédiatement imputé.

« QUELQUES JOURS PLUS TARD », Le 1e mai 1995, entre les 2 tours, un Marocain est poussé dans la Seine par des skinheads. Une nouvelle campagne de presse a eu lieu. « ET » Aujourd'hui une plaque commémore cet évènement. Nous aimerions qu'il en soit ainsi pour chaque Français assassiné !

En mai 1997, « EN MAI 1997 » 5 jours avant les législatives, alors que je me rendais dans le cadre de la campagne à Mantes-la-Jolie dans le plus stricte respect des lois et de la démocratie, des manifestants gauchistes à la tête desquels se trouvait un député socialiste, nous ont agressés. M'étant défendu, j'ai été condamné à l'inéligibilité ! Le procès s'était d'ailleurs tenu en février 1998, « COMME PAR HASARD » un mois avant les élections régionales. « ON A DANS NOTRE RÉPUBLIQUE LE SENS DU CALENDRIER DE LA PROVOCATION ».

En avril 2007, 3 jours avant la présidentielle, 52 tombes musulmanes et un ossuaire du cimetière militaire de Notre-Dame de Lorette, près d'Arras, sont profanés dans la nuit.

A chaque fois, nous avons été plus ou moins directement ignominieusement désignés comme coupables !

La diabolisation dont nous avons été les victimes a souvent même pris une expression officielle, comme lorsque « QUAND » Juppé, alors Premier ministre, au sein même d'un

lycée « A MONTPELLIER », a défini le Front National comme un parti raciste, xénophobe et antisémite.

Cette diabolisation cessera quand cesseront de nuire les diffamateurs, c'est à dire quand le Peuple décidera de ne plus leur accorder sa confiance « ET DE LES RENVOYER CHEZ EUX ».

La volonté, « LA VOLONTÉ » de défendre la Nation mais aussi la Vérité explique que nous ayons été diffamés pendant 30 ans et « QUE NOUS » avons subi le complot du silence, en nous excluant des hémicycles, telle l'Assemblée nationale, susceptible de porter plus haut notre message.

Parallèlement, le Front (National) a été victime d'une véritable persécution judiciaire et médiatique orchestrée par la police de la pensée.

« Durafour crématoire », « détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », « inégalité des races »... Tous mes propos ont été détournés de leur sens réel afin de me juger « POUR BLASPHEME » en sorcellerie parce que je refusais de me soumettre à la dictature de la Police de la pensée. Pour paraphraser, « POUR PARAPHRASER » Kipling, j'ai du « supporter d'entendre mes paroles travesties par des gueux pour exciter des sots, et entendre mentir sur moi leurs bouches folles sans mentir moi-même d'un mot ».

Cette cabale « PERMANENTE », en plus des conséquences sur l'opinion de nos concitoyens à notre endroit et sur la réalité de notre projet politique, nous a coûté une énergie folle et des sommes (fabuleuses) « CONSIDÉRABLES » dans le but de nous ruiner (ou) « ET » de nous forcer à nous taire.

Mais je n'ai pas été le seul à avoir été frappé par la police de la pensée.

Bruno Gollnisch, après avoir été exclu de l'Université où il enseignait, « IL ENSEIGNAIT » depuis des années et pour laquelle il avait même été doyen, a dû aller jusqu'à la Cour de cassation pour se faire blanchir, au bout de 5 ans, des accusations suprêmes de contestation de crimes contre l'humanité. Il est vrai qu'il avait osé demander que la recherche historique soit libre. Quel crime !

« QUANT A », Quant à Marine Le Pen, les beaux esprits se sont émus qu'elle qualifie d'occupation la présence de Musulmans priant sur l'espace public (et) « AYANT » empêchant ainsi toute liberté d'aller « ET DE » venir sur un territoire de la République.

La technique de sidération politique qui consiste à qualifier et à dénoncer toute prise de position sortant du champ de la pensée unique de « dérapage », terme très éloquent puisqu'il signifie ne pas aller dans le droit chemin, a permis de nous écarter jusqu'(alors) « ICI » du pouvoir.

La vieille méthode de terrorisme intellectuel a fonctionné à plein régime pour disqualifier toute position pouvant amener « LES FRANÇAIS » à une prise de conscience (de nos compatriotes) de l'état de délabrement de notre société dans le seul but de maintenir les élites politiques et économiques au pouvoir. « J'ENTENDAIS COMME D'AUTRES QUE LUI MONSIEUR D'ARCOS DIT HIER SOIR 'OUI MAIS C'EST VRAI, LE FN, L'IMMIGRATION, L'INSÉCURITÉ, MAIS DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, (SON PROCES), SON PROJET N'EST PAS CRÉDIBLE'. PARCE QUE MONSIEUR, DEPUIS 30 ANS, AUSSI BIEN GAUCHE QUE DROITE, VOTRE MANIERE DE GOUVERNER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE, EST-ELLE CRÉDIBLE, ELLE ? »

(Car si) « CEUX », ceux qui nous gouvernent, s'ils ne savent pas gérer le pays « ET LE DÉFENDRE », et lui conserver son héritage, savent « BIEN » user des méthodes les plus vicieuses pour se maintenir en place.

(Les manipulations électorales)

Mais la décadence de la France est tellement avancée « QU'IL » (que cela) n'y suffit pas.

Alors, gouvernements de droite comme de gauche ont usé des plus médiocres artifices électoraux pour conserver leurs prébendes, notamment par la modification « CONTINUELLE » des modes de scrutin.

En 1986, pour éviter que leur déroute électorale annoncée « NE SONT » ne soit trop violente, et non pas comme le prétendent certains idiots pour favoriser le Front National,

Mitterrand avait introduit un mode de scrutin proportionnel aux élections législatives dès la nomination de Chirac en 1986.

Au ministère de l'Intérieur, le ministre Pasqua, « LE MINISTRE PASQUA » se livra à un charcutage électoral assurant à la droite des affaires un avantage sur les partis concurrents, et fit réinstaurer un scrutin législatif majoritaire.

Faisant suite aux régionales de 1998, constatant la progression de notre influence dans le scrutin régional, le gouvernement UMP a décidé d'introduire pour les élections de 2004 une prime à la liste arrivée en tête. Voulant nous exclure du jeu politique, ils ont (surtout) réussi à perdre la quasi-totalité des Conseils régionaux qu'ils dirigeaient jusque-là, « IGNORANT UNE REGLE FONDAMENTALE QU'ON PEUT TOUT FAIRE AVEC UNE BAÏONNETTE SAUF S'ASSOIR DESSUS ».

Pour les élections européennes de 2004, afin de réduire le nombre de députés européens du Front National, la France a été divisée en plusieurs circonscriptions « RÉGIONALES ».

L'actuel projet de fusion des Conseils régionaux et généraux n'oublie évidemment pas de faire en sorte d'écarter la possibilité d'une place proportionnelle à leurs résultats aux élus du Front National.

Et tout récemment, en décembre dernier, « IL Y A QUELQUES JOURS », un décret ministériel « TRES DISCRET » a fait passer le pourcentage des inscrits nécessaires pour accéder au deuxième tour des élections cantonales de 10 à 12,5% des inscrits, soit une augmentation d'un quart. En considérant le taux de participation des dernières élections (en date), il faut totaliser (plus de) « ENTRE » 17% « ET 20% » des suffrages pour être présent au second tour, « CE QUI NE MANQUERA PAS D'ÉLIMINER NOMBRE DES CANDIDATS UMP ».

« COMMENT », Comment dans ces conditions s'étonner que les Français se détournent de l'exercice démocratique puisque tout est fait pour que seuls les grands partis et leurs alliés puissent disposer de représentation, excluant par là même toute une frange sans cesse croissante de la population alors que les politiciens « FRANÇAIS » se gargarisent de

démocratie à longueur de temps, allant même jusqu'à donner des leçons aux dirigeants de la planète entière.

Pourtant cette ultime magouille électorale pourrait bien se retourner contre eux dans de nombreux cantons, entraînant leur élimination dès le premier tour et nous permettant de faire élire des Conseillers généraux « DU FRONT NATIONAL » !

« IL EST VRAI QUE » Quelques naïfs pensent « ENCORE » que ne pas aller voter est « UN » acte de rébellion qui ennuie les élites en place. Rien n'est plus faux, qu'ils soient élus par 90% des citoyens ou par « 15% » (20%), cela leur « APPORTE » (importe) peu, pourvu qu'ils soient élus !

Le seul acte politiquement subversif, le seul vote utile, la seule action utile susceptible de secouer notre République bananière, c'est de voter Front National !

« LES AUTRES », Les autres votes sont inutiles. La preuve la plus évidente, c'est que dès que nous sommes susceptibles de l'emporter, ils se désistent ou se soutiennent mutuellement en appelant à un prétendu Front républicain, comme ce fut le cas en 2002 ou il y a un an et demi lors des municipales d'Henin Beaumont, ville de 26 000 habitants !

L'alternance entre socio-démocrate et libéro-conservateurs est illusoire car elle ne relève que d'une question de degré, certainement pas de nature alors que c'est à une rupture radicale d'orientation politique que le Front National aspire depuis près de 40 ans...

(La vassalisation de la France)

La France, autrefois si fière d'être (la) maîtresse de son destin a aussi abandonné son indépendance politique aux archontes de Bruxelles, son indépendance monétaire à la Banque centrale de Francfort, son indépendance budgétaire aux bourses de Londres et de New-York. « SON INDÉPENDANCE DE SÉCURITÉ POLITIQUE A L'IMMIGRATION. QUANT A MONSIEUR SARKOZY, GRAND AMI DE BEN ALI, LUI REFUSE L'ASILE EN FRANCE, CE QUI PROUVE QUE MONSIEUR SARKOZY EST UN BON AMI DANS LE SUCCES, UN MAUVAIS AMI DANS LA DÉFAITE. MONSIEUR... ON APPREND QUE LA VRAIE RAISON DE CETTE GESTE, C'EST LA CRAINTE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS DES MANIFESTATIONS DE TUNISIENS EN FRANCE. ET IL EST VRAI,

QU'ILS NOUS AIENT DIT QUE RIEN QU'A MARSEILLE, IL Y A 40000 TUNISIENS, S'AJOUTE A CELA LE PHÉNOMÈNE ABSOLUMENT INCROYABLE ET INACCEPTABLE DE LA DOUBLE NATIONALITÉ. QUI FAIT QUE TOUS LES CRIMINELS DONT ON PARLE DANS LE MONDE SONT FRANCO- QUELQUE CHOSE. FRANCO-PERUVIENS, FRANCO-ITALIENS, FRANCO-TURQUE ETC. ET QUE, PRES DE 8000 ALGÉRIENS ONT-EUX UN DROIT QUE NOUS N'AVONS PAS, PUISQU'ILS PEUVENT ÉLIRE A LA FOIS LE PRÉSIDENT DE L'ALGÉRIE ET LE PRÉSIDENT DE LA FRANCE » !

Mon entrée dans ma vie d'homme, juste avant celle dans la vie politique, je la fis en m'engageant en tant qu'officier parachutiste dans la Légion étrangère en Indochine. Car alors, la France rayonnait dans le monde entier grâce à notre Empire présent sur les 5 continents avec une superficie 20 fois supérieure à la France d'aujourd'hui. Grace à cette situation, notre pays bénéficiait d'une place de premier rang dans le concert mondial des Nations et pouvait diffuser sa culture à travers le globe. « ET » Sous de Gaulle, malgré un Empire abandonné, et avec quelle ignominie en Algérie, la France a su maintenir une place de premier rang puisqu'il lui restait tout de même l'essentiel: la fierté d'elle-même, une certaine image d'elle-même.

Aujourd'hui regardez ce que le renoncement érigé en ligne de conduite a fait de la France: elle a pleinement réintégré l'OTAN dont la justification initiale « ÉTAIT DE » faire face au bloc communiste « QUI » a disparu depuis 20 ans. Notre pays est devenu le valet d'un Empire américain lui-même agonisant « ET L'ALIGNEMENT DANS L'AFFAIRE TUNISIENNE DE MONSIEUR SARKOZY SUR L'ABOLITION (?) DE MONSIEUR OBAMA EN DILLON SUR LES LIENS QUI PUISSENT NOTRE POLITIQUE A CELLE DES ÉTATS-UNIS ». « NOTRE PAYS EST DEvenu LE VALET D'UN EMPIRE AMERICAIN LUI-MEME AGONISANT » économiquement et géopolitiquement. Nous prêtons main forte à l'occupation de l'Afghanistan, comme si le danger islamiste qui nous menace provenait des montagnes afghanes alors que nous ne sommes (même) pas capables de maintenir l'ordre dans nos banlieues devenues un véritable cheval de Troie de l'Islamisme. Nous donnons des leçons au Président ivoirien Gbagbo, suivant une fois de plus les volontés américaines, alors que le référendum sur la Constitution européenne qui a été rejeté, a tout de même été imposé « APRES PAR MONSIEUR SARKOZY » ! N'est-ce pas là une preuve de la tyrannie que d'aller contre l'expression la plus sacrée de la souveraineté nationale ?!

Le comble de l'ignominie en matière d'assujettissement au nouvel ordre mondial a été la guerre contre la Serbie où nos Armées et notre Diplomatie ont prêté main forte à la scission de notre fidèle amie, aux côtés de qui nous avons souffert lors des 2 guerres mondiales, pour créer à partir d'une région incontestablement serbe mais devenue albanaise et musulmane après des années d'immigration, un pays indépendant, ravagé par le crime et la corruption mais qui est devenu la base avancée de l'impérialisme ! (atlantiste) AMÉRICAIN ».

Tandis que s'effondrait le Communisme soviétique sous le poids de ses échecs, plus encore que « CELUI » de ses crimes, et la menace terrible qu'il faisait peser sur la Liberté et la Paix du monde, entraînant de ce fait l'effondrement électoral de sa filiale, le PC « DIT FRANÇAIS ».

Le Parti communiste, à mon arrivée dans la vie politique faisait plus de 25% des voix « ET DISPOSAIT DE 150 DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE ». (et) En 1986 « IL NE » faisait « PLUS QUE » jeu égal avec le Front National. « AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE », sa candidate (à la dernière présidentielle) n'a pas recueilli 2% des suffrages. « MAIS ÇA NE LES EMPECHE PAS DE PARADER AUJOURD'HUI PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, PARCE QU'ILS UTILISENT LES MOTIONS DES AUTRES POUR ESSAYER DE SE METTRE AU PREMIER PLAN. IL Y AVAIT LA MADAME BUFFET, MONSIEUR MÉLENCHON, ET QUELQUES AUTRES QUI FONT (?) DE MASSE FRANÇAISE, BAH ILS SONT OBLIGÉS D'UTILISER LES MASSES ETRANGERES POUR SE FAIRE VALOIR ».

Mais la menace « DU COMMUNISME » a été relayée par le développement du mondialisme, nouvelle utopie totalitaire de notre temps, destructrice des Nations et tremplin des grands intérêts anonymes et vagabonds.

Après l'effondrement de l'URSS, c'est au tour des Etats-Unis, devenus seule « ET » grande hyper puissance mondiale (durant) « DEPUIS » 20 ans, de voir aujourd'hui son influence s'affaiblir.

La Carte géopolitique du monde est en voie de bouleversement.

Les Grands pays démographiquement puissants comme la Chine, l'Inde, ou le Brésil, imposent au monde une concurrence sans limite puisque l'Europe, a contraint ses Nations subjuguées de supprimer leurs frontières.

L'œil de ce cyclone, est, comme il l'a été dans tous les derniers conflits, et le sera sans doute pour le prochain, le pétrole.

(L'immigration)

A la France de l'Après-guerre qui faisait des enfants en nombre, a succédé une France avec un taux de natalité qui ne permet pas sa continuation. Au lieu de répondre à cette question essentielle, les dirigeants politiques ont préféré avoir recours à l'immigration de peuplement avec une population à la natalité deux fois plus dynamique. La transformation ethnique de la population de notre pays est visible dans nos banlieues, personne ne peut le nier, mais aussi jusque dans les plus petits villages de France. Les conséquences de ce raz-de-marée sont évidentes sur le niveau d'enseignement de nos enfants, sur le sens civique, et sur l'unité de notre Nation. Avec l'importance de l'immigration devenue invasion, avec bien plus de 10 millions d'immigrés en 35 ans, la France unie où s'exerçaient les solidarités naturelles de la famille, du village, du métier, a laissé place au culte de l'individualisme face auquel se replient les hommes en communautés, composées souvent de binationaux dont (l'importance) « L'INFLUENCE » exacte est inconnue, mais luttant chacune pour obtenir des avantages particuliers et où se fait de plus en plus en tenue la conscience d'appartenance à une seule et même Nation, à devoir subir ou profiter d'un seul et même destin. Et au Front National, à l'instar de Paul Valéry, « nous autres civilisation savons que nous sommes mortelles » !

—

N'en déplaise aux thuriféraires de François Mitterrand : le nationalisme ce n'est pas la guerre, c'est la fierté de porter haut, pour soi et pour sa descendance, les valeurs de ses ancêtres qui ont sué et saigné pour nous les transmettre. On ne peut défendre les siens dans le magma d'une société individualiste et communautarisée qui entraîne nécessairement la guerre de tous contre tous! Si l'homme est bien un loup pour l'homme, « SI L'HOMME EST BIEN UN LOUP POUR L'HOMME », seule la Nation protège le faible du fort par des lois librement

consenties car émanant d'un corps social ressenti comme légitime ! Il ne peut y avoir de politique sociale sans cadre national.

Au-delà de la lâcheté des hommes politiques du système qui ont trahi leur mandat, leur mission, ne vous y trompez pas : cet effondrement a été voulu, et organisé soigneusement et avec quel succès malgré notre résistance à une globalisation uniformisatrice et contraire à la nature humaine.

Tout ceci a été voulu afin d'amplifier et mondialiser les profits certes, mais aussi sous le poids de la haine contre une Nation unique qui a toujours progressé en réussissant l'exploit d'allier le progrès matériel à l'esthétique. Durant des siècles, notre grande Nation a appliqué intuitivement, grâce aux génies qui en ont émané, l'idéal platonicien, du beau, du bien et du vrai.

Mais comment, « MAIS COMMENT » dans un corps si magnifiquement constitué et solide, ses ennemis auraient pu s'y faire une place démesurée, si ce n'est en le brisant, en le décomposant?

Ainsi, depuis la guerre de 39-45 et peut être même depuis la fin de la première guerre mondiale, la France n'a cessé de décliner. Quelques belles rémissions, notamment en matière économique, ont pu lui donner l'illusion de la grandeur.

Elle n'a pas décliné seule d'ailleurs. L'Occident, ou ce que j'appelle le monde boréal, l'a accompagné, miné de l'intérieur par une crise démographique qui contrastait avec l'explosion de la vitalité du Tiers-Monde et des ambitions que celle-ci sous-tendait.

La population mondiale (était) « EN EFFET EST » passée en un siècle et demi de 1 à 7 milliards, tandis que celle de l'Occident stagnait en vieillissant.

Au lieu de s'attaquer, comme nous le préconisons en vain, sous la pluie de critiques et d'insultes des gens en place, aux fondamentaux de la décadence, notre pays, pour ne parler que de lui, se gargarisait de billevesées et de balivernes, affirmant d'autant plus fort les Droits de l'Homme, qu'il abandonnait la force nécessaire pour « LES DÉFENDRE ET » les faire triompher.

L'idéologie mondialiste et son succédané européiste se glissait dans les bottes du communisme s'efforçant de « faire du passé table rase » en détruisant les structures politiques et morales du Vieux Monde : La Nation, l'Eglise chrétienne, la Famille, représentantes de ce qui était pourtant de simple bon sens, celui des réalités.

Soi-disant pour faire l'Europe, on défaisait les nations qui avaient fait sa force et son rayonnement. On disait au Peuple : « L'Union fait la force » mais on lui mentait parce que l'union des faiblesses n'a jamais fait la force.

En toute hypothèse, il eut fallu refaire la force de la Nation et celle du Peuple.

Au contraire, on supprimait les frontières, ouvrant notre territoire à une invasion migratoire et qui allait en 30 ans prendre des proportions inquiétantes, ne constituant pourtant évidemment que l'avant-garde d'une armée d'étrangers poussée par la misère du Monde. On livrait notre économie à la concurrence féroce des pays émergents.

L'Armée et la sécurité publique, première des libertés, étaient mises en cause de plus en plus gravement « CHAQUE ANNÉE » (d'année en année).

L'enseignement, la justice, l'emploi se dégradèrent sans qu'autre chose que des discours de matamores ne s'y opposent. Le niveau de vie, miné par le chômage de masse et les déficits vertigineux de nos finances publiques, sociales ou commerciales, s'abaissait.

Paradant sur les estrades mondialistes, indifférents au bruit des casseroles qui tintinnabulaient à leurs basques, les organisateurs d'événements qui les dépassaient, les politiciens français, forts du succès de leur escroquerie patriotique, devenaient la risée du monde. Les groupements sociaux les plus implantés dans l'histoire (du) « DE NOTRE » pays, les cheminots, les métallos, les mineurs, les dockers, se désagrégeaient en même temps que leurs syndicats.

Seul le Front National, malgré une pauvreté paralysante, faisait face, tête haute et mains propres, à la marée des décadences de tous genres.

Sous les quolibets, les injures, les provocations, « LES PERSÉCUTIONS » l'omerta médiatique, mais aussi les trahisons, le Front National a maintenu haut et fier le drapeau de l'indépendance française.

Ses électeurs ont été mis au ban de la société politique « ET QUELQUES FOIS SOCIALE ». Les lois électorales ont été modifiées pour réduire encore sa représentation alors qu'un scrutin antidémocratique privait plusieurs millions de Français de députés au Parlement, au fur et à mesure « COMME JE LE DIS » que le peuple se détournait des gouvernants, ceux-ci modifiaient les lois électorales (pour rester en place).

Malgré l'adversité, le Front National est là, plus fort que jamais, incarnant l'espoir du peuple français dans toutes ses couches, mais surtout « DANS » ses couches populaires, de voir reconstruire un pays libre et prospère, consacrant prioritairement ses forces à la sécurité et au bien-être des siens.

Aujourd'hui, la situation de notre Nation est comparable à celle du Bas-Empire « ROMAIN », avec des barbares dans nos murs qu'ont laissé entrer des élites criminelles à des fins de lucre et obsédées par la conservation de leurs privilèges.

Au-delà du cas de la France qui nous tient tant à cœur, je profite de mon dernier discours en tant que Président du Front National, pour appeler les peuples d'Europe à retrouver leur âme, « CELLE-CI », celle éprise de liberté, condition si précieuse qu'elle seule distingue l'homme de l'animal : le libre arbitre au-delà des contingences naturelles!

Je réitère aux peuples d'Europe et même au-delà, à tous les peuples du monde qui souffrent, atteints dans leur culture, dans leur langue, dans leur mode de vie, parfois dans leur chair, par les Partisans d'un Empire global dont le seul mot d'ordre est le profit immédiat: Patriotes de tous pays, unissez-vous! Pour assurer le bonheur de nos peuples, (soyez) « IL FAUT ETRE » courageux.

Aux sources de notre Civilisation, Périclès l'enseignait déjà : « il n'existe pas de bonheur sans liberté, ni de liberté sans courage ».

Quand, dans l'ascension (de la montagne) de la vie, on s'arrête pour souffler, avant d'aborder les dernières rampes, on se retourne pour voir le chemin parcouru. La perspective efface alors

les détails, rabote les collines, étire les cours d'eau, étale les plaines et l'on ne voit pratiquement plus les êtres qui peuplent l'espace et parmi eux même, ceux qui sont proches : la famille, les amis, les copains.

Le souvenir de nos compagnons, les brûlures de l'hostilité, les injustices, les diffamations, les condamnations, les déceptions, les trahisons « S'EFFACENT », s'estompent dans le flou des souvenirs. Foin des regrets et des remords, « le passé fut si beau en somme qu'il ne faut blâmer le destin ». Notre honneur a été celui des combattants, de ceux qui n'acceptent pas les mensonges, ni de l'esprit, ni du cœur.

Orphelin de guerre, pupille adopté par la Nation, j'ai toujours eu le sentiment que j'étais plus français et que cette parenté supplémentaire me créait des liens plus forts avec la France et partant des devoirs plus exigeants.

J'avais été élevé dans l'amour de mon pays auquel, déjà en 14-18, ma province la Bretagne avait sacrifié la vie de 250.000 soldats et marins et la jeunesse d'un million d'autres.

A la maison bien sûr où mon grand-père, Pierre (Le Pen), qui avait fait à 40 ans toute la guerre « de '14 » et m'en racontait des épisodes, mais aussi à l'école, qu'elle fut celle du vicaire ou celle de mon instituteur, borgne de guerre et socialiste « ET » qui, en s'accompagnant au violon, nous faisait chanter :

« Nous aimons la Patrie, étant tous bons français

A toi France chérie, la grandeur et la paix ».

La guerre en anéantissant nos flottes militaires et commerciales avait tué dans l'œuf mon ambition, et celle de mon père, d'être un jour officier de marine.

C'est donc dans l'action civile, sociale, militaire et politique que je pouvais accomplir mon destin modeste de serviteur de la Patrie.

Nous ne sommes de droite que par droiture, que par amour de la Patrie, bien sûr, mais aussi de la vérité, nous efforçant d'être fidèles à la règle des chevaliers : Dur aux forts, doux aux faibles.

Sans doute, au cours de ces années, certains d'entre vous m'ont-ils trouvé trop sévère, trop dur. Mais le chef responsable n'a pas le droit d'avoir les mains molles même si, « MAIS LE CHEF RESPONSABLE N'A PAS LE DROIT D'AVOIR LES MAINS MOLLES MEME SI » son cœur peut l'incliner parfois à l'indulgence ou à la tendresse.

Le fil conducteur de ma vie a été, à travers l'amour de la France, la profonde compassion pour ceux qui souffraient et même qui mouraient pour elle. Je suis né à cette sensibilité particulière devant le cadavre de mon père, rejeté par la mer sur une plage, où j'avais avec ma mère du le reconnaître, à un tatouage qu'il portait au bras. J'ai souffert de tous les morts de la guerre : combattants, déportés, civils tués dans les bombardements, mais aussi après la libération (les) « DES » excès meurtriers de celle-ci.

En Indochine, les 90% de prisonniers de Dien Bien Phu, morts de misère et de mauvais traitements, le disputaient dans mon cœur, aux milliers de catholiques du Tonkin s'accrochant à la peinture de nos bateaux et que nous abandonnions, déjà.

Et puis, ce fut l'Algérie. J'étais le Président de l'UDJF, l'Union des Jeunes du Mouvement Pujade. Nous étions 6 au Bureau Politique. Tous en Algérie, trois, Olivier Evrard, Jacques Martin, Bernard Lemonnier ont été tués, comme sous-lieutenants, deux grièvement blessés dont le parachutiste Alain Jamet, 6 décorés.

Mon Colonel Jean Pierre tué au feu, les 80 morts de la rue d'Isly mitraillés par des balles françaises, mes camarades légionnaires fusillés.

Quand mon ardeur ou mon espoir faiblissait, le camarade venait me tirer par la main, pour aller saluer nos militants tués ou blessés en service d'ordre ou d'affichage, le cadavre déchiqueté par une bombe piégée du Professeur François Duprat et puis les paras ensevelis dans les ruines du Drakkar au Liban ou encore les deux jeunes gens assassinés « IL Y A QUELQUES JOURS » par les islamistes d'Al-Qaïda, seulement parce qu'ils étaient Français.

C'est Jeanne d'Arc qui exprime cette pensée sublime « Chaque fois qu'a coulé le sang français, j'ai senti mes cheveux se dresser sur ma tête ».

Parce que j'ai eu la chance d'être un orphelin qui a connu pendant la guerre, la faim, le froid, la peur.

Parce qu'il m'est arrivé un soir de Noël de rentrer à pied du Quartier Latin à la Villa Poirrier dans le 15^{ème}, faute d'un ticket de métro.

Ayant travaillé dur manuellement comme mineur « DE FOND », (ou) comme marin-pêcheur, me souvenant de ma mère penchée sur sa machine à coudre pour ajouter quatre sous à sa maigre pension de veuve de guerre, je sais ce que sont la pauvreté, la gêne et même si ma vie a changé, je n'ai jamais oublié ceux qui étaient dans la misère ou dans l'adversité.

Et c'est pour eux d'abord et pour éviter que notre peuple ne soit un jour dans la misère ou en servitude que je n'ai jamais cessé de me battre et d'espérer.

C'est avec vous que j'ai pu le faire et je sais que la présence du Front National dans la vie politique est un réconfort et une espérance pour des millions de nos compatriotes. S'ils le veulent, il est encore temps, avant qu'il ne soit trop tard, de nous rejoindre, « DE » s'engager pour la bataille décisive qui ouvrira pour la France, une ère nouvelle, avec vous, avec nous.

Vive la France !

Vive le Front National !

Příloha V

« MERCI MONSIEUR LE PRÉSIDENT. DONC » Le 25 mai dernier le réveil des peuples européens à commencer à sortir le vieux continent de sa torpeur.

Nombre de nations, en particulier la France, que je représente dans cette assemblée, ont choisi d'envoyer un message très clair... "eh oui, ne vous en déplaise mes chers compatriotes !

« ON » (Ils ont) choisi d'envoyer un message très clair: **Non à l'Europe de Bruxelles ! - Non à la confiscation de la démocratie ! - Non à l'imbécilité des politiques récessives ! - Non au déclassé ! - Non à l'immigration massive organisée ! - Non à la dilution de nos identités ! - OUI A NOS NATIONS !**

L'Union Européenne est devenu un projet fou, un projet mortel, dont progressivement les peuples se détournent.

Mais aussitôt les urnes dépouillées, les représentants, d'une classe politique d'un autre âge, arqueboutés sur la défense de leurs privilèges, obsédés par le maintien du système qu'ils défendent, prêts à toutes les compromissions... merci de nous en avoir donné encore aujourd'hui la preuve pour défendre les intérêts qui ne sont pas ceux de nos peuples ... affolés sans doute par nos résultats des élections, on les comprend, on choisit de tourner le dos au message démocratiquement lancé au printemps.

Les conservateurs et les socialistes, je ne parle pas des libéraux, (ce) sont les mercenaires - Une fois encore, selon leurs vieilles et détestables habitudes se sont immédiatement répartis les postes, niant tout du désir de changement et d'intégrité exprimé dans les urnes.

Entre le PPE et le PSE, entre l'UMP et le PS, pour parler des partis (politiques) Français, c'est l'habituel partage du gâteau : "**A toi le parlement, à moi la commission**" - "**Je ferai voter pour toi ici, tu feras voter pour moi là-bas**".

Et ne nous faites pas croire que les peuples européens auraient, lors des élections européennes, choisi Jean-Claude Juncker plutôt que Martin Schulz à la tête de la Commission (Européenne) ou l'inverse d'ailleurs !? L'un comme l'autre sont dans les pays de l'Union Européenne de parfaits inconnus qui ne représentent rien ! Et n'incarnent rien !

« CHER » (Monsieur) Juncker, vous êtes arrivés à la tête d'une institution à laquelle les patriotes en France, mais également dans beaucoup d'autres pays de l'Union Européenne, refusent toute légitimité. Vous n'êtes pas l'élu du peuple ! Vous n'avez en aucune manière été choisi par le peuple Français, ni par aucun autre d'ailleurs !

Vous n'êtes donc en rien fondé à vouloir prétendre diriger la vie de nos concitoyens. Votre pouvoir immense et illégitime, vous le tiendrez de traités imposés aux peuples malgré leur

vote, et de lobbys financiers et commerciaux qui font le siège de votre institution pour la corrompre chaque jour d'avantage.

Vous représentez donc dès cet instant l'archétype du déni de démocratie. Monsieur Juncker, je me souviens d'une de vos déclarations en décembre 1999 dans un célèbre journal allemand.

Vous déclariez *"Nous prenons les décisions, nous les mettons en pratique, et nous attendons quelques temps pour voir ce qui se passe ! S'il n'y a pas de hurlements et pas de révoltes, la majorité ne comprenant pas ce qui a été décidé, nous continuons au fur et à mesure jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de retour possible! "*

Quel aveu et quel cynisme ! Vous remplacez Monsieur Barroso, mais (Monsieur) Martin Schulz aurait pu prendre votre place, peu importe ! Ce sont de toute manière les mêmes orientations qui guideront l'action délétère de la Commission (Européenne).

C'est l'obsession de la fin de la nation. Une dangereuse utopie fédéraliste qui continuera de dominer. C'est la promesse pour les peuples d'Europe, et en particulier pour le mien, **"le Grand Peuple Français"**, de moins de démocratie, de plus de misère, d'inégalité (,) « ET » de dilution de notre identité nationale.

Vous contribuerez après Monsieur Barroso aux malheurs des peuples d'Europe - Vous avez d'ailleurs été mis à ce poste pour cela !

Vous dirigiez un paradis fiscal ! Vous voici désormais gardiens des enfers européistes !
"Félicitations Monsieur Juncker, belle promotion"

Mais votre utopie fédéraliste, votre obsession de la fin des nations, nous la combattons Monsieur. Nous la combattons ici et dans nos pays respectifs. Nous la combattons avec d'autant plus d'énergie que nous mesurons chaque jour les progrès que nous réalisons dans nos nations.

En France et dans d'autres pays aussi les patriotes sont désormais les plus nombreux. Ils sont encouragés par le résultat aux élections, scrutins après scrutins, et n'attendent plus qu'une chose : Pouvoir envoyer votre "Commission" et toute cette "technostructure européenne" aux oubliettes de l'histoire.

En attendant, nous voterons contre vous ! Sachez que nous serons, nous élus patriotes, les plus scrupuleux observateurs de vos méfaits que nous dénoncerons auprès des peuples. J'avertirai sans relâche le peuple Français des projets néfastes construits à Bruxelles. Vous êtes observé par les peuples, Monsieur Juncker, vous êtes sous surveillance. Comme tous ceux qui, comme vous, représentez un système en déroute, vous n'avez pas voulu admettre le résultat des urnes, mais nous serons là avec tous les patriotes d'Europe pour vous le rappeler sans cesse !

Příloha VI

Monsieur le Président,

Vous voici investi pour 6 mois dans la fonction tournante et éphémère de Président de l'Union Européenne. A l'opposé de la majorité des électeurs français, vous vous êtes révélé comme un européiste zélé, allant même jusqu'à oser représenter sous la forme à peine différente du Traité de Lisbonne, la Constitution qu'avec les hollandais, les français avaient rejetée en 2005. Las, votre projet vient d'achopper sur la volonté du peuple irlandais. Le Traité de Lisbonne est donc caduc, malgré toutes les manœuvres qui chercheraient à imposer aux peuples européens, la volonté de la camarilla euro-mondialiste dirigeante.

Jeune député, j'avais voté en 57 contre le Traité de Rome, première étape d'un processus qui devait conduire selon ses promoteurs : Monnet et Coudenhove-Kalergi entre autres, aux Etats-Unis d'Europe.

Cette Tour de Babel ne pouvant être construite que sur les décombres des nations, et d'abord de ma patrie la France, j'en fus depuis l'adversaire résolu.

On nous dit que la mondialisation entraîne partout des changements fondamentaux auxquels nous devons nous soumettre. Mais à la vérité, dans le monde, les nations se renforcent, appuyées sur des patriotismes fervents, sauf « SAUF » dans un seul espace, l'Europe, où nations et patries sont bradées, démantelées, démoralisées au profit d'un projet sans puissance, sans identité, tandis que les vagues migratoires étrangères l'envahissent progressivement et que l'ouverture de nos frontières économiques, « ET QUE L'OUVERTURE DE NOS FRONTIERES ÉCONOMIQUES » la livre à la concurrence effrénée du reste du monde.

Aucune des promesses faites pour que les européens acceptent la perte de leur indépendance, de leur souveraineté, de leur identité, de leur culture n'a été tenue : ni la croissance, ni le plein emploi, ni la prospérité, ni la sécurité.

Et c'est l'angoisse qui prévaut à l'orée de la crise systémique qui s'annonce : crise énergétique, alimentaire, financière.

D'ici là, il est vrai le manège médiatique continuera de tourner ; hier, l'euro de football, le tennis à Roland Garros, demain les JO de Pékin et aujourd'hui la saga miraculeuse d'une icône : Ingrid qui rit, qui pleure, qui prie, qui va et vient à votre bras fraternel.

Dans votre désir, « DANS VOTRE DÉSIR » d'être le Libertador, vous vous êtes fourvoyé dans la voie de la négociation avec les terroristes des FARC, mais ce n'est ni vous, ni Monsieur Chavez qui ont libéré la sénatrice colombienne Madame Betancourt, c'est le président Uribe, qui avec ténacité, contre la mobilisation générale du progressisme mondial, a

remporté une victoire décisive sur le terrorisme criminel.

Vous avez multiplié les démarches stériles et vous avez même été jusqu'à inviter les terroristes des Farc communistes repentis à venir bénéficier de l'asile en France, mais pour les protéger de qui ? du démocrate Uribe ! Au point où vous en êtes, pourquoi pas les talibans, le Hezbollah? les tigres Tamouls?

Vous êtes comme l'amphisbène, cher à Césaire.

N'en doutez pas Monsieur Le Président, tout votre talent de metteur en scène médiatique ne suffira pas à conjurer les périls qui s'annoncent imminents et que vous devrez affronter avant la fin de l'année.

Votre Europe est un vaisseau qui part à la dérive battu des vents et des flots. Seule région du monde à avoir délibérément démantelé ses structures politiques et morales.

Sans frontières, progressivement envahie par une immigration de masse qui n'est qu'à ses débuts, ruinée économiquement par l'ultralibéralisme, socialement appauvrie, démographiquement affaiblie, sans esprit et sans forces de défense. Elle est vouée au mieux au protectorat américain, au pis à la servitude de la dhimmitude.

Il n'est que temps d'abandonner l'illusion mortelle du fédéralisme et de construire une Europe des nations, unie dans des alliances concrètes, plus modestes sans doute, mais plus efficaces. Les deux échecs de la Constitution et du Traité doivent servir d'avertissement. Les peuples d'Europe ne veulent pas de ces projets. Ils ne se les laisseront pas imposer car ils ne veulent pas mourir.

Příloha VII

Mes chers amis, « BONJOUR »,

L'engagement politique dont vous témoignez par votre présence amicale et enthousiaste à cette université d'été nous apparaît comme une démarche admirable, enrichissante pour tous, dont je tenais à vous remercier sincèrement du fond du cœur.

Mieux que quiconque, vous le savez, le combat que nous menons et que mène le Front national depuis trente-cinq ans est un combat décisif, un combat pour la liberté et la Nation. C'est d'ailleurs le même combat, parce que combattre pour la nation c'est combattre pour les libertés, pour nos libertés.

Les deux grands totalitarismes qui ont ensanglanté le 20e siècle ont laissé la place à deux autres totalitarismes, l'islamisme et le mondialisme, dont l'hégémonie est aujourd'hui planétaire. Nous étions entrés dans le 20e siècle avec l'attentat de Sarajevo et la Révolution d'octobre. Nous en sommes sortis avec la chute du mur de Berlin et les attentats du 11 septembre.

Nous voici donc aux prises comme les générations qui nous ont précédées, avec des menaces qui mettent en jeu au-delà de notre confort de vie, la paix du monde et même la pérennité de notre nation.

A l'inverse des autres formations politiques, j'allais dire politiciennes, le combat que nous menons et que nous allons mener, n'est pas seulement un combat politique. C'est plus que cela. C'est un combat pour nos valeurs dans le cadre d'une féroce compétition entre civilisations.

Le Front national, « SOUVENEZ-VOUS », a été la première organisation à analyser le mondialisme. C'était (à) la fin des années 80. (Rappelez-vous) « JE PENSE QUE CERTAINS PARMIS VOUS SE SOUVIENNENT »: nous expliquions par des affiches et des slogans imagés à nos compatriotes souvent incrédules : « Mondialisation : les immigrés entrent, les emplois sortent ! »

Ce qui n'était à l'époque qu'un avertissement solennel fondé sur des constatations visuelles est devenu une cruelle réalité quotidienne pour des millions de Français de plus en plus déclassés.

Une fois de plus, nous sommes les premiers à avoir décelé le poison mortel dont le mondialisme est porteur.

Le mondialisme ce n'est rien d'autre que la dérive totalitaire du libéralisme.

Il réconcilie « D'AILLEURS » les internationalistes de gauche et les affairistes

transnationaux sur le dos des nations, des peuples, des hommes et des travailleurs du monde entier.

Et parce qu'un économisme s'est substitué à un autre, comme le rappelle Guillebaud, le mondialisme professe aujourd'hui les mêmes inepties que hier le communisme.

(Or,) ces croyances, au nombre de six, auxquelles on voudrait nous faire croire, ont tendance à encadrer littéralement la pensée intellectuelle moderne, du moins celle qui est véhiculée par les « élites » et les médias.

Le mondialisme serait à la fois, le moteur et le sens de l'histoire, à la fois une science et une vérité théologique, il serait une promesse révolutionnaire et la garantie d'un monde paradisiaque à venir.

(1) « LA PREMIERE DE CES CROYANCE, C'EST QUE » le mondialisme, c'est le triomphe de l'économie comme moteur de l'histoire

Le mondialisme professe la croyance réductrice dans la prééminence de l'économie sur le politique : les libéraux croient à la logique des marchés comme les communistes croyaient que « les infrastructures commandaient aux superstructures ». Pour les uns et les autres, tout doit donc s'analyser ou se résoudre à travers le prisme économique : la crise dans les banlieues ? C'est un problème social ! Pour le résoudre, il suffit de signer un chèque... ou, nous disait l'ancien trotskiste lambertiste Harlem Désir, « de réparer la cage d'ascenseur ».

2) « DEUXIEME, DEUXIEME CROYANCE », le mondialisme, c'est une science

Le mondialisme se présente comme une science : le libéralisme, comme avant lui le marxisme, serait une évidence scientifique qui congédie toute velléité d'intervention humaine. Ses principes et ses mécanismes se démontrent scientifiquement. Son triomphe est mécanique, inéluctable puisque qu'on peut le démontrer comme une équation. Comme le communisme, dont on sait ce qu'il advint, son avènement relève d'un prétendu sens de l'histoire. « HIER ENCORE, J'AVAIS UN JOURNALISTE ... QUI ME DISAIT : 'MAIS MADAME LE PEN, NE TROUVEZ-VOUS PAS QUE LA NATION, C'EST ... , LA MONDIALISATION, C'EST LE SENS DE L'HISTOIRE. ET D'AILLEURS » Celui qui conteste cette évidence est soit un ignare soit quelqu'un de mauvaise foi. Même des esprits dissidents finissent par concéder que « la mondialisation ne se discute pas, que c'est un fait » oubliant que l'ordre naturel conduit l'homme à se reconnaître dans des communautés charnelles davantage que dans des constructions idéologiques.

3) « TROISIEME CROYANCE QUE » (le) mondialisme, (c'est) une religion

Le mondialisme, comme avant lui le communisme, se présente comme une vérité théologique qui a la force du sacré. Il fait parler ses évangélistes, une élite qui conduit le pauvre peuple

ignare vers la lumière. Cette nature suprahumaine de l'idéologie mondialiste prohibe toute objection. Et comme toute vérité immanente, le mondialisme est porté par une avant-garde éclairée. Cette nouvelle religion laïque et matérialiste a ses conciles (Davos, G7), son clergé local (le MEDEF) et ses curés de paroisse (chefs d'entreprise ou journalistes économiques boboïsés). Remettre en cause, « REMETTRE EN CAUSE » le dogme c'est se rendre « ÉVIDEMMENT » coupable d'obscurantisme. Contester cette fétichisation économiste, c'est se ranger parmi les hérétiques qu'il faut « IMMÉDIATEMENT » brûler en place publique. Quand une croyance s'érige en savoir, « MES CHERS AMIS », la dictature n'est jamais loin.

4) « QUATRIEMEMENT » Le mondialisme, c'est le chemin de la Terre Promise

Le mondialisme c'est une promesse jamais satisfaite : comme le communisme hier, le mondialiste promet un avenir radieux. Ce sera demain, quand les individus seront délivrés de l'Etat, alors la terre deviendra un paradis. Le mondialisme reporte en permanence l'arrivée deS bienfaits concrets : comme le communisme dont on ne pouvait au bout de 70 ans d'horreur toujours pas mesurer les bienfaits, le mondialisme repousse à toujours à demain la vérification de ses effets bénéfiques. Cela fait vingt ans que nous sommes en phase d'adaptation à la mondialisation et, nos efforts, vont bientôt payer... Car pour mériter le paradis mondialiste, il faut accepter d'inévitables efforts.

5) « CINQUIEMEMENT » Le mondialisme, c'est la Vérité

Parce qu'il est la Vérité, qui ne se discute pas, le mondialisme se montre indifférent à l'égard des faits : le mondialiste, comme avant lui le communiste, est insensible aux démentis du réel. Il explique que les dysfonctionnements du système trouvent « SA » (leur) cause dans une application insuffisante de ses propres principes. Rappelez-vous, « les démocraties populaires échouaient parce qu'elles n'étaient pas assez socialistes ! » ; les libéraux vous expliquent que la crise économique ou les délocalisations sont dues à l'insuffisance de la dérégulation ; les européistes vous expliquent que l'Europe - d'essence mondialiste - ne fonctionne pas parce qu'il n'y a pas assez d'Europe. « C'EST » Toujours la même chanson !

6) « ENFIN LA DERNIERE CROYANCE », Le mondialisme, c'est la Révolution

Le mondialisme postule une adhésion à la révolution qui ferait du passé table rase : le mondialisme comme avant lui le communisme veut créer l'homme nouveau, celui qui n'a plus besoin d'Etat, celui qui s'est affranchi de toutes attaches identitaires, nationales, familiales, un individu désaffilié, libre de toute allégeance qui ne reconnaît aucune frontière, aucun acquis social, aucune appartenance culturelle, aucune contrainte. Il est libre d'assouvir son désir entretenu de consommation.

L' « homo economicus », l'homme nouveau de l'ère mondialiste est (une) « CETTE » créature robotisée, lobotomisée issue d'une idéologie libérale libertaire, l'enfant illégitime d'Alain Madelin et de Cohn-Bendit, un petit monstre suintant d'égoïsme et d'égoïsme. « ALORS », Engagée sous l'impulsion de l'Amérique, cette fille dévoyée de l'Europe, la course folle à la dérégulation généralisée conduit les peuples sur la Route de la servitude, pour reprendre, en la retournant, l'expression du très libéral Hayek.

D'ailleurs, le financier Georges Soros lui-même a reconnu explicitement son pessimisme sur l'évolution de nos sociétés : « l'intégrisme des marchés, a-t-il déclaré à Libération du 7 octobre 1998, menace aujourd'hui davantage la démocratie que n'importe quel totalitarisme. » Derrière la globalisation, sous l'impulsion des libéraux, c'est le fantôme de l'internationalisme marxiste qui refait surface : même haine de la nation qui est le lieu des compromis sociaux ; même haine des structures intermédiaires (famille, institutions...) dont l'existence même contrarie la fluidité des échanges. Le rêve du village mondial se concrétise. Celui-ci se conçoit comme une ville américaine avec ses quartiers spécialisés : quartiers d'affaires, zones industrielles, zones de loisirs, espaces résidentiels.

« AINSI », L'Asie devient le quartier industriel, les pays anglo-saxons le siège de l'activité financière, l'Afrique la réserve de main d'œuvre importables et, avec un épouvantable cynisme, la variable d'ajustement de la population mondiale, « ET ... DU CHOMAGE ».

Dans ce schéma, « MES CHERS AMIS », la France a vocation à n'être qu'un bronze-fesses pour touristes et retraités. On y installe Disneyland à côté de sites historiques parisiens, et des maisons de retraites à proximité des casinos sur la Côte d'Azur.

Dans le nouvel Empire, les perspectives professionnelles pour nos enfants ce sera d'être femme de ménage, guide de musées ou pousseur de chaises roulantes. « ... »

La logique mondialiste est cruelle : les états doivent disparaître, les continents sont virtualisés.

La France n'est plus un pays mais un espace, l'Europe n'est plus un lieu, c'est une idée.

Mais, la mondialisation ce sont les mondialistes « ... » qui en parlent le mieux, au premiers rang desquels Jacques Attali, prophète « MÉGALO » (dérisoire) de la Mitterrandie, « MAIS » (et) inspirateur officiel « ... » du nouveau pouvoir élyséen. Dans sa « brève histoire de l'avenir », « ..., 2005 », Jacques Attali résume l'histoire du monde à l'épopée de l' « ordre marchand », celui qui selon ses propres termes « parle le langage universel de la monnaie ». Cet ordre marchand dont il constate avec délectation le triomphe, entrainera (l'émergence) « ET » je « LE » cite (d'un) « hyper-empire où des hyper-nomades dirigeront un empire hors-sol ».

Il nous (le) dit, « D'AILLEURS » p. 17 : « chacun ne sera plus loyal qu'à lui-même, les lois seront remplacées par des contrats, la justice par l'arbitrage, « ÇA ME ... QUELQUE CHOSE, L'ARBITRAGE », affaire Tapie, la police par des mercenaires « CE QU'IL FAUT ÉVIDEMMENT » (à) rapprocher de l'entreprise de mercenariat américaine Blackwater » « QUI S'EST ILLUSTRÉ EN AFGHANISTAN ».

Et, de fait, Attali nous décrit ce qui se met actuellement en place : l'avènement de l'homme nomade né des grandes migrations qui dominera le sédentaire étriqué, la domination d'une « hyper-classe » transnationale, la recherche de l'équité qui prévaudra sur la notion d'égalité, le règne de l'éphémère, du jetable, du court terme, la consécration de valeurs malléables, customisées au bon vouloir des individus, l'ère du zapping généralisé.

Ce processus programmé de déconstruction des nations - dont certaines ont plus de mille ans, dont la nôtre -, conduira au retour des cités-états. L'absence de morale d'Etat mènera des parts entières de territoires à tomber aux mains de maffias ou de non-états terroristes, c'est déjà le cas avec les zones tribales au Pakistan, « MAIS AUSSI AVEC DES » ports pirates en Somalie, « ET PUIS » (ou) plus proches de nous avec certaines zones de non-droit « QUE JE NE CITERAI PAS »... « LA PRÉ » La prééminence des consommateurs sur les travailleurs finira de s'imposer.

« L'hyper-empire demeura partiellement américain » (nous) dit « -IL » (Attali), et (il) poursuit : « ses objets de consommation seront encore très largement la prolongation d'objet nomades, « ENTENDEZ », téléphones, baladeurs..., tout comme le seront sa culture, « ENTENDEZ » métissée, son mode de vie, « ENTENDEZ » précaire, ses valeurs, « ENTENDEZ » individualistes, son idéal, « ÉVIDEMENT » narcissique...

« Des compagnies privées de sécurité, de police, de renseignement concurrenceront les polices nationales, dans la surveillance des mouvements et des données, pour le compte de compagnies d'assurance et d'entreprises...

« ALORS » En écho au débat actuel sur le flicage généralisé Edvige, et à la société de l'hyper-surveillance, Attali poursuit « Chacun devra accepter d'être surveillé. »

Il conclut « ENFIN » : « le capitalisme ira jusqu'à son terme : il détruira tout ce qui n'est pas lui. Il transformera le monde en un immense marché, au destin déconnecté de celui des nations et dégagé des exigences et servitudes d'un « cœur »... Il parachèvera ce qu'a commencé le marché depuis ses origines : faire de chaque minute de « VOTRE » (la) vie une occasion de produire, d'échanger ou de consommer de la valeur marchande. » Sic. « MAIS ÉCOUTEZ, L'ACTUALITÉ DE DEUX DERNIERS JOURS NOUS EN DONNAIT

QUELQUES EXEMPLES, MAIS C'EST TOUS LES JOURS QUE NOUS EN AVONS DES EXEMPLES. REGARDEZ GOUVERNEMENT, ON SAIT PAS ENCORE COMMENT VA FONCTIONNER LE RSA, MAIS IL SAIT DÉJÀ COMBIEN DE – ELLE A ... C'EST FONDAMENTAL, C'EST BIEN ENTENDU. ... LES DEBATS QUI SONT LANCÉS A L'OCCASION DE L'ARRIVÉE DU PAPE, VOYAGE DU PAPE EST UN ÉVÉNEMENT POLITIQUE ET SPIRITUEL ... ET ON A VU HIER COMBIEN ÇA COÛTE ... OUI MAIS BIEN COMBIEN ÇA COÛTE ? ET CE SUJET FONDAMENTAL ».

Cette vision américano-centrée n'est pas la nôtre. Car dans la société rêvée par M. Attali, dans la société du jetable, l'homme est jetable, et le monde lui-même est jetable.

L'homme est jetable ! On le constate chaque jour avec les licenciements boursiers qui voient les salariés d'entreprises bénéficiaires être sacrifiés sur l'autel de la bourse pour satisfaire des logiques de profits immédiats par des actionnaires prédateurs, versatiles et déloyaux.

Les faits sont là. Les capitalistes ont lancé la lutte des classes et l'ont gagné : ils se croient le droit d'exploiter sans vergogne, sans règles et même sans morale. Il faut le comprendre. Le mondialisme n'est pas une idéologie de la liberté mais une idéologie de conquête et de soumission.

L'homme est jetable parce que dans cette société où le « je » l'emporte sur le « nous », la solidarité n'a plus sa place. La société mondialisée c'est une juxtaposition de solitudes individuelles et de drames humains souvent silencieux.

Plus largement, le projet mondialiste emporte la destruction des écosystèmes humains que constituent les nations dans les pays occidentaux. Dans les sociétés traditionnelles du tiers-monde notamment en Afrique, il dévaste les réseaux de solidarités tribales ou les structures familiales, provoquant la migration des populations vers les mégalo-pôles du tiers-monde puis vers l'Europe assiégée.

Dans ce monde marchand où l'expression « gagnant-gagnant » qu'affectionne particulièrement Nicolas Sarkozy, et avant lui Ségolène Royal, a remplacé la « POURTANT » plus saine et plus généreuse formule « donnant-donnant », le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres : nos pays subissent une baisse inexorable du niveau de vie ; dans le même temps, les pays pauvres vivent les soubresauts des émeutes de la faim. Chacun de nos pays attend dans le couloir de la mort.

Mais je vous le disais, dans ce système, il n'y pas que l'homme qui est jetable, (mais) le monde aussi est jetable.

Car si le mondialisme a programmé la destruction des écosystèmes humains, il prépare également les conditions de l'épuisement de la planète au nom d'un anthropocentrisme suicidaire.

La planète est un don de Dieu.

Elle ne peut offrir que ce qu'elle est en mesure de produire. Or, comment « POUVEZ-VOUS » (peut-on) croire, « COMMENT LE MONDE PEUT-IL CROIRE » que 9 milliards d'hommes peuvent vivre, produire, consommer, polluer comme des américains.

(Or,) c'est pourtant ce que postule l'idéologie mondialiste qui contrevient à tous les principes écologiques bien compris : être écologique c'est produire à proximité et recycler sur place. C'est « EXACTEMENT » le contraire qui se met en place où l'on fabrique à un bout de la planète, on consomme à 20.000 kilomètres de là et on recycle les déchets produits 10.000 kilomètres plus loin.

Dans le même temps pour donner le change, nos états « QUI SONT » totalement schizophrènes matraquent nos concitoyens de discours moralisateurs et mettent en place « LA » (une) fiscalité verte.

« MAIS, ... ÉCOUTEZ » (Or,) à quoi sert-il d'obliger les Français à chercher le pain en vélo si le vélo est produit en chine, le blé vient des Etats-Unis et que le champ derrière la boulangerie est laissé en jachère sur décision administrative de l'Union européenne ?

Le système « MES CHERS AMIS » a atteint un tel degré de perversité que dans nos économies modernes, le principal moteur de la croissance c'est précisément la consommation. Cette logique, par nature anti-écologique, est pourtant soutenue et encouragée par une coûteuse politique de la demande.

Ce mythe de la croissance infinie, le modèle économique fondé sur la spécialisation de tâches à l'échelle mondiale qui fait exploser les transports mondiaux, comme l'illusion du bonheur consumériste, ne vont pas seulement épuiser la planète mais risque de la tuer. Lorsque chaque foyer chinois aura deux voitures, les bobos parisiens pourront partir sur la Côte d'Azur en vélib, cela ne changera plus grand-chose. « ... IL EST D'AILLEURS UN » Paradoxe de l'histoire « HUMAINE PUISQU' » (:) au moment où les Chinois abandonnent le vélo pour la voiture, nous abandonnons la voiture pour le vélo.

« MAIS » Au Front national « MES CHERS AMIS », nous soutenons une vision du monde et de l'homme « QUI EST » diamétralement opposée « A CELA ».

Face à ce néo-totalitarisme marchand d'où émergent une profonde décroyance et une société anomique sans valeurs communes, nous opposons une conception du monde respectueuse de l'ordre naturel, des peuples et de l'homme.

Nous refusons tout d'abord de confondre bonheur et plaisir.

Nous refusons de croire que l'épanouissement individuel se mesure à la capacité de consommer et trouve ses fondements dans un hédonisme malsain.

Nous devons à l'héritage chrétien de l'Europe notre conception de l'homme qui lui reconnaît, avec le caractère sacré de la vie, une existence comme être unique, doté de raison et capable de choix personnels.

L'Afrique traditionnelle qui ne connaît que le clan ou l'islam qui se réfère à l'Umma, c'est-à-dire la communauté des croyants, ignorait, jusqu'à l'apport de la colonisation, cette reconnaissance particulière de l'individu. Cette conception de l'homme que l'Europe a porté et exporté lui est propre ; et parce qu'elle est la base à la civilisation européenne, elle justifierait « ÉVIDEMENT » à elle seule que soit mentionnée dans les textes fondateurs de l'organisation continentale la référence aux « racines chrétiennes de l'Europe ».

Dans nos pays, « DANS NOS PAYS » les Lumières ont fourni une version sécularisée de cette conception de l'homme et le marxisme une dérive pitoyablement matérialiste et monstrueusement criminelle.

Or, cette souveraineté de la personne dans laquelle nous nous reconnaissons a été poussée dans nos sociétés dévoyées par le mercantilisme américain jusqu'à se transformer en une tyrannie de l'individualisme.

Les mondialistes surfent sur cette religion du vide qui fait de l'acte de consommation le but ultime de la vie et des producteurs et des consommateurs des êtres « TOTALEMENT » interchangeables... En réalité, tout incite à l'émiettement individualiste tant qu'est encouragé l'uniformisation des modes de consommation.

« La société des individus », pour reprendre la formule de Norbert Elias, pousse chacun à l'affirmation de sa petite identité souveraine. Elle congédie les identités collectives au premier rang desquelles, « TOUT A FAIT ÉVIDEMENT » les identités nationales.

« Chacun sa route, chacun son chemin » « VOUS VOUS SOUVENEZ CE QUI PASSAIT SUR » (chantonnaient) les radios il y a (déjà 10 ans) « UNE DIZAINE D'ANNÉES ».

(Or,) « MES CHERS AMIS » derrière cette glorification de l'individu-roi transparait (aisément) « FACILEMENT » une conception peu respectueuse des personnes « QUI SONT » reléguées au rang d'instrument aux services des marchés. Cet individualisme se paye par une désocialisation c'est-à-dire un isolement personnel « QUI EST » propice « IL FAUT LE DIRE » à tous les asservissements. Même l'ouvrier français n'a plus (de) « LE » sentiment (d'appartenance) « D'APPARTENIR » à une classe, sentiment qui le rassurait et le rattachait à une communauté charnelle. Tu seras un esclave, mon fils !

Dans cette société atomisée en petits destins individuels, tout affectio societatis, c'est-à-dire toute volonté de construire en commun, a disparu. (Le taux de) « ET D'AILLEURS LE » remplissage de nos prisons en est « PROBABLEMENT » la meilleure illustration.

Déstabilisées depuis 30 ans par des apports de populations inassimilables, nos sociétés sont conduites à s'épuiser, à reconstruire - voire simplement à construire artificiellement - un lien social qui se détricote au fur et à mesure que s'édifie des ghettos sociaux et ethniques.

Seule la réaffirmation de nos valeurs nationales peut contrecarrer l'affirmation destructrice des identités de substitution transnationales (comme) « JE PARLE DE » certaines identités religieuses, ou « MEME » infranationales, régionales par exemple.

Nous sommes les défenseurs d'une conception qui replace le « nous » avant le « je ».

Contre le pouvoir dissolvant de l'égoïsme, nous défendons les valeurs collectives, les valeurs de survie, les valeurs de vie : aimer son prochain comme soi-même, je dirai « MEME » avant soi-même.

Je vous le disais en introduction de cette intervention : notre combat dépasse le cadre politique.

Face à l'ouragan mondialiste, face à la rusticité d'un islamisme souvent ascétique, nous devons être les porteurs d'un ré-enchantement des valeurs de notre civilisation.

Gustave Le Bon, il y a un siècle résumait le cycle des civilisations par cette formule : « Passer de la barbarie à la civilisation en poursuivant un rêve, puis décliner dès que ce rêve a perdu sa force, tel est le cycle de la vie d'un peuple. »

Notre rôle, comme patriotes, comme nationaux et nationalistes, c'est de faire renaître le rêve de notre civilisation française et européenne.

Nous sommes (en effet) les seuls adversaires du mondialisme. Ceux qui se nomment les mondialistes sont les mondialistes ultralibéraux ; les altermondialistes, qui leur font face médiatiquement, sont eux aussi mondialistes mais « alter », (comprenez) « ENTENDEZ » « autre », « OU » en (clair) « GROS » gauchistes.

Je vous l'ai dit : le combat pour la nation, c'est le combat fondamental car c'est le combat pour les libertés, pour nos libertés et celles de nos enfants.

Notre peuple est un grand peuple capable de sursauts inouïs, comme il le montra si souvent dans son histoire. Nous devons appeler nos compatriotes à des enrôlements autres que consuméristes, nous devons les détourner des professionnels du rien qui se vautrent dans les palais nationaux, nous devons leur proposer l'alternative du sursaut vital.

Nos forces de conviction, notre détermination, et notre compétence doivent leur prouver notre capacité à organiser l'œuvre impérative de redressement. Notre éthique et notre sens de l'humain leur montrera notre légitimité à la mener.

Dans cette société, renoncer à réclamer par-dessus tout le droit au bonheur pour soi-même, c'est être inconvenant. Eh bien n'ayons pas peur de l'être !

Nous aimons trop la France pour ne vouloir qu'être heureux !

Příloha VIII

Mes chers camarades,

Mes chers amis,

C'est pour moi une grande joie de clore, par un propos de politique générale, les travaux d'une Université d'été aussi brillante que celle à laquelle nous avons assisté « DEPUIS » (durant ces) deux jours, dans le cadre fort agréable de la ville d'Evian, « QUI NOUS FAIT MEME VOIR UN CADEAU EN ... CIEL BLEU ... », encore rehaussé par le charme discret de notre hôtel, (lieu) « DE L' » accueil idéal des travaux de rentrée de notre formation. « NOUS DEVONS REMERCIER TOUT PARTICULIEREMENT LA DIRECTION ET LE PERSONNEL ... DE L'HOTEL. ... »

En votre nom à tous, j'adresse à Sa Sainteté le Pape Benoit XVI en visite pastorale dans notre pays, nos souhaits de bienvenue et l'expression de nos sentiments de chaleureuse déférence.

A l'instar sans doute de beaucoup d'entre vous, auditeurs studieux des différentes conférences de Front national, je crois que la XXIe Université du Front National restera comme un grand cru.

Je voudrais chaleureusement remercier chacun de nos orateurs, dont la qualité des travaux n'a eu d'égale que l'aisance oratoire, et chacun sait que cette qualité de communication, particulièrement importante à l'époque moderne, est distincte de la réflexion intellectuelle en elle-même.

« TOUT D'ABORD », Merci à Jean-Richard Sultzer pour la hauteur de ses analyses économiques de l'Union européenne,

Merci à Philippe Loiseau, auteur d'un poignant témoignage sur le calvaire économique et social des agriculteurs français.

Merci à « NOTRE AMI » Bruno Gollnisch, pour le parallèle effectivement saisissant « QU'IL A ÉTABLI » entre l'Union Européenne et feu l'Union soviétique.

Par la suite, trois interventions ont bien montré comment l'Union européenne, loin des promesses de prospérité qui ont toujours accompagné son développement, a « EN FAIT » accru les difficultés françaises.

Ainsi, Louis Aliot a évoqué « SON » (le) rôle corrosif (de l'Europe) dans la décadence de nos institutions ;

Thibaut de la Tocnaye a expliqué comment les choix européistes contribuent à accroître considérablement les difficultés sociales de nos compatriotes, et Olivier Martinelli, a insisté sur les difficultés économiques de(s) « NOS » entreprises.

Merci au Professeur Martinez, dont chacun a pu « APPRÉCIER » une fois de plus (admirer) le brio,

Merci « APRES » à nos experts, en commençant par Hubert de Beaufort, pour son travail difficile de prospective et sa capacité à présenter les choix fondamentaux qui s'imposent à notre peuple.

Je n'oublie pas, « JE N'OUBLIE PAS » Jean-Michel Vernochet, notre expert en géopolitique, pour son analyse du rôle de l'Europe dans la crise du Caucase.

Merci encore à Marine Le Pen, pour sa réflexion sur la mondialisation, cadre à la fois ancien et nouveau du développement des nations européennes, qui, comme la langue d'Esope, peut être effectivement une bonne ou une mauvaise chose selon la réponse que lui apportent les pouvoirs publics.

Permettez-moi enfin un mot spécial à l'adresse de Dominique Martin, puissance invitante et de Marie Christine Boutonnet, maître d'œuvre de notre manifestation, tant il est vrai que rien de tout cela ne serait possible, si dans les soutes, dans la machinerie organisationnelle du Front National, nos amis ne s'activaient pas avec l'ardeur qu'on leur connaît.

I- Puisque nous sommes aujourd'hui dans le cadre d'une manifestation du Front National, je voudrais commencer mon propos par une brève évocation historique.

Le Front National, qui pouvait fêter cette année son 36ème anniversaire, a porté depuis sa naissance, contre vents et marées, le drapeau tricolore de la cause du Peuple et de la Nation française.

Il l'a porté, avec des fortunes diverses, mais toujours tête haute et mains propres avec honneur et fidélité.

Grâces soient rendues à tous ceux et celles qui se sont dévoués en son sein, comme responsables ou simples militants et dont beaucoup sont aujourd'hui disparus, inlassablement remplacés à leur poste de combat par les jeunes générations.

Leur souvenir reste vivant dans nos esprits et dans nos cœurs.

« CERTES », Le Front National n'a pas encore atteint son objectif principal qui est de mettre au pouvoir les hommes et les femmes capables, en mettant en œuvre son programme de Salut National, d'arracher la France à la décadence et son peuple à la servitude et au déclin.

Il a eu, néanmoins, un rôle capital dans la vie politique de notre pays. Bien que scandaleusement tenu à l'écart du Parlement (français) par une loi électorale scélérate et aussi malgré les millions de voix qu'il obtenait dans les élections essentielles, il a constitué (un) « LE » môle de résistance, et animé une concurrence qui a obligé les partis à lui emprunter une partie importante de son programme, comme Monsieur Sarkozy, en 2007 et ainsi empêché, « AINSI EMPECHÉ » jusqu'ici, le pire.

Parce que l'an dernier, il a connu une déception à l'élection présidentielle et un grave échec aux élections législatives, certains, prenant leurs désirs pour des réalités et les vessies pour des lanternes, ont claironné qu'il était mort.

Vous êtes là, « MES » chers amis, prouvant qu'il n'en est rien et qu'ils devront compter avec nous demain plus que jamais.

« IL EST VRAI », Il est vrai que, les conséquences financières de notre échec ont été lourdes.

Une majorité de nos candidats n' « A » ('ont) pas pu, pour la 1ère fois dans l'histoire du Front National, passer la barre des 5%, alors pourtant que, arrivé 4^{ème} sur 12 à la présidentielle, j'avais obtenu avec « PRES DE » 3 800 000 « DE VOIX » soit 10.40% des suffrages.

« OUTRE LA VAGUE DÉFERLANTE DU SARKOZISME », Cet échec aux Législatives nous incombe, je crois, « ASSEZ » (très) largement.

En effet, durant cette campagne, nous avons tout misé sur un journal envoyé par la Poste, coûteux, peu lu par « LA PLUPART DES » (les) électeurs et démobilisateur pour nos candidats, parce qu'ils ont eu « UNE ILLUSION » (l'impression) que la Poste faisait le travail à leur place.

Les résultats étant là, le Front National a décidé alors de prendre en charge les frais de campagne de ses candidats, beaucoup d'entre eux étant dans l'incapacité de faire face à cette dépense et c'est pourquoi, il a dû assurer la prise en charge de ce qu'ils devaient à leur imprimeur « PRINCIPAL » Fernand le Rachinel, par ailleurs, Député européen et membre du Bureau Politique du Front National.

La subvention annuelle du Front National étant réduite des 2/3, nous avons dû prendre des décisions drastiques et difficiles, comme celles de licencier une partie du personnel et supprimer nos journaux.

De surcroît, il fallait soit, trouver un emprunt, soit vendre le Paquebot, notre siège national.

En l'absence d'un emprunt, c'est ce que nous nous sommes résignés à faire, mais dans le même temps, nous avons dû trouver et remettre en état un nouveau siège et préparer les futures batailles.

Mais l'adversité a au moins une vertu, c'est de révéler les caractères des hommes.

Comme le Paquebot avait de l'eau dans ses cales, mouillant les bottes de ceux qui s'activaient aux pompes pour sauver le bateau, les rats «EUX » quittaient le navire et couraient sur le quai, « ILS COURAIENT SUR LE QUAI » en s'agitant dans l'espoir de s'embarquer sur un autre navire.

Hélas, pour les YA KA et les FAUT QU'ON, souvent plus vrais que nature, il n'y avait pas, « IL N'Y AVAIT PAS » de bateau à l'horizon, non plus d'équipage, seulement des candidats capitaines qui déjà ←→ en venaient aux mains.

Encouragés par certains dissidents passés à l'ennemi depuis longtemps, certains même de ces déserteurs cessaient de reverser au Front « NATIONAL » la petite part de leur indemnité d'élu, comme ils s'y étaient engagés « SUR L'HONNEUR ».

Ceux-là seront exclus et leurs adhérents informés de cette (trahison) « FÉLONIE ».

Cela étant, qui est blessant, « CELA ÉTANT, QUI EST BLESSANT » mais non mortel, ne nous empêche pas de continuer à nous battre pour notre cause.

Tous ceux-là qui n'ont d'autre titre politique que d'être des félons du Front National, vont disparaître de la vie publique, dans les oubliettes ou les poubelles de la petite histoire.

Pour nous tous « EN TOUT CAS », les patriotes, les fidèles, le combat continue.

Une fois réglées nos dettes et nous étant établis dans notre nouveau siège de Nanterre, nous entrerons en campagne d'abord européenne pour 2009 et régionales pour 2010.

Deux élections à la proportionnelle, pleines d'espérance, à la condition que nos électeurs ne s'abstiennent pas, puisque nous sommes sûrs « CETTE FOIS » de (pouvoir) leur donner des élus, qui défendront leurs idées au Parlement européen et dans les Conseils Régionaux.

Nous devons faire un effort tout particulier « DANS LES MOIS ET LES SEMAINES QUI VIENNENT, UN EFFORT PARTICULIER » d'adhésions.

(Chaque responsable, chaque militant doit considérer qu'il s'agit là de la tâche principale, car elle conditionne notre force politique et notre autonomie financière.

Le mot d'ordre est donc clair !

Adhérer, faites adhérer, renouvelez et faites renouveler, autour de vous, les sympathisants et électeurs du Front National. C'est un acte militant, une source de revenus pour le Front, et un levier important de diffusion de nos idées.

Un effort d'organisation, de communication interne et externe, sera également fait à tous les niveaux.)

Le journal « Au Front » qui a remplacé FDA et NH doit recueillir beaucoup d'abonnements et chacun se fera un devoir de militer dans le cadre des campagnes électorales.

En somme, mes chers camarades, cette épreuve est l'occasion de bousculer nos habitudes, de redoubler d'ardeur, et de retrouver l'esprit pionnier « QUI FUT », qui fit notre succès (au cours des) « PENDANT LES » années passées.

Les temps qui viennent « NOUS NE LE CACHONS PAS » seront durs et la France va avoir besoin de nous, menacée qu'elle est dans sa substance par une immigration massive, par la crise financière et économique dont les conséquences sociales vont faire souffrir nos concitoyens.

Mais pour soigner « LES MALADES », les maladies françaises et proposer les bons remèdes, il faut s'interroger sur les causes profondes de nos difficultés.

Sans revenir sur le fond de nos travaux, j'observe moi aussi cette étrange dualité contemporaine, celle d'une Europe qui bride nos libertés individuelles et nationales par des règles contraignantes, arbitraires ou injustes, tandis qu'une anarchie sans précédent semble présider aux destinées politiques et économiques du monde.

Le comble, c'est que la France subit ainsi l'addition des inconvénients : ceux d'une Europe toute puissante, qui décide de tout à notre place, et ceux qui naissent de la suppression volontaire de nos frontières politiques, économiques, migratoires, sanitaires et internationales, mettant la France à la merci des grands courants démographiques et économiques mondiaux, au détriment flagrant de notre identité, de notre sécurité et de notre prospérité.

Bref, l'Union européenne est dans la situation d'un tuteur qui manifesterait une autorité implacable sur les enfants dont il a la charge, tout en laissant entrer librement dans la maison tous les autres enfants, sans intervenir lorsqu'ils casseraient ou pilleraient tout.

Initialement, l'Union européenne se présentait comme une (alternative) « ALTERNANCE » possible à la mondialisation ; dans les faits, elle en est le fourrier, l'accélérateur et même le démultiplicateur.

En effet, loin d'instaurer des préférences communautaires, comme (c') « CELA » était prévu par le Traité de Rome, loin d'ériger des frontières extérieures communes, comme prévu par les traités de Maastricht et de Schengen, l'Europe a délibérément supprimé toutes ses frontières(,) économiques (ou) « ET » politiques.

Elle professe et promeut l'inverse de la protection, c'est-à-dire la construction d'une vaste zone ouverte à tous les échanges humains, économiques et financiers.

Par exemple, monsieur Mandelson, le Commissaire au Commerce, n'agit jamais en représentant des intérêts de l'Union, mais en défenseur idéologique du libre-échange mondial.

Il n'est pas le seul. Toute la technocratie de la Commission est mondialiste, depuis plus de 30 ans.

Toutes les politiques suivies vont dans le sens, non pas d'une Europe européenne, mais d'une Europe-monde, ce que l'on voit particulièrement bien lorsqu'on regarde les élargissements

envisagés : la Turquie, le Maroc, Israël, et demain, pourquoi pas, le Caucase, puis enfin l'Asie du Sud-est, l'Afrique et l'Amérique.

Comme l'a dit un jour l'ami Martinez, « l'Europe est un pavillon de complaisance qui couvre une marchandise mondiale ».

Cette dénaturation de la construction européenne, toute à la fois supranationale et anti-nationale, doit être impérativement et inlassablement dénoncée à l'opinion française.

Et c'est ce que nous faisons, inlassablement !

C'est le devoir de tous les partis patriotiques, et plus particulièrement « CELUI » du Front National, vigie du peuple français depuis plus de 35 ans.

C'est en effet cette politique européiste et mondialiste qui explique la montée du chômage de masse depuis 1974, comme l'a excellemment rappelé, à « PLUSIEURS » (de nombreuses) reprises, le Prix Nobel d'Economie Maurice Allais.

C'est cette politique suicidaire qui explique l'effondrement de notre commerce extérieur, parce que la politique dite de « l'euro fort » pénalise les exportations françaises, tandis que l'ouverture commerciale entraîne l'invasion de nos marchés et la destruction de pans entiers de notre économie.

C'est encore l'absence de frontières politiques qui explique le déferlement migratoire qui s'abat sur le Vieux Continent, et plus particulièrement sur la France, et dont il faut bien comprendre qu'il n'en est qu'à ses débuts, tant les réservoirs humains du Sud de la planète sont gigantesques, alors que la dénatalité vide l'Europe de sa population d'origine.

Si nous restons plus longtemps dans cette entité à vocation fédérale, dans cette logique mortifère d'Etat supranational, si nous continuons dans des politiques suicidaires, alors disons-le tout net, c'en sera fait de la France et des Français.

Nous ne perdrons pas seulement notre niveau de vie, nous perdrons aussi notre histoire, (et) nos valeurs, « NOS LIBERTÉS ».

Pour autant, fidèle à l'optimisme proverbial de nos ancêtres gaulois, je vois aussi que des forces considérables de renouveau sont désormais à l'œuvre.

II- En effet, nos résultats électoraux sont repartis à la hausse dès les dernières élections cantonales.

Nous avons ainsi réalisé 8,1% des suffrages en moyenne dans plus de mille cantons où nous « NOUS » présentions (des candidats).

Les frontistes abstentionnistes de 2007 semblent commencer à revenir « A LA FOIS DE LEURS ILLUSIONS ET » aux urnes, en notre faveur.

Pour autant, ce mouvement n'en est qu'à ses débuts et il nous faut l'amplifier, avec l'aide involontaire de Nicolas Sarkozy.

Le contexte va nous y aider, car tout porte à croire que les idées patriotiques ont le vent en poupe, à l'échelle de la planète entière, de l'Europe et de la France elle-même. « CAR ENFIN LE NATIONALISME SE PORTE BIEN PARTOUT DANS LE MONDE, SAUF DANS UN SEUL ESPACE, CELUI DE L'EUROPE DE BRUXELLES » !

Durant les Jeux Olympiques, « NOUS AVONS EU L'OCCASION DE NOUS CONSTATER » les différents peuples ont fait assaut de ferveur patriotique – « COMMENCER D'AILLEURS PAR » les chinois (montrant d'ailleurs l'exemple) !

Chaque peuple a ressenti la communion nationale dans la victoire, en même temps qu'une fierté patriotique légitime à l'occasion de la remise des médailles et de la diffusion de son hymne national.

C'est bien la preuve que la nation est le cadre d'identification le plus cher qui soit au cœur des êtres humains.

Partout dans le monde, les hommes célèbrent leur patrie, et des millions et des millions d'êtres humains sont prêts à consentir, pour elle, « JUSQU' » au sacrifice suprême.

Prenez encore le cas de la ferveur patriotique qu'occasionnent les primaires américaines, puis plus récemment les grandes conventions démocrates et républicaines.

Outre-Atlantique, le patriotisme est une valeur normale et naturelle. Mais il faut dire qu'il est inculqué dès le plus jeune âge, et qu'il est présent à tous les stades de l'éducation des jeunes américains.

Oui, mesdames et messieurs, dans un monde fortement nationalisé, seule l'Europe s'est engagée dans la voie décadente du politiquement correct, du dénigrement du passé, de la culpabilité, de la haine de soi et de la repentance.

Elle s'est perdue dans une vague idéologie cosmopolite, dont tout laisse à penser qu'elle porte en elle les pires ferments totalitaires.

Toutefois, au sein même de l'Europe, la chape de plomb se lézarde, à l'instar du plafond du Parlement « européen » (de Strasbourg). « CE SONT LES PREMIERS SIGNES DE L'ÉCOULEMENT DE LA TOUR DE BABEL, PROBABLEMENT ».

Des voix, de plus en plus nombreuses, de plus en plus prestigieuses, s'élèvent pour dénoncer la création d'une Europe supranationale sur les corps pantelants des vieilles nations et des vieilles traditions européennes.

- Citons d'abord, en juin dernier, le rejet du traité de Lisbonne par le peuple irlandais, qui vient après le double refus de la Constitution européenne par les français et les hollandais en mai et juin 2005. Soyez certains, mes chers camarades, que si d'autres peuples étaient consultés par la voie référendaire, nombreux sont ceux qui suivraient la voie tracée par les premiers, tout simplement parce qu'il est aujourd'hui évident que l'Europe est un marché de dupe.

En échange de l'abandon à son profit de notre souveraineté, elle devait en effet nous donner la prospérité perpétuelle.

Qu'en est-il aujourd'hui, dans les faits ?

On nous a dépossédés de nos libertés nationales et en même temps, nous nous sommes appauvris, au plan individuel et collectif, à cause des politiques suivies par Bruxelles.

A rebours de leurs dirigeants décadents, les peuples s'en sont bien rendu compte.

- Je dois dire cependant que certains chefs d'Etat et de gouvernement sont désormais ouvertement eurosceptiques, comme Vaclav Klaus, le Président tchèque, et Lech Kaczyński, le Président polonais, ainsi, dans une moindre mesure, que le Premier Ministre britannique Gordon Brown.

Tous revendiquent les droits fondamentaux des nations pour s'opposer aux initiatives fédéralistes, parce qu'ils ont compris qu'il s'agit là d'une utopie régressive, qui subira les mêmes dérives et d'ailleurs le même sort que la défunte Union Soviétique. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'opposition au fédéralisme européen émane d'abord des ex-pays de l'Est, c'est-à-dire des anciennes démocraties populaires.

III- Les autres font semblant d'y croire, à commencer par le Président Sarkozy, qui s'en sert pour lustrer et magnifier sa propre image à l'occasion de la Présidence Française de l'Union.

Quelle débauche de média, et d'argent public, pour annoncer l'organisation de plus de 500 évènements, soit 2 par jour ! « C'EST LE FOURRÉ DE ... , PAR ICI, PAR-LA, ... IL EST TOUJOURS AILLEURS ».

Cela coutera 190 millions d'euros au contribuable, soit trois fois plus cher que la précédente ←→présidence (française), en l'an 2000 !

Mais rien n'est assez beau pour « NOTRE PRÉSIDENT » (Sarkozy), qui considère qu'il faut exploiter chaque évènement médiatique jusqu'à la corde.

Regardez l'affaire de l'embuscade contre nos soldats en Afghanistan. Il a été partout.

A Kaboul, aux Invalides, à Castres, à grands renforts de caméra et de micros, alternant, dans des discours interminables, formules viriles et improvisations plus ou moins réussies.

C'est choquant. Mais, me direz-vous, pourquoi cette surexposition, cette agitation, cette gesticulation permanente ?

De Colombie en Géorgie, Nick Sarko, illustre la formule attribuée à Cocteau, « ILLUSTRER LA FORMULE ATTRIBUÉE A COCTEAU » : « Ces faits nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ».

Il lui faut en effet faire oublier les échecs du gouvernement, faire oublier que depuis son élection, les problèmes des Français « N'ONT CESSÉS DE » s'aggravent

En termes de croissance, en 2007, la France s'est classée à la 29^{ème} place sur les 34 pays les plus riches du monde. Si on la compare à ses voisins, notre pays fait moins bien que l'Allemagne, « QUE » la Grande Bretagne, « QUE » l'Espagne. Seule l'Italie réalise une performance inférieure.

Et ce sera pire en 2008.

Loin des 2 à 2,5 % sur lesquels Fillon (a) « AVAIT » bâti son projet de budget, les ministres parlent désormais de 1 à 1,5%, « VOIRE PRES DE 1% ». Dans les faits, « ON LE SAIT », ce sera encore moins, comme d'habitude.

Au-delà-même de la croissance, tous les indicateurs de la conjoncture française se sont dégradés, annonçant des temps plus difficiles :

- « L' » Inflation officielle record (3,2 % sur douze mois),
- Diminution du pouvoir d'achat et chute de la consommation des ménages
- Crise du commerce extérieur et de la production manufacturière
- Stagnation du chômage réel à un niveau insupportable et remontée annoncée « ... ».

Les comptes publics plongent plus profondément « QUE JAMAIS » dans le rouge.

Après 2,7 % de déficit public en 2007, soit près de 50 milliards d'euros, la France devrait connaître, selon les spécialistes, 2,9% en 2008 et 3% en 2009.

Le redressement des comptes, promis pendant la campagne, puis annoncé pour 2012, est désormais reporté aux calendes grecques.

La dette atteint 2. 200 milliards d'euros, soit 14.500 milliards de Francs, ce qui « ÉQUIVAUT A » (fait) 64% du PIB.

Chaque citoyen français est donc « PERSONNELLEMENT » endetté de 17.000 euros au titre de la mauvaise gestion des collectivités publiques.

Les prélèvements obligatoires atteignent toujours le niveau faramineux de 43,3% du PIB, l'un des plus élevés du monde développé.

Là encore, contrairement à ce qu'avait promis le candidat de l'UMP à l'élection présidentielle, le taux de prélèvement obligatoire français ne sera pas ramené à celui de la moyenne de la zone euro à la fin du quinquennat.

Il eût fallu, pour ce faire, le réduire de quatre points de PIB et trouver les 68 milliards d'euros annoncés.

Au lieu de cela, l'exécutif aligne les nouveaux impôts et les nouvelles taxes les unes derrière les autres.

Depuis le début 2008, 6 nouveaux impôts sont prélevés par l'Etat : éco pastille sur l'achat d'un véhicule neuf jugé polluant, taxe poisson pour financer la filière pêche, taxe de 10% sur les stock-options, taxe exceptionnelle sur les produits pétroliers, franchise médicale etc. « ETC. » ...

Le 1^{er} mai, une taxe sur les téléphones multimédia ayant une certaine capacité de mémoire a aussi été mise en place. « ... »

Fin août, une nouvelle usine à gaz a été annoncée : le Revenu de Solidarité Active, financé par un prélèvement de 1,1% sur, dit-on, « les revenus du capital ».

Je ne sais pas ce que sont les « revenus du capital.

Ce que je sais, c'est que les grandes fortunes, il y a belle lurette qu'elles ne sont plus en France.

C'est donc la classe moyenne, et même les petits épargnants et les petits propriétaires qui vont être taxés, au titre de l'assurance-vie ou de leur PEA, sur des revenus, qui, (le plus souvent) « LA PLUPART DU TEMPS », ont déjà été assujettis à l'impôt sur le revenu !

Soyons clairs, « SOYONS CLAIRS » : la mesure touchera les classes moyennes et les personnes modestes, mais pas les très riches, protégés par la délocalisation financière ou le bouclier fiscal.

De surcroît, au moment où le pouvoir d'achat faiblit, cette mesure ne va pas, c'est le moins que l'on puisse dire, dans le bon sens.

D'ailleurs, la majorité UMP elle-même « POUR QUE TRES SILENCIEUSE » est « PARAIT-IL » très dubitative.

En effet, on est bien loin de la fameuse réforme fiscale, annoncée avec tambours et trompettes depuis septembre 2007 !

Et ce n'est pas tout !

Et à l'étude en ce moment « C'EST BIEN » une taxe "pique-nique" sur les sacs plastiques, assiettes et verres en plastique !

Demain, il y aura enfin la taxe destinée à compenser la décision de ne plus diffuser de publicité sur France Télévision.

Disons la vérité, aucune des promesses de renouveau économique du candidat Sarkozy n'a été tenue par le président Sarkozy.

Il en va de même, « ET LÀ, C'EST PLUS GRAVE ENCORE ! », en matière d'immigration.

Souvenez-vous de la tonalité presque frontiste de la campagne présidentielle de Sarkozy : « freinons dans les tricolores », frein à l'immigration, expulsion des illégaux, limitation du droit d'asile.

Que reste-t-il de tout cela ?

Rien.

Le Gouvernement se félicite « POURTANT » de la légère \leftrightarrow baisse du nombre de réfugiés.

Mais il ne parle pas de l'explosion de l'immigration économique et de l'immigration familiale depuis un an et demi.

Les flux d'immigration vers notre pays sont toujours aussi importants, dans le silence des instituts officiels, des statistiques publiques et des grands médias nationaux.

Néanmoins, grâce au courage de (rares) « QUELQUES » journalistes indépendants, quelques vérités éclatent.

Par exemple, celle des squatters de Cachan. « VOUS VOUS SOUVENEZ DE CETTE ANECDOTE » !

95% d'entre eux - soit 231 sur 238 -ont été régularisés. « ET ON ÉTUDIE SÉRIEUSEMENT LE CAS DE CES 5 AUTRES »

C'est la fameuse méthode du « cas par cas », évoquée par Brice Hortefeux.

(Voici) « VOILA » ce qu'en « DISAIT » (a dit) il y a quelques mois un responsable CGT :

« Le cas par cas, c'est toujours comme cela que cela se passe. Mais en fait, ce sont des régularisations massives. A chacun sa langue de bois. « C'EST LA CGT, ... »

« Lors de la rencontre avec le cabinet d'Hortefeux, nous avons évoqué la grève des sans-papiers qui avait eu lieu au restaurant « La Grande Armée ». Nous avons obtenu la régularisation, au cas par cas, de 8 salariés sur 9. Nous nous attendons à cette proportion-là. Vous le voyez, les régularisations au cas par cas, ce sont des régularisations de masse ». « ... , LA CGT DIT LA VÉRITÉ » !

(Quel aveu !)

Dans un pays qui a accueilli plus de 10 millions de personnes en 30 ans, qui est dans une situation d'appauvrissement économique et social inquiétant, la classe dirigeante, qu'elle soit politique, patronale, syndicale ou médiatique, communique dans l'appel à l'immigration de masse !

On croit rêver...

Derrière l'illusionnisme et la magie des mots, l'immigration-invasion continue, la substitution de population s'accélère même.

Eh oui, mes chers amis, avec Sarkozy, tout est verbal « VIRTUEL, ... VERTUEUX, VIRTUEL » et rien n'est réel :

- la fameuse « politique de rupture » n'a conduit qu'à la rupture des engagements.
- la soit-disant « politique de civilisation », « ELLE », n'a pas reçu le moindre début de commencement.

Sarkozy a commencé dans le tricolore. Il finira dans le pire des politiquement-correct de gauche, suivant exactement la voie tracée par son prédécesseur « JACQUES » Chirac.

D'après un connaisseur, Cohn-Bendit, Sarko, « SARKO » serait même le dernier soixante-huitard !! « EN EFFET, C'EST UN HOMME QUI N'A PAS DE REGLE, PAS DE PRINCIPE, IL JUGE SELON SON BON PLAISIR ».

Malgré sa défaite, la gauche, « ELLE », aura donc « BIEN DU MAL » (réussi) à imposer ses valeurs.

Il est vrai qu'elle a raté tout le reste.

Au pouvoir la moitié du temps depuis 25 ans, « IL NE FAUT PAS OUBLIER », elle a mené une politique de consensus « QUE LUI REND MONSIEUR SARKOZY, ... » avec la fausse

droite, les partis du système communiant dans l'européisme fanatique, le libre-échangeisme débridé, l'immigrationnisme délirant.

Sarko(zy), c'est le déclin, et la gauche, c'est la décadence. Bonnet blanc et blanc bonnet....

« ET OUI, ET OUI » (Voyez) en matière européenne.

Là encore, ce sont les mêmes politiques qui ont été suivies par la gauche et par la droite, la politique de suppression des frontières nationales et de création ex-nihilo d'une entité supranationale, et (surtout) antinationale.

Là encore, (Nicolas) Sarko(zy) trahit ses promesses de campagne.

Il avait d'abord promis de ne pas revenir sur le vote des Français contre la Constitution européenne, « DONT NOUS AVIONS ÉTÉ D'AILLEURS UN DES PREMIERES ..., SINON ... LUI-MEME », le 31 mai 2005.

Mais rapidement, chacun s'est rendu compte qu'il remettait le couvert, « SI J'OSE DIRE » pour (, je le cite,) « sortir l'Europe de l'impasse ». « Ca c'est lui qui disait ca »

Le traité de Lisbonne, concocté par le Chef de l'Etat (lui-même), maquille simplement le traité constitutionnel, afin de dissimuler grossièrement la supercherie.

A ceux qui réclamaient, à tout le moins, une consultation populaire, Giscard osait affirmer le 16 janvier 2008, toute honte bue : "la demande de referendum n'est pas justifiée, car c'est tout de même un texte différent (sic.) non pas dans les avancées institutionnelles mais dans l'approche".

Suffit-il de changer la numérotation des articles pour faire un nouveau Traité ?

Bien sûr que non.

À la vérité, les européistes, fanatisés au dernier stade (depuis longtemps), se moquent bien de la démocratie, de l'opinion populaire et du droit.

Sarkozy pourrait faire sien le mot de « SON PRÉDÉCESSEUR » Charles Pasqua : « les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent ».

Un autre exemple montre clairement le cynisme du chef de l'Etat, celui de l'adhésion de la Turquie à l'Union.

« Non, non, jamais « JAMAIS », au grand jamais », disait-il.

Mais qui a ouvert des négociations supplémentaires pour l'adhésion, sinon Nicolas Sarkozy ?

Qui a fait supprimer l'article de la Constitution qui, pour toute nouvelle adhésion, obligeait à consulter directement le peuple français par referendum, « QUI », sinon le Chef de l'Etat ?

Et qu'on ne me dise pas que ce sont les députés ou les sénateurs qui l'ont imposé. On sait bien que dans notre pays, les parlementaires sont soumis à l'exécutif, pour leur réélection, et même pour l'octroi de crédits budgétaires à dépenser dans leur circonscription.

À la vérité, Sarkozy est un partisan de l'adhésion turque, « POURQUOI, MAIS PARCE QUE ... » (mais il n'ose pas le dire pour l'instant.) « N'OUBLIONS PAS LE DIRE », Et il l'est, parce que telle est la volonté « EN EFFET » (stratégique des Etats-Unis) « DE WASHINGTON ET LES ÉTATS-UNIS » et qu'il s'en est fait le satellite complaisant.

Il viendra un (beau) jour à la télévision dire « L'AIR NAVRÉ » qu'il est (certes) contre à titre personnel, mais qu'il ne peut pas isoler plus longtemps la France sur la scène internationale, et que, le cœur serré, il « LUI » faut se résoudre à l'Europe turque.

Il n'en reste pas moins qu'avec les impôts, l'immigration, la Constitution européenne, l'adhésion de la Turquie, cela « COMMENCE A FAIRE » (fait) beaucoup de mensonges pour celui qui disait, à quelques jours du scrutin, (en) 2007, « je ne vous mentirai « JAMAIS » (pas), je ne vous trahirai pas, je ne vous tromperai pas ». « ... »

Si au moins le Chef de l'Etat conduisait une politique extérieure qui rattrape les manques et les carences de sa politique intérieure !

Mais sa pratique et ses choix conduisent à un affaiblissement international de la France particulièrement inquiétant.

Sous son mandat, les errements de la diplomatie française « ET DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE » se multiplient, hypothéquant gravement notre sécurité et limitant considérablement notre marge de « NOTRE » manœuvre internationale, donc notre capacité à agir en faveur de l'équilibre des forces, clef de la paix mondiale.

Les choix systématiquement pro-américains du Président de la République marginalisent tout d'abord la France au Proche et au Moyen Orient.

Il a d'abord justifié, à plusieurs reprises, l'intervention américaine en Irak, alors que tout montre aujourd'hui que celle-ci a gravement déstabilisé la région. Il suffit de regarder l'état de l'Irak pour s'en convaincre.

Il a renforcé l'engagement des troupes françaises en Afghanistan, où elles n'ont strictement rien à faire, sinon « DE » servir de supplétifs à l'armée de l'Oncle Sam, dans une bataille sans issue avec des moyens matériels et techniques inadaptés.

« EN RÉALITÉ, EN RÉALITÉ », Nos soldats sont affectés à une mission de figuration, « NÉANMOINS » très dangereuse tant sur le terrain qu'en France.

Le chef du commando des talibans qui ont mené l'embuscade contre notre élément de parachutistes en patrouille, complaisamment interrogé par les journalistes de Paris Match dans une démarche particulièrement choquante, a ainsi pu expliquer qu'aussi longtemps que la France participerait à cette guerre, elle ne devait pas s'étonner d'être traitée en ennemi.

L'aventurisme sarkozien « HÉLAS » ne s'arrête pas là.

Non loin de là, dans le Caucase, la France s'est engagée aux côtés du Président Sakachvili contre la Russie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, alors que dans cette affaire, la Géorgie « COMME LE DIT ... » est « ÉVIDEMENT » l'agresseur de l'Ossétie du sud.

A la suite de la riposte des troupes russes, Sarkozy a appelé à respecter l'intégrité territoriale géorgienne, affirmant que la reconnaissance par Moscou de l'indépendance des deux provinces était tout simplement inacceptable.

« ... DE » Kouchner « ... » a été jusqu'à menacer la Russie de « sanctions ».

Bref, ceux-là mêmes qui ont imposé par la guerre l'indépendance du Kosovo, au détriment de l'intégrité territoriale serbe, dénoncent aujourd'hui l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud.

C'est donc un ordre international à géométrie variable que la France promeut désormais, sous les yeux ébahis de l'opinion mondiale.

Dans un discours prononcé en février dernier, à Marseille, dans le cadre des élections cantonales et municipales, je commentais ainsi la reconnaissance d'indépendance du Kosovo :

« JE DISAIS » : « Ce faisant, l'Europe de Bruxelles, les Etats-Unis d'Amérique et la France sarkozienne créent un dangereux précédent : c'est toute l'Europe, toute l'Asie et toute l'Afrique qui risquent d'exploser demain, car l'indépendance accordée au Kosovo est un encouragement à l'action séparatiste des micro-nationalismes et des régionalismes ethniques ».

Ma prédiction s'est avérée juste.

« MAIS » Vox clamentis in deserto...

Mais au moins les choses sont claires...

Alors même qu'il fut longtemps un des chefs du parti gaulliste « OU PRETÉNDUE-T-ELLE » et à ce titre apparemment attaché à l'indépendance nationale, Nicolas Sarkozy s'est révélé en réalité un chaud partisan du nouvel ordre mondial sous l'égide de Washington.

Dans cette configuration, la France, puissance moyenne et banalisée, ne joue strictement aucun rôle, *NENÍ V ZÁZNAMU: sinon celui de cible du terrorisme international, puisque notre pays sera désormais rangé dans le camp des adversaires à abattre par les ennemis de l'Amérique.*

Alors, mesdames et messieurs, je vous le dis sans détour : nous n'avons pas à participer à une quelconque guerre religieuse ou politique contre l'Iran.

A l'heure où je vous parle en effet, d'importants mouvements militaires américains, anglais et Français se dessinent en direction du Golfe Persique, « COMMENT L'A RAPPELÉ D'AILLEURS MONSIEUR VERNOCHET CE MATIN » tandis que le Congrès américain discute sur le projet d'imposer un blocus maritime à l'Iran.

Le blocus maritime, c'est toujours la première étape vers la guerre, comme le précédent irakien l'a bien montré, « ET COMME L'A DEMONTRÉ LE BLOCUS PETROLIER DE JAPON QUELQUES JOURS AVANT L'ATTAQUE DE PEARL HARBOR ».

Une importante armada alliée « ... » est désormais positionnée dans l'Océan indien.

Elle comprend deux des plus gros porte-avions de l'US Navy, deux porte- aéronefs, dont l'un des Marines, un sous-marin nucléaire français ainsi que l'ensemble de leurs groupes de combat associés.

Des navires d'assaut amphibie des Marines et leurs groupes expéditionnaires font partie de la Task Force ainsi que des unités des forces spéciales de l'US Navy.

Les porte-avions USS Ronald Reagan et USS Roosevelt, flanqués de leurs groupes d'attaque, ont quitté leurs bases respectives du Japon et de Virginie.

Ils se sont déployés dans (la) « UNE » zone qui s'étend du Golfe Persique à l'océan indien occidental.

Six porte-avions et l'ensemble de leurs navires d'escorte sont désormais à proximité du Golfe.

En comptant les unités déployées pour les missions de surveillance des côtes somaliennes, de soutien au déploiement en Afghanistan et de contrôle du Golfe, ce sont plus de 100 bâtiments de combat qui sont sur zone ou à proximité, et plus de 1500 avions de combat, concentrés dans un rayon utile pour un bombardement massif.

C'est là une concentration navale sans précédent depuis 1991, date de la première guerre contre l'Irak.

Les essais de la nouvelle bombe américaine anti-bunkers, « LA M-O-P », la MOP, sont terminés depuis début juillet, ainsi que les exercices de bombardements réalisés « A » (sur) Guam.

Le Koweït a mis ses forces armées en état d'alerte et il y a quelques jours, la diplomatie de Sarkozy a fort opportunément détaché de l'Axe du Mal le seul allié potentiel de l'Iran dans la région, c'est-à-dire la Syrie, comme pour mieux isoler Téhéran.

Alors, au nom de l'opinion mondiale, qui a le droit de savoir, je pose la question aux autorités américaines : de quoi s'agit-il exactement ?

D'une intervention sans l'aval de l'ONU ?

Est-ce que l'armada alliée est là pour imposer un blocus sur les produits pétroliers ?

« MAIS » (Et) sur le fondement de quel mandat international ?

S'agit-il, au travers de cette concentration de troupes, de créer les conditions d'un incident avec les Pasdarans, les Gardiens de la Révolution iranienne, pour « TENTER » (engager) une épreuve de force ?

« ET » Je pose également la question à Nicolas Sarkozy « PLUS DIRECTEMENT » :

Pourquoi un sous-marin nucléaire français est-il engagé au côté des américains ?

Pourquoi un groupe de six avions Rafale de l'aéronavale française est-il à bord du porte-avions USS Roosevelt ?

C'est la première fois, mesdames et messieurs, je dis bien la première fois, que des chasseurs bombardiers français sont opérationnels sur un porte-avion américain. Le 17 juin dernier, à l'occasion de la réception de la Commission du Livre Blanc, le Chef de l'Etat déclarait pourtant :

« La France ne placera jamais aucun contingent militaire sous commandement de l'OTAN en temps de paix ».

Là, il ne s'agit même pas de placer nos troupes sous l'égide d'une organisation internationale comme l'OTAN mais de les mettre sous l'autorité d'une autre nation, les Etats-Unis d'Amérique !

Nos maigres moyens devraient être exclusivement au service de la défense des intérêts français.

Notre armée, hélas, n'est plus aujourd'hui qu'une force marginale.

Elle sera demain une administration ridicule. Le Gouvernement a annoncé une baisse substantielle des effectifs des armées, de l'ordre de 54.000 hommes sur 5 ans Nicolas Sarkozy se permettant une fois de plus de reporter à 2012 l'augmentation du budget militaire !

Décidément, reporter l'examen du bilan à 2012, c'est une manie !

De qui se moque-t-on ?

Dans cinq ans, il ne restera que 130.000 hommes à l'armée de terre, donc à peine 30.000 hommes en état de combattre directement sur le terrain ! « ... LES ARMÉES MODERNES,

IL Y A UN COMBATTANT RÉEL POUR SIX OU SEPT SOLDATS QUI SONT AFFECTÉS A L'ENTRETIEN GÉNÉRAL DE L'APPAREIL MILITAIRE. »

La vérité, c'est que Sarko(zy) ne croit plus à l'indépendance française, puisqu'il ne croit plus à l'armée française et ne jure que par l'Europe de la Défense.

Tout montre que cette Europe de la Défense sera la vassale de l'OTAN, donc de l'armée américaine, soumission rebaptisée « LA VRAIMENT IL Y A DES GENS QUI ONT LA GÉNIE DE GOUVERNE » « complémentarité vertueuse » dans le Livre Blanc sur la Défense, comme pour dissimuler l'ampleur de nos renoncements.

Sarkozy a d'ailleurs confirmé que la France rejoindrait (prochainement) « BIENTOT » le commandement militaire intégré de l'OTAN.

La boucle est bouclée et tout est clair.

J'affirme pour ma part que cette politique est plus qu'une erreur, « C'EST » une faute terrible, dont nous risquons de payer la note bientôt.

La politique d'alignement inconditionnel sur Washington n'est pas conforme aux intérêts de la France, et de surcroît, elle hypothèque gravement la paix mondiale, mes chers camarades, et nous ne devons cesser de le dénoncer.

Nous n'avons rien contre nos amis d'outre-Atlantique, mais nous savons qu'en politique, lorsqu'on a tous les leviers en main, on a souvent une inclination vers le pouvoir absolu, dont les excès peuvent se révéler catastrophiques pour la paix et la sécurité internationale.

C'est cette tentation qu'il faut conjurer, par une diplomatie autonome, qui doit viser à l'équilibre mondial des forces.

Notre pays doit prendre l'initiative de la constitution d'une Europe des nations de Brest à Vladivostok.

L'importance démographique, « L'IMPORTANCE DÉMOGRAPHIQUE » économique, militaire et géopolitique de cet arc boréal permettra de contrebalancer la superpuissance américaine, et celle des grands pays émergents comme la Chine et l'Inde.

L'Europe de Brest à Vladivostok « C' » est d'abord un espace de solidarité culturelle, historique et chrétienne.

La Turquie, « LA TURQUIE » n'en fait (donc) pas partie, car ce pays, ami, n'est européen ni par sa géographie, ni par son histoire, ni par sa religion, ni par sa culture.

La Grande Europe, « LA GRANDE EUROPE » Boréale est aussi une zone d'intérêts économiques convergents : les immenses espaces riches en énergies fossiles de la Sibérie sont indispensables à l'autosuffisance de l'Europe, et, en même temps, il faut assurer la mise en valeur, « LA MISE EN VALEUR » de ces immensités vides d'hommes, dans une zone qui risque demain de subir le déferlement de la marée démographique asiatique.

Cette politique de solidarité continentale, conforme à notre géopolitique et à nos besoins, nous sommes les seuls à la défendre.

Sur ce sujet comme sur bien d'autres, nous sommes la seule opposition, la seule force de contre-proposition. « LES SEULS A TOUJOURS OSER DE DIRE LA VÉRITÉ, CELLE QUI NOUS REND LIBRE ».

C'est la raison, « C'EST LA RAISON » pour laquelle, voix de la France libre, indépendante et prospère, nous devons « ... INDISPENSABLE » (impérativement) nous faire entendre de l'opinion.

IV- Pour ce faire, notre premier devoir « C' » est de mettre le Front en ordre de bataille pour les européennes, et pour toutes les autres échéances électorales qui vont s'étaler jusqu'en 2012.

Du point de vue interne, les choses sont claires.

Le Congrès du Front national, qui s'est tenu en novembre 2007, m'a réélu pour 3 ans à la tête du Front National.

J'entends donc remplir ce mandat pour remettre le Front national sur les rails des succès auxquels sa lucidité et son courage lui donnent droit. « ... je ne suis pas un ret ... poches ».

Notre mouvement est riche, « IL EST RICHE » des militants et des personnalités qui le composent. Chacun et chacune a ses qualités propres, son enracinement local, sa façon de porter nos couleurs.

Que les hommes manifestent leur dilection ou leur préférence pour tel ou tel de nos dirigeants est naturel, si cela reste dans le cadre de l'affectio societatis qui doit présider au combat commun.

Bien évidemment, nos ennemis tablent sur les forces centrifuges inhérentes à la vie publique, et à la vie tout court, pour espérer la désintégration du Front National.

Comme en 1998, ils espèrent que les rivalités personnelles, les aigreurs et les petites rancunes vont prendre de l'ampleur et de l'importance, pour finir par détruire le parti de l'identité française, le parti de l'avenir Français.

Si humains que nous soyons, nous ne sommes pas assez sots pour leur prêter la main dans cette manœuvre.

Nous savons que nous n'avons pas le droit de laisser nos sentiments personnels l'emporter sur les intérêts de la patrie.

Nous sommes des militants nationalistes, soucieux avant tout de l'avenir de leur peuple et de leur terre.

Nous ne devons pas dévier de cette ligne directrice et concentrer tous nos efforts pour convaincre le plus grand nombre de la justesse de nos analyses, de la pertinence de notre idéal politique.

Cet objectif étant fixé, nous devons au plus vite engager notre réflexion sur les élections qui s'approchent.

Quoi qu'il en soit, un premier principe s'impose à l'évidence : il faut faire une campagne nationalisée. Les super-régions nous sont imposées par Bruxelles pour des raisons idéologiques antinationales, nous ne sommes pas tenus de nous plier au découpage arbitraire que l'on tente de nous imposer.

Il faut également mettre en œuvre une campagne percutante en affirmant et en répétant inlassablement les points fondamentaux de notre programme :

« Immigration-zéro, Tolérance-zéro, Préférence nationale totale »

Avec, « AVEC » cette thématique simple, le Front National apparaîtra comme ce qu'il est : le fer de lance de la résistance nationale.

Dans son dernier ouvrage, Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires Etrangères de François Mitterrand écrivait à juste titre : "Il est temps de rompre avec ce courant de pensée - décliniste et post-national - qui postule depuis des années le déclin inexorable et même souhaitable des Etats".

Oui, il est temps de rompre avec le parti de la trahison et de l'abandon.

Oui, il est temps de rendre à la France son indépendance bafouée(,) « ET » sa souveraineté confisquée, son identité menacée.

Notre pays n'est pas militairement occupé ; mais il est mentalement asservi, moralement épuisé et par-dessus tout trahi par ses élites et par ses chefs.

Toute l'histoire montre que la volonté des hommes est le moteur des grands changements historiques.

Alors sortons de notre réserve,

Portons haut l'étendard de nos valeurs!

Portons haut les couleurs de la France éternelle !

Portons haut « LA FORME », la flamme du Front National, pour qu'à nouveau la passion française dévore d'un feu ardent l'âme de notre jeunesse !

Brandissons fièrement l'étendard de la renaissance !

Vive la Vie !

Vive le Front National !

Vive la France !